



Assemblée générale

Distr. générale
24 novembre 2021
Français
Original : anglais

Soixante-seizième session

Point 161 de l'ordre du jour

Financement de la Mission multidimensionnelle

intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

Exécution du budget de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	5
II. Exécution du mandat	5
A. Considérations générales	5
B. Utilisation des crédits	5
C. Activités d'appui de la mission	11
D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional	11
E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées	12
F. Contributions non budgétisées	12
III. Exécution du budget	76
A. Ressources financières	76
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	77
C. Évolution des dépenses mensuelles	78
D. Autres produits et ajustements	78
E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	79
F. Contributions non budgétisées	79



IV.	Analyse des écarts	80
V.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	84
VI.	Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/302	85

Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 et l'objectif de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (engagement politique, application de l'accord de paix dans le nord et mise en œuvre de la stratégie axée sur les aspects politiques dans le centre ; protection des civils ; promotion et protection des droits de l'homme et réconciliation ; rétablissement de l'autorité de l'État, stabilisation et état de droit dans le centre et le nord du Mali ; appui).

Au cours de l'exercice considéré, la Mission a continué de soutenir la transition politique au Mali afin de favoriser le rétablissement de l'ordre constitutionnel et la tenue d'élections démocratiques, des élections présidentielles et législatives devant en principe se tenir en février 2022.

La MINUSMA a engagé des dépenses d'un montant de 1 103,4 millions de dollars, ce qui représente un taux d'utilisation des ressources de 93,2 % (contre des dépenses d'un montant de 1 136,9 millions de dollars et un taux d'utilisation de 99,9 % pendant l'exercice 2019/20).

Le solde inutilisé de 80,0 millions de dollars est le résultat net des facteurs suivants : a) la réduction des dépenses opérationnelles, qui s'explique principalement comme suit : i) six avions de renseignement, de surveillance et de reconnaissance n'ont pas été déployés, un pays fournisseur de contingents n'ayant pas pu honorer l'engagement pris de les fournir et la procédure d'acquisition dans le commerce de matériel de remplacement ayant été trop lente ; des systèmes de drones aériens n'ont pas été déployés en raison des difficultés rencontrées pour les trouver dans le commerce ; ii) les travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien ont coûté moins cher que prévu, le montant des contrats ayant été inférieur aux prévisions ; iii) l'exploitation et l'entretien de bout en bout des systèmes d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées n'ont pas eu lieu, les négociations contractuelles avec les fournisseurs n'ayant pas abouti ; iv) les travaux ou projets d'amélioration de la sécurité prévus dans toute la zone de la mission n'ont pas été menés à bien en raison de la pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) ; b) la sous-utilisation des crédits ouverts au titre des militaires et du personnel de police, qui tient principalement à la baisse des frais de livraison des rations destinées aux contingents, ces derniers ayant été cherché les rations directement dans les quatre points de distribution (Bamako, Gao, Kidal et Tombouctou) ; c) le dépassement des crédits au titre du personnel civil, qui s'explique principalement par le fait que les taux de vacance de postes moyens effectifs ont été inférieurs aux prévisions, la Mission s'étant efforcée de recruter, et par l'augmentation du coefficient d'ajustement.

Exécution du budget : ressources financières(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écart	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	493 922,9	490 635,6	3 287,3	0,7
Personnel civil	196 654,7	206 098,9	(9 444,2)	(4,8)
Dépenses opérationnelles	492 807,1	406 624,7	86 182,4	17,5
Montant brut	1 183 384,7	1 103 359,2	80 025,5	6,8
Recettes provenant des contributions du personnel	17 365,3	18 476,1	(1 110,8)	(6,4)
Montant net	1 166 019,4	1 084 883,1	81 136,3	7,0
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	1 183 384,7	1 103 359,2	80 025,5	6,8

Exécution du budget : ressources humaines

Catégorie	Effectif approuvé ^a	Effectif réel (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	40	16	60,0
Contingents	13 249	12 775	3,6
Police des Nations Unies	350	282	19,4
Unités de police constituées	1 570	1 446	7,9
Personnel recruté sur le plan international	825	766	7,2
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs	150	135	10,0
Agents des services généraux	755	687	9,0
Volontaires des Nations Unies			
Volontaires recrutés sur le plan international	198	172	13,1
Volontaires recrutés sur le plan national	6	3	50,0
Emplois de temporaire ^c			
Personnel recruté sur le plan international	2	1	50,0
Personnel recruté sur le plan national	—	—	—
Personnel fourni par des gouvernements	19	16	15,8

^a Niveau maximum de l'effectif autorisé.^b Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.^c Financés à la rubrique Personnel temporaire (autre que pour les réunions).

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées à la section V du présent rapport.

I. Introduction

1. Dans son rapport du 10 mars 2020 ([A/74/745](#)), le Secrétaire général a présenté le projet de budget de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021 (exercice 2020/21), dont le montant brut s'élevait à 1 196 908 800 dollars (montant net : 1 179 497 100 dollars). Le budget proposé devait permettre de financer le déploiement de 40 observateurs militaires, 13 249 membres des contingents, 1 920 membres du personnel de police (350 membres de la police des Nations Unies et 1 570 membres d'unités de police constituées), 826 membres du personnel recruté sur le plan international et 908 membres du personnel recrutés sur le plan national (150 administrateurs et 758 agents des services généraux) et 2 membres du personnel temporaire (autre que pour les réunions), ainsi que 205 Volontaires des Nations Unies et 19 membres du personnel fourni par des gouvernements.
2. Dans son rapport du 29 avril 2020, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 1 191 034 700 dollars (montant net : 1 173 669 400 dollars) pour l'exercice en question ([A/74/737/Add.11](#), par. 34).
3. Par sa résolution [74/290](#) et sa décision 74/571, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 1 183 384 700 dollars (montant net : 1 166 019 400 dollars) destiné à financer le fonctionnement de la Mission pour l'exercice 2020/21. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

4. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la MINUSMA dans sa résolution [2100 \(2013\)](#) et l'a prorogé dans des résolutions ultérieures. Il a énoncé le mandat correspondant à l'exercice considéré dans sa résolution [2531 \(2020\)](#) et dans la déclaration de son président en date du 15 octobre 2020.
5. Comme l'a demandé le Conseil, la principale priorité stratégique de la Mission est d'aider les parties à appliquer l'accord de paix de 2015. La seconde est de faciliter la mise en œuvre d'une stratégie globale pour le Mali axée sur les aspects politiques, qui vise à protéger les civils, réduire les violences intercommunautaires et rétablir l'autorité et la présence de l'État ainsi que les services sociaux de base dans le centre du Mali. Le 15 octobre 2020, le Conseil a en outre demandé à la MINUSMA de soutenir la transition politique au Mali afin que l'ordre constitutionnel soit rétabli et que des élections démocratiques se tiennent en février 2022. Dans le cadre de ces priorités stratégiques, la Mission a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (déroulement du processus de paix ; réformes politiques et institutionnelles et élections ; sécurité et protection des civils ; protection et promotion des droits de l'homme ; rétablissement et extension de l'autorité de l'État et état de droit ; appui à la Mission).

B. Utilisation des crédits

6. L'exercice a été marqué par le coup d'État d'août 2020 et la mise en place d'un gouvernement qui a défini une charte et un plan d'action énonçant ses principales priorités pour la transition et devant aboutir à la tenue d'élections démocratiques en

février 2022. En coordination avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et d'autres partenaires régionaux et internationaux, la MINUSMA a joué un rôle clé dans la création du Comité local de suivi de la transition, ainsi qu'en aidant à mettre en place rapidement un processus national de transition assorti d'un calendrier et de conditions essentielles pour le rétablissement de l'ordre constitutionnel. Elle s'est employée sans relâche avec les autorités nationales à aligner, sur le plan politique et sur le plan de la sécurité, le processus de transition sur le processus de paix reposant sur l'accord de paix de 2015, ce qui a permis la participation sans précédent des mouvements signataires au gouvernement et une révision ciblée de la feuille de route pour l'application de l'accord de paix, qui a été signée par toutes les parties à l'accord en décembre 2020. Ces avancées ont facilité à leur tour l'application de plusieurs dispositions clés de l'accord, comme indiqué plus bas. Le gouvernement a été reconstitué après un second coup d'État, en mai 2021, de sorte qu'il a dû revoir en profondeur son plan d'action pour la transition et s'engager de nouveau à respecter le calendrier fixé pour la tenue des élections.

7. Depuis la signature de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali en 2015, le principal impératif stratégique découlant du mandat de la MINUSMA est le soutien à son application. L'Accord reste le seul cadre valable pour faire avancer le processus de paix et de réconciliation et mener à bien les réformes qui s'imposent pour remédier aux crises interdépendantes auxquelles le pays fait face. Bien que des progrès aient été faits dans certains secteurs (mise en place d'administrations intérimaires à Taoudenni et Ménaka, intégration d'un certain nombre d'ex-combattants dans les forces armées et redéploiement d'unités reconstituées dans le nord du Mali, notamment), la présence de l'État reste minime en dehors des principaux centres urbains. Les mouvements signataires, notamment la Coordination des mouvements de l'Azawad, se présentent comme assurant au premier chef la sécurité dans le nord du Mali, tandis que les groupes extrémistes le font dans certaines zones reculées. Les attaques visant les Forces de défense et de sécurité maliennes ainsi que les soldats de la paix, les forces internationales et les civils continuent, notamment les attaques à l'engin explosif improvisé. Les réformes essentielles envisagées dans l'Accord, notamment celles qui concernent la décentralisation et le secteur de la sécurité, n'ont pas encore été menées à bien et se heurtent à des obstacles politiques de taille.

8. Après le coup d'État d'août 2020, le Conseil de sécurité a demandé à la MINUSMA de soutenir la transition politique et la tenue d'élections inclusives, libres, justes et crédibles, en se conformant à la période de transition de 18 mois fixée par la CEDEAO et approuvée par la communauté internationale qui prend fin en mars 2022. La transition politique n'a progressé que par à-coups et le deuxième coup d'État, en mai 2021, a encore compliqué la situation.

9. L'absence d'autorité de l'État, notamment d'administration locale, en dehors des grands centres de population et le manque de services de base en matière de protection, d'éducation et de soins de santé qu'elle entraîne ont laissé un vide de pouvoir dont profitent les acteurs armés non étatiques, qu'il s'agisse de groupes extrémistes violents ou de milices locales. Dans le centre du Mali, les activités des milices et des groupes extrémistes violents nourrissent et aggravent les tensions intercommunautaires existantes et sont la principale menace pour les civils, entraînant des déplacements de population dans un contexte déjà très fragile, en particulier pour les populations d'accueil. La relative impunité des crimes qui mettent en péril le processus de paix, y compris les graves violations des droits humains et les atteintes au droit international humanitaire commises par toutes les parties, a encore attisé la méfiance des communautés locales envers l'État. Tant que le Gouvernement n'aura pas de vision et de stratégie claires permettant de surmonter les obstacles politiques et les problèmes qui se posent dans les domaines de la sécurité, de la protection, de la fourniture de services de base, des droits humains et du développement, il sera

difficile d'endiguer la violence dans le centre du Mali. Ces conditions défavorables créent un environnement propice au recrutement de jeunes dans des groupes extrémistes violents non étatiques.

10. Sur le plan de la sécurité, la situation s'est nettement dégradée au Mali et dans toute la région du Sahel depuis l'exercice 2012/13. La pauvreté généralisée, le chômage, les inégalités économiques, la marginalisation et la discrimination, les carences en matière de gouvernance, les violations des droits humains, l'impunité et le manque d'accès aux services de base sont les principales causes de l'instabilité, qui s'étend de plus en plus au sud du pays. L'impunité des violations graves des droits humains, y compris les atteintes commises par les Forces de défense et de sécurité maliennes, a encore sapé la confiance de la population en l'État. La présence constante de groupes extrémistes violents transnationaux, notamment dans la région du Liptako-Gourma située à cheval sur le centre du Mali, le Burkina Faso et le Niger, a également continué de poser d'importants problèmes pour les autorités maliennes et la MINUSMA, qui ne peuvent pas exercer leurs activités.

11. La Mission a continué de s'employer à pourvoir les postes vacants : les taux de vacance effectifs ont été inférieurs aux prévisions pour le personnel recruté sur le plan national comme pour le personnel recruté sur le plan international et la parité femmes-hommes s'est améliorée par rapport à l'exercice précédent.

12. Le Système complet de planification et d'évaluation de la performance, entré en service à la MINUSMA en août 2019, continue d'être appliqué. La Mission a établi son cadre de résultats, dans lequel elle a défini pour l'ensemble de la mission un plan d'exécution du mandat par ordre de priorité et elle recueille des données se rapportant aux indicateurs afin de mieux suivre les progrès et d'évaluer l'impact de son travail dans les domaines prioritaires. Depuis l'entrée en service du Système, elle a procédé à deux évaluations en se fondant sur les données se rapportant aux indicateurs, afin d'évaluer sa performance dans l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées et de mesurer l'impact de l'allocation des ressources sur sa performance, dans le domaine de la protection des civils par exemple. Elle a également tiré parti du Système pour améliorer la gestion de l'information, notamment la collecte de données, et se sert des données obtenues pour établir le cadre de budgétisation axée sur les résultats et d'autres documents de planification ou stratégies. Sous la supervision du Chef d'état-major, le Groupe de la planification stratégique veille à l'application du Système, qui continuera de servir à actualiser les plans de mission, à guider les décisions des dirigeants de la Mission et à améliorer la communication de l'information au Siège et aux États Membres. Il est cependant difficile de procéder régulièrement à des évaluations car la Mission manque de moyens dans le domaine de la planification.

Pandémie de maladie à coronavirus 2019

13. La pandémie de maladie à coronavirus 2019 (COVID-19) a continué d'entraver l'exécution du mandat de la Mission mais ce, dans une moindre mesure que lors de l'exercice précédent. En raison des restrictions imposées par le pays pour faire face à la crise sanitaire, les réunions et ateliers ont pu accueillir moins de participants et il a donc fallu en organiser davantage pour obtenir les résultats prévus. La Mission a aussi innové en se servant des outils de communication en ligne pour informer le public, ce qui lui a permis d'obtenir les résultats escomptés.

14. Au cours de l'exercice 2020/21, la MINUSMA a continué d'adapter ses modalités de travail pour assurer la continuité des opérations durant la pandémie, en s'appuyant sur les enseignements tirés et les meilleures pratiques de l'exercice précédent. L'équipe spéciale intégrée chargée des questions liées à la COVID-19, présidée par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur

résident et Coordonnateur de l'action humanitaire) a continué de se réunir avec l'équipe de pays des Nations Unies pour gérer la pandémie et contribuer à l'échange d'informations entre les entités des Nations Unies et avec les partenaires. Elle a pris des mesures, en particulier des mesures restrictives, pour faire face à la deuxième vague de COVID-19 qui a déferlé dans la zone de la Mission en novembre 2020, de façon à en atténuer les effets sur les opérations et le personnel. Les mécanismes de coordination de la Mission ont également apporté leur concours à la campagne de vaccination de l'ONU. La MINUSMA a aussi consulté d'autres missions des Nations Unies concernant les meilleures pratiques de dépistage et de quarantaine, ainsi que la planification du retour sur le lieu de travail. Diverses instructions permanentes ont été établies et approuvées, dans lesquelles figuraient des orientations s'adressant à l'ensemble de la Mission sur les périodes de quarantaine, la détection des cas de COVID-19 et l'isolement ; une équipe de recherche des contacts a en outre été mise en place à Bamako, de même qu'un comité central et des conseils régionaux chargés des questions se rapportant à la relève. En octobre 2020, la MINUSMA a ouvert trois laboratoires de dépistage, ce qui lui a permis d'effectuer un meilleur suivi des cas et de prévenir la propagation de la maladie dans la Mission, y compris dans les régions.

15. Pour faire face à la crise sanitaire, la MINUSMA a collaboré étroitement avec le Ministère de la santé, l'Organisation mondiale de la Santé et les organismes, fonds et programmes des Nations Unies dès le début de la pandémie. Les initiatives que le système des Nations Unies a prises pour aider le Gouvernement à exécuter ses plans de riposte face à la COVID-19 ont revêtu plusieurs formes. Des mécanismes de financement conjoints ont notamment été créés : les différentes entités et institutions ont mis en commun leurs ressources, en suivant le cadre stratégique intégré pour déterminer les avantages comparatifs de chacune. En plus du soutien habituel apporté par les composantes de la Mission à leurs homologues maliens, de l'équipement et du matériel ont été fournis, en partie grâce à la réaffectation de fonds provenant de programmes qui n'ont pas pu être exécutés pendant la pandémie. Ainsi, une aide financière et technique a été apportée pour la formation des agents de santé et l'acheminement de matériel médical et sanitaire, en particulier dans le nord. La Mission a également aidé le Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation et le Ministère de la santé à élaborer une stratégie de lutte contre la COVID-19 et à diffuser des informations au public.

Activités de fond et autres activités relatives aux programmes

16. Les activités relatives aux programmes ont été essentielles pour la mise en œuvre des priorités de la Mission qui visaient directement à contribuer aux deux priorités stratégiques énoncées par le Conseil de sécurité. Elles ont permis que les principales tâches soient accomplies tout en assurant la complémentarité et l'intégration entre les composantes de la Mission, notamment entre la composante Police, la composante militaire et la composante civile. La planification intégrée a permis de tirer parti des avantages comparatifs de la MINUSMA et de l'équipe de pays des Nations Unies pour bien coordonner et répartir les tâches. Par l'intermédiaire de son groupe exécutif chargé de la gestion des ressources, la Mission a déterminé les priorités politiques et géographiques et donné des orientations pour que les comités et les sections alignent les projets et les ressources sur la vision stratégique globale. En ce qui concerne les activités de fond, notamment les projets de lutte contre la violence de proximité et les projets à effet rapide, ainsi que les projets financés au moyen du Fonds d'affectation spéciale pour la paix et la sécurité au Mali et du Fonds pour la consolidation de la paix, des directives ont été données pour que toutes soient planifiées à titre de mécanismes complémentaires, afin d'exploiter au mieux les ressources approuvées.

17. Pour que le principe de responsabilité soit appliqué, les responsables des piliers concernés ont également exercé un contrôle et approuvé chaque activité relative aux programmes. Des mémorandums d'accord décrivant les tâches à accomplir et définissant les obligations des parties en cas d'utilisation de ressources de la Mission, y compris l'obligation d'information, ont été conclus avec les partenaires de réalisation. La Mission s'emploie à améliorer les fonctions de contrôle, de communication de l'information et de suivi qui concernent les partenaires de réalisation.

18. L'état d'avancement et la nature des activités sont décrits ci-après :

a) *Désarmement, démobilisation et réintégration.* Les activités relevant de ce programme visaient à faciliter la réinsertion socioéconomique à court terme d'ex-combattants, notamment en procédant à leur enregistrement biométrique, en leur délivrant une carte de démobilisation, en leur offrant des services socioéconomiques et psychosociaux ainsi que des services de protection sociale (aide économique ou financière), en leur fournissant un nécessaire pour les camps, en effectuant auprès d'eux un travail de sensibilisation et en les formant aux compétences de base, à l'intérieur des zones de cantonnement ou en dehors, afin de faciliter leur retour à la vie civile. La Mission est venue en aide à des ex-combattants à Kidal, à Gao, à Tombouctou et à Ménaka dans le cadre d'une réintégration accélérée. Ce processus a été déterminant pour la reconstitution des Forces de défense et de sécurité maliennes. Les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration ont été complétées par des programmes de réduction de la violence de proximité, notamment dans le centre du Mali, dans le cadre de la seconde priorité stratégique ;

b) *Réforme du secteur de la sécurité.* Des conseils techniques ont été donnés pour l'élaboration de la stratégie de réforme du secteur de la sécurité nationale, afin que celle-ci soit appliquée dans l'ensemble du pays. Des activités de renforcement des capacités et des réunions de haut niveau ont été organisées avec les homologues nationaux, afin d'aider à la définition et à l'application de mesures de défense et de sécurité nationales de nature à favoriser le processus de paix ;

c) *Appui électoral.* La MINUSMA a apporté un soutien consultatif essentiel pour les préparatifs des prochaines élections, notamment pour l'établissement du calendrier électoral, qui a été publié le 1^{er} avril 2021. Elle a également aidé le Gouvernement à lancer avec succès les opérations d'inscription sur les listes électorales dans tout le pays. Celui-ci a bénéficié en permanence de l'expertise de la Mission dans le domaine électoral, deux spécialistes ayant été chargés d'aider la Cour constitutionnelle et le Conseil national de transition à mener la réforme politique et électorale. La MINUSMA a mené des activités visant encourager les femmes et les jeunes à prendre part au processus électoral, le but étant d'accroître le taux de participation de l'électorat, relativement faible jusqu'ici. Des ateliers ont aussi bénéficié de l'appui technique et financier de la Mission, qui a cherché à susciter un débat général sur la transparence électorale entre représentants de la classe politique, d'organisations de la société civile et d'autres entités engagées dans le processus électoral et à mobiliser la participation citoyenne à tous les aspects du processus électoral et des réformes. La MINUSMA a contribué pour beaucoup à l'activation des mécanismes de coordination au niveau du Gouvernement afin de créer des synergies pour la fourniture de l'assistance électorale et elle a mis ses compétences politiques et techniques au service de la préparation des élections ;

d) *Renforcement de la confiance.* Des projets et des activités de renforcement des capacités ont été mis en place pour aider les membres de la société civile à faire entendre leur voix et à jouer un plus grand rôle dans le suivi de l'application de l'accord de paix. La Mission a apporté un soutien visant à améliorer les relations entre l'État et la société afin de rétablir la confiance dans les collectivités locales, en

multipliant les séances d'information destinées au public, en mettant en place des conseils consultatifs et des dispositifs de contrôle par les citoyens et en encourageant l'inclusion politique et la gouvernance collaborative afin de favoriser la participation des femmes et des jeunes à la prise de décision au niveau des régions et des cercles. Les autorités intérimaires ont reçu un soutien constant, sous la forme d'activités de renforcement des capacités sur des questions centrales dans les domaines de l'administration publique, de la décentralisation, de la régionalisation, de la fiscalité et des finances locales et du transfert des services de l'État. Des dialogues et des initiatives communautaires ont été organisés à Bamako et dans le centre et le nord du Mali pour encourager les dirigeants communautaires, les chefs religieux et les membres d'organisations de la société civile, y compris les groupes de femmes et de jeunes, à prendre une part active à la prévention et à la gestion des conflits intercommunautaires et intracommunautaires, en soutien aux équipes régionales d'appui à la réconciliation du Ministère de la cohésion sociale, de la paix et de la réconciliation nationale. La MINUSMA a également continué d'aider les comités de réconciliation communaux à gérer les tensions intercommunautaires et à prévenir l'escalade de la violence de proximité dans les secteurs prioritaires du nord et du centre du Mali ;

e) *Droits humains.* La Mission a continué d'aider les autorités de l'État, la société civile et les défenseurs des droits humains à améliorer la situation dans le domaine des droits humains, notamment dans le domaine des droits de l'enfant et de la violence de genre. Pour ce faire, elle a aidé les autorités de l'État à renforcer les mesures prises en cas de violation présumée des droits humains, notamment en ce qui concerne les enquêtes, les procédures disciplinaires et les jugements. Avec le soutien de la Mission, celles-ci ont délivré 32 mandats d'arrêt contre des éléments d'un groupe armé impliqués dans des atteintes aux droits humains lors de l'attaque perpétrée à Ogossogou en février 2020. La MINUSMA a animé des séances de formation consacrées à la surveillance de la situation des droits humains et à la communication des violations, notamment des séances portant sur les droits des enfants dans les conflits armés, à l'intention de diverses parties prenantes: membres du Gouvernement, des institutions nationales, de la Commission vérité, justice et réconciliation, des Forces de défense et de sécurité maliennes, des autorités locales, de la société civile, des organisations de défense des droits de l'enfant et des droits des femmes et des défenseurs des droits humains. Elle a également poursuivi ses activités d'information et de sensibilisation dans le domaine des droits humains, notamment dans les domaines des droits de l'enfant et des droits des femmes, en diffusant des reportages et des émissions radiophoniques ;

f) *Égalité femmes-hommes et prévention et répression des violences sexuelles liées aux conflits.* Des projets ont été mis en place afin d'accroître la participation des femmes et des jeunes membres d'organisations de la société civile et d'encourager le Gouvernement, les organisations de la société civile et les groupes armés signataires à apporter une réponse préventive, holistique et institutionnelle à la violence sexuelle liée aux conflits et à la violence sexuelle et fondée sur le genre. En outre, des commémorations, des conférences et des manifestations ouvertes au public ont été organisées dans tout le pays pour mieux faire connaître les questions de violence de genre et de violence sexuelle liée aux conflits et le droit réprimant ces formes de violence. Ainsi, des activités ont été menées en souvenir d'événements clés liés à la violence de genre et à la violence sexuelle liée aux conflits, pour faire connaître la loi sur la violence de genre et en favoriser l'adoption, et pour encourager la production de supports de communication concernant ces questions ;

g) *Stabilisation et relèvement.* La Mission a œuvré à l'opérationnalisation de la Zone de développement des régions du nord en mettant en place un projet visant à renforcer le processus de décentralisation. Ce projet a permis d'informer et de

sensibiliser la population et de renforcer les capacités des élus et administrateurs locaux en formant les membres du secrétariat permanent de la Zone et du Comité consultatif interrégional ;

h) *Affaires judiciaires et pénitentiaires*. La Mission a donné des conseils techniques, contribué au renforcement des capacités et délivré une certification au Ministère de la justice et des droits de l'homme et aux autorités judiciaires et pénitentiaires afin de faire avancer les réformes de la justice nationale, de faire appliquer la loi d'orientation et de programmation pour le secteur de la justice et d'aider à harmoniser les systèmes de justice traditionnelle et de justice formelle avec les normes internationales. Elle a continué d'apporter un soutien à l'opérationnalisation du Pôle judiciaire spécialisé de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée en contribuant au renforcement des capacités et en offrant une assistance technique en matière de gestion des affaires, d'entraide judiciaire pour les autorités chargées d'affaires liées au terrorisme, de protection des lieux de crime et d'enquêtes sur les infractions graves risquant de faire dérailler le processus de paix. Avec son aide, un bureau régional du Pôle judiciaire spécialisé a été créé à Mopti. La Mission a également continué d'apporter un appui technique à l'amélioration de la sécurité et de la gestion des prisons, y compris celles où sont incarcérés des détenus accusés d'infractions liées au terrorisme ou condamnés pour infraction liée au terrorisme.

C. Activités d'appui de la mission

19. La pandémie de COVID-19 a continué d'avoir des répercussions sur les activités de la Mission pendant l'exercice : au cours des cinq premiers mois, le nombre de vols de passagers a été fortement réduit et certains vols ont été annulés. Par ailleurs, des systèmes de drones aériens tactiques de courte portée n'ont pas été déployés et la deuxième ligne de commandement des drones aériens de moyenne altitude et longue endurance a été déployée en retard, ce qui s'est traduit par des écarts dans l'utilisation des crédits. Des ressources supplémentaires ont été utilisées pour la reconduction d'une lettre d'attribution relative à la fourniture de services techniques de sécurité et de protection des camps et de matériel de fusion d'informations multi-capteurs.

20. Malgré les effets de la pandémie, la Mission a réussi à trouver un équilibre entre l'externalisation des contrats et le recours au personnel interne pour les grands travaux de construction et elle a ainsi réalisé des gains, ce qui s'est traduit par des soldes inutilisés.

21. La Mission a poursuivi ses activités malgré la crise sanitaire, mais elle a dû faire face à des retards en ce qui concerne la livraison des biens et services et n'a pas pu mener à bien certains achats. Le coup d'État d'août 2020 a lui aussi eu des conséquences pour l'utilisation des ressources et retardé les activités prévues.

D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional

22. La MINUSMA a poursuivi sa stratégie de coopération avec les partenaires régionaux, stratégie essentielle pour régler la crise au Mali et établir durablement la paix et la stabilité. La menace terroriste déjà omniprésente est devenue encore plus pesante alors que les conditions de sécurité dans la sous-région du Sahel continuaient de se détériorer. La présence de groupes extrémistes violents a été signalée dans les zones situées entre le Mali et la Mauritanie et entre le Niger et le Tchad, et des affrontements ont eu lieu dans la région du Liptako-Gourma, qui enjambe le Burkina Faso, le Mali et le Niger. L'Union africaine (y compris sa mission pour le Mali et le Sahel), la CEDEAO, la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel et l'Union

européenne ont continué à être des partenaires clés pour le processus de paix et la stabilisation régionale. La Mission a également continué à coordonner l'exécution de son mandat avec les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), qui joue un rôle régional plus large.

23. La MINUSMA a fourni un soutien logistique à la Force conjointe du G5 Sahel, conformément aux accords techniques en vigueur et à la politique de diligence voulue en matière de droits humains en cas d'appui de l'ONU à des forces de sécurité non onusiennes. Elle a également continué d'améliorer la coordination des opérations avec les forces françaises ainsi qu'avec la mission de formation et la mission de renforcement des capacités de l'Union européenne au Mali, afin que les activités soient plus complémentaires et que les ressources soient utilisées plus efficacement.

E. Partenariats, coordination avec l'équipe de pays et missions intégrées

24. La MINUSMA et l'équipe de pays des Nations Unies ont continué de mettre au point des approches intégrées de la vision globale des Nations Unies et des priorités communes au Mali. À cette fin, la Mission a œuvré en étroite collaboration avec les organismes, fonds et programmes des Nations Unies à l'établissement d'un plan intégré de soutien à la transition qui viendrait compléter les activités conjointes menées pour renforcer la transition politique après le coup d'État d'août 2020.

25. Pendant l'exercice, la MINUSMA a également coordonné avec l'équipe de pays des Nations Unies l'élaboration d'une feuille de route à long terme pour l'exécution des mandats, dans laquelle est préconisée une approche progressive des problèmes de longue durée qui se posent au Mali. Y est décrite notamment la manière dont la Mission procèdera, en collaboration avec ses homologues nationaux et l'équipe de pays des Nations Unies, au transfert progressif des responsabilités qui concernent la sécurité et d'autres attributions entrant dans son mandat aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies et aux autorités nationales, en tenant compte de l'état des lieux des capacités qui aura été fait conformément au calendrier de transition intégré.

F. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : engagement politique, application de l'accord de paix dans le nord et mise en œuvre de la stratégie axée sur les aspects politiques pour le centre

26. Conformément à l'objectif stratégique et aux tâches prioritaires définis par le Conseil de sécurité dans sa résolution [2531 \(2020\)](#), la Mission a continué d'appuyer l'application de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali tout en adaptant son dispositif afin de faire avancer la réalisation de la seconde priorité stratégique : la mise en œuvre d'une stratégie pour le Mali axée sur les aspects politiques afin de rétablir l'autorité de l'État ainsi que les services sociaux de base, protéger les civils et réduire les violences intercommunautaires dans le centre du pays. Donnant suite à la demande qui lui a été faite dans la déclaration du Président du Conseil de sécurité datée du 15 octobre 2020, la MINUSMA a également rééquilibré l'action qu'elle menait en vue d'un appui intégré à la transition politique après le coup d'État d'août 2020.

27. Marquée par des problèmes persistants de cohésion sociale et de confiance, ou de défiance, entre les militaires et les dirigeants politiques, la situation politique au Mali est restée instable pendant l'exercice considéré, comme en témoignent, par

exemple, les critiques de plus en plus vives qu'a fait entendre la population au sujet du Conseil national de transition (l'organe législatif formé par le Gouvernement), perçu comme peu représentatif. Cette instabilité a considérablement ralenti la transition politique, mise à plus rude épreuve encore par un second coup d'État, en mai 2021. Dans ce contexte, en collaboration avec les représentants de l'Union africaine et de la CEDEAO ainsi que d'autres acteurs internationaux, la MINUSMA a usé de ses bons offices et de son pouvoir de persuasion pour promouvoir la négociation de solutions à ces crises politiques majeures, dont la formulation d'un plan d'action et d'un calendrier clairs pour la transition politique.

28. Compte tenu de l'instabilité politique qu'a connu le pays en 2020, et du fait de l'assassinat, le 13 avril 2021, du Président et Secrétaire général de la Coordination des mouvements de l'Azawad, les progrès dans l'application de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali sont également restés lents. La MINUSMA a continué d'exercer ses bons offices et d'apporter un appui technico-logistique pour les quatre sessions du Comité de suivi de l'Accord et de ses sous-comités, dont le caractère inclusif et la transparence ont été accrus de manière sensible par la tenue de deux réunions en dehors de Bamako, à Kidal et à Kayes. La réunion tenue à Kidal, en particulier, a été une réussite certaine en portant le processus devant les parties intéressées dans le nord du pays pour la première fois depuis la signature de l'Accord. À Kayes, la réunion du Comité a contribué à faire progresser l'action plus générale menée pour aider les populations du sud, où l'Accord est mal compris et peu accepté, à en savoir plus sur le processus de paix, et susciter ainsi une plus grande adhésion à l'échelle nationale.

29. Les bons offices de la MINUSMA sont demeurés un élément essentiel des activités menées pour faciliter les progrès dans le domaine politique en général, favorisant le consensus et élargissant les espaces de dialogue. La publication du calendrier électoral et le lancement des préparatifs des élections nationales, notamment l'ouverture de l'inscription sur les listes électorales dans tout le pays le 1^{er} avril 2021, ont été particulièrement importants. Par ses activités de renforcement des capacités et ses conseils techniques sur la gouvernance inclusive, la Mission a aidé les organisations de la société civile à prendre de nouvelles mesures concrètes en vue de l'application de l'accord de paix. Elle a également facilité la collaboration et la participation des institutions nationales et de la société civile pour appuyer l'instauration d'un dialogue inclusif aux fins de la transition politique. Fait particulièrement notable, elle a mis ses compétences techniques au service des mouvements signataires dans la perspective de leur participation aux travaux du Conseil national de transition, certains membres de ces mouvements ayant rejoint des partis politiques dans leurs régions respectives. En collaboration avec le Ministère national de la refondation de l'État, la Mission et les organismes membres de l'équipe de pays des Nations Unies ont également aidé la société civile malienne à construire un engagement commun visant à influencer le programme de transition et le plan d'action du Gouvernement. En février et mars 2021, 725 membres de la société civile, dont 290 femmes, représentant 250 organisations ont élaboré une position commune assortie de recommandations sur les priorités de la transition.

30. Pendant la transition politique, peu de progrès ont été accomplis dans le processus qui doit aboutir au transfert des services techniques décentralisés de l'État, y compris le transfert limité de ressources financières prévu dans l'accord de paix. La MINUSMA a permis la tenue de consultations initiales sur ce processus, lancé par le Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation, mais la question du transfert de ressources a peu avancé au niveau de Bamako. Au niveau régional, grâce à l'appui technique et logistique fourni par la Mission, 30 autorités municipales intérimaires ont été mises en place pour la région de Taoudenni, mais le manque de

formation et de ressources de la part du Ministère a entravé leur fonctionnement depuis leur mise en place.

31. En ce qui concerne l'instabilité et la violence qui persistent dans le centre du pays, la MINUSMA a facilité un rapprochement entre le Conseil régional de Mopti et les responsables du Cadre politique de gestion de la crise au centre défini par le Gouvernement, afin que le dialogue reprenne entre les autorités nationales et la région et que l'élaboration d'une nouvelle stratégie de stabilisation pour le centre se poursuive entre les autorités régionales de Mopti et Bamako. Elle a également usé de ses bons offices pour soutenir et accroître la confiance mutuelle entre les autorités régionales et la population et pour renforcer les processus locaux de réconciliation.

Réalisation escomptée 1.1 : Progrès accomplis sur la voie de la décentralisation de l'autorité de l'État

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Participation accrue des organisations de la société civile à la prise de décisions par les collectivités territoriales (2018/19 : 1 ; 2019/20 : 2 ; 2020/21 : 5)

1 organisation régionale de la société civile a été sensibilisée à l'appropriation de la Charte de la transition et de la feuille de route qui l'accompagne et à l'utilité de sa participation effective aux réformes politiques et institutionnelles, notamment à la prise de décisions relatives aux collectivités territoriales, ainsi qu'au plan d'action du Gouvernement pour la transition politique

Le nombre d'organisations, inférieur aux prévisions, tient aux effets de l'instabilité politique, en raison de laquelle il a été difficile de parvenir à un accord sur la participation et la formation, lesquelles ont été reportées à la fin de 2021

Entrée en fonctions des administrations provisoires opérationnelles et des conseils nouvellement élus des régions, cercles administratifs et communes (2020/21 : 5 régions ; 24 cercles ; 49 communes)

Objectif atteint

Versement effectif de 30 % de l'allocation budgétaire nationale aux collectivités territoriales des régions du nord et du centre (2019/20 : 21 % ; 2020/21 : 30 %)

26 %

Ce chiffre inférieur aux prévisions tient aux retards pris dans la mise en œuvre du processus de décentralisation au Mali

Augmentation de 8 % des recettes fiscales locales dans les régions du nord et du centre (2019/20 : 12 % ; 2020/21 : 20 %)

Aucune augmentation sensible n'a été constatée pendant l'exercice considéré, principalement en raison de l'insécurité chronique qui entrave la collecte des impôts

Augmentation du nombre de réunions périodiques tenues avec les comités compétents pour renforcer le dialogue entre l'État et la société sur les questions d'intérêt local, conformément au décret n° 08-095/P-RM de février 2008 (2020/21 : 35)

Du fait de l'instabilité politique, il n'y a pratiquement pas eu de réunions périodiques des membres des comités chargés du développement local visant à renforcer le dialogue entre l'État et la société sur les questions d'intérêt local

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui, non
ou nombre

Observations

Appui technique à la dynamisation de 35 réunions du Comité communal d'orientation, de coordination et de suivi des actions de développement, du Comité local d'orientation, de coordination et de suivi des

35 Réunions ont bénéficié d'un appui

La MINUSMA a continué de promouvoir le dialogue entre l'État et la société aux niveaux des régions, des cercles et des communes par

actions de développement et du Comité régional d'orientation, de coordination et de suivi des actions de développement dans le nord et le centre (Mopti : 10, Ségou : 5, Gao : 4, Ménaka : 4, Tombouctou : 5, Taoudenni : 3, Kidal : 4) (niveaux des communes et des cercles)

2 séances de formation à Ségou et Mopti à l'intention de 210 préfets, sous-préfets, maires et affiliés afin de renforcer leurs capacités en matière de réconciliation, de gouvernance locale, de réglementation applicable à la passation des marchés publics, de prise en compte des questions de genre dans l'administration publique et de décentralisation (une fois que les lois sur la décentralisation auront été approuvées) et de gestion des services publics décentralisés

Fourniture d'un soutien logistique pour 2 réunions entre les organisations de la société civile et les conseils régionaux et pour 3 visites d'organisations de la société civile visant à évaluer les activités des conseils régionaux afin de soutenir la mise en œuvre effective des politiques de décentralisation

Fourniture de conseils techniques aux autorités intérimaires élues pour soutenir la mise en œuvre de la politique de régionalisation (coopération décentralisée)

le suivi de la réalisation des engagements communs de la société civile présentés au Gouvernement le 12 mars 2021

2 Sessions de renforcement des capacités se sont tenues

245 Représentants de l'État ont reçu la formation
Le nombre plus élevé de préfets formés tient au renforcement par la Mission de ses activités de mobilisation

Oui

Oui

Réalisation escomptée 1.2 : L'application de l'accord de paix fait l'objet d'un appui et d'un suivi, notamment par l'entremise du secrétariat du Comité de suivi de l'Accord

Indicateurs de succès prévus

Réunions plénières mensuelles des 4 sous-comités thématiques du Comité de suivi de l'Accord et établissement de rapports (2018/19 : 9 réunions par comité ; 2019/20 : réunions retardées ; 2020/21 : 12)

L'Observateur indépendant, dont le mandat, défini dans l'accord de paix, consiste à analyser l'évolution de l'application de celui-ci, établit régulièrement des rapports et contribue à l'engagement constant des parties signataires (2018/19 : 3 ; 2019/20 : 3 ; 2020/21 : 3)

Le Haut Représentant du Président pour la mise en œuvre de l'accord de paix, le Ministère de la cohésion sociale, de la paix et de la réconciliation

Indicateurs de succès effectifs

Au total, 4 réunions du Comité de suivi de l'Accord et des sous-comités ont été convoquées

Ce nombre de réunions, inférieur aux prévisions, s'explique par l'instabilité sociale et politique, qui a conduit à un coup d'État en août 2020 et en mai 2021, entraînant la suspension des activités du Comité de suivi de l'Accord et de ses quatre sous-comités thématiques

Des réunions se sont ensuite tenues en novembre 2020, suivies de 2 réunions à Kidal et à Kayes, qui ont eu lieu respectivement en février et mars 2021, et de 1 autre fin juin 2021

1 rapport de l'Observateur indépendant a été produit en décembre 2020

Le nombre de rapports a été inférieur aux prévisions en raison de l'instabilité sociale et politique et de la restructuration de l'équipe de collaborateurs de l'Observateur indépendant

Un petit nombre de réunions ont été organisées avec le Ministre de la cohésion sociale, de la paix et de la réconciliation nationale

nationale et d'autres institutions gouvernementales chargées de la mise en œuvre de l'Accord organisent des réunions pour coordonner l'appui international (2018/19 : 12 réunions de coordination ; 2019/20 : 6 ; 2020/21 : 12)

Le (la) Représentant(e) spécial(e) du Secrétaire général, dans le cadre de ses bons offices, et les institutions nationales intensifient leur collaboration pour résoudre les points litigieux (2020/21 : 6 réunions avec les institutions nationales)

Une coopération et un souci de cohésion constants, grâce à des initiatives visant à fédérer les divers partenaires et parties prenantes, contribuent au bon déroulement du processus de paix, notamment dans le cadre de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (2018/19 : 4 initiatives ; 2019/20 : 2 ; 2020/21 : 4)

L'instabilité politique a joué sur le nombre de réunions de coordination tenues avec le Haut Représentant du Président pour la mise en œuvre de l'accord de paix, du fait de la formation d'un nouveau gouvernement en octobre 2020 et du coup d'État qui a suivi en mai 2021. Elle n'a permis d'organiser qu'un nombre limité de réunions avec le Ministre de la cohésion sociale, de la paix et de la réconciliation nationale. L'incertitude quant au rôle du Haut Représentant et au titulaire du poste sous le nouveau gouvernement, le Ministre de la cohésion sociale, de la paix et de la réconciliation nationale souhaitant en absorber les fonctions et les ressources en personnel, a contribué au retard dans la nomination d'un nouveau ou d'une nouvelle Haut(e) Représentant(e). Ces blocages illustrent les ambiguïtés et l'instabilité institutionnelles qui ont persisté au cours de l'exercice considéré

Le Représentant spécial du Secrétaire général a tenu 12 réunions, dialogues et séances d'échange avec les institutions nationales en vue de résoudre des points litigieux et de stabiliser la situation politique et les conditions de sécurité fragiles. Il convient de noter que, après l'épisode d'instabilité politique et le changement de gouvernement qui se sont produits en juin 2021, le Représentant spécial a épaulé la mise en place du nouveau gouvernement et l'adoption du plan d'action de celui-ci

Le nombre de réunions tenues, plus élevé que prévu, tient aux efforts accrus qu'a faits la direction de la Mission pour collaborer avec les institutions nationales pendant la transition politique

Objectif atteint

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) :	Observations
	oui, non ou nombre	
Organisation des réunions mensuelles du Comité de suivi de l’Accord et de celles de ses 4 sous-comités thématiques, et participation et prestation d’une assistance technique à ces réunions – coordination des réunions préparatoires, diffusion des rapports qui en sont issus et gestion des documents relatifs à l’application de l’accord de paix	Oui	
Mobilisation de moyens propres à faciliter le transport des représentants des parties à l’accord de paix du centre et du nord du Mali jusqu’à Bamako	Oui	

pour qu'ils puissent assister aux réunions du Comité de suivi de l'Accord et de ses 4 sous-comités

Exercice de la coprésidence du Sous-Comité chargé des questions de défense et de sécurité et mise à sa disposition de compétences techniques

Oui

Appui organisationnel, opérationnel et logistique apporté à l'Observateur indépendant, aux titres suivants : déplacements à l'intérieur du pays, préparation de réunions et échanges d'informations

Oui

Organisation de réunions de coordination régulières avec le Haut Représentant du Président pour la mise en œuvre de l'accord de paix et les autres parties prenantes chargées de l'application de l'accord de paix

Oui

Organisations de réunions de coordination mensuelles avec l'équipe de médiation internationale et la communauté internationale et établissement de rapports

Oui

Soutien logistique pour les bons offices, y compris 3 réunions avec l'Assemblée nationale et 3 réunions d'évaluation avec les partis politiques

Oui

Fourniture de compétences techniques pour 2 réunions avec les acteurs du Processus de Nouakchott et 2 réunions avec la plateforme de coordination pour le Sahel, qui réunit des représentants des États Membres du Sahel, des organisations régionales compétentes et des partenaires internationaux

Oui

Appui logistique à 1 réunion sur la coopération intermissions entre la MINUSMA et l'UNOWAS, tenue à l'appui du processus de paix et de la dynamique régionale qu'il suscite

Non

En raison de la pandémie de COVID-19 et des restrictions qui en découlent, la réunion sur la coopération intermissions entre la MINUSMA et l'UNOWAS s'est tenue sous la forme de plusieurs réunions virtuelles, qui ont porté notamment sur l'échange d'informations et les initiatives conjointes relatives au processus de paix

Réalisation escomptée 1.3 : Le référendum constitutionnel ainsi que les élections sénatoriales, municipales, régionales et au niveau des cercles sont libres, réguliers, transparents, crédibles, pacifiques et ouverts à tous

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Le code électoral est en tous points conforme aux dispositions de l'accord de paix et aux normes électorales internationales (2018/19 :1 ; 2019/20 : en partie conforme ; 2020/21 : 1)

Le code électoral est en partie conforme aux dispositions de l'accord de paix et aux normes électorales internationales

Ce produit, inférieur aux prévisions, tient au fait que le processus de réforme entamé pour résoudre les problèmes posés par la loi électorale actuelle n'est pas achevé et que les discussions sur la création de l'organisme de gestion des élections sont toujours en cours

Toutes les parties prenantes aux élections nationales disposent des outils techniques et des éléments d'information nécessaires à l'organisation d'élections pacifiques, libres, ouvertes à tous et transparentes (2018/19 : les 8 catégories de parties prenantes ; 2019/20 : 8 ; 2020/21 : 8)	Objectif atteint
Des femmes sont régulièrement candidates aux élections générales (pourcentage d'élues : 2018/19 : 8,84 % ; 2019/20 : 27,9 % ; 2020/21 : 30 %)	L'objectif n'a pas été atteint car les élections générales n'ont pas eu lieu en raison de l'instabilité politique et de la transition, qui ont retardé les opérations électorales. Tout au long de la transition politique, la Mission a aidé 1 100 jeunes femmes à renforcer leurs capacités en matière de procédures électorales, notamment en leur indiquant comment se porter candidates à l'occasion des prochaines élections
Toutes les communes ont reçu une assistance en matière logistique et de sécurité, notamment afin que le matériel électoral puisse être transporté de Bamako jusqu'aux circonscriptions et que le scrutin se déroule dans de bonnes conditions de sécurité, en collaboration avec le PNUD (2018/19 : 703 communes sur 703 ; 2019/20 : 703 sur 703 ; 2020/21 : 703 sur 703)	Objectif atteint
Un système bien conçu et efficace d'établissement de statistiques électorales est mis en place et fait l'objet d'un suivi, grâce auquel il est possible de publier les résultats provisoires dans les délais prévus par la loi (2018/19 : élaboration ; 2019/20 : retard ; 2020/21 : révision et utilisation dans tout le pays conformément aux lois en vigueur)	La mise en place du système d'établissement de statistiques électorales a été retardée en raison des réformes du système électoral qui restaient à intégrer dans le logiciel
La participation des organisations de femmes à la préparation des élections augmente (2020/21 : 2)	Objectif atteint
Les organisations de la jeunesse organisent un nombre accru d'activités de prévention de la violence liée aux élections (2020/21 : 2)	Objectif atteint

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) :		Observations
	oui, non ou nombre		
Appui technique pour la tenue de 2 tables rondes et de 2 séances de formation visant à permettre au Gouvernement malien d'échanger des idées et de mener les réformes législatives et électorales nécessaires, notamment aux fins de la conception et de la mise en place d'un organe électoral unique, conformément aux normes internationales	3		Séances de formation ont été organisées Un appui technique a été apporté dans le cadre de réunions mensuelles sur les réformes politiques et institutionnelles avec les ministères concernés, notamment le Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation et le Ministère de la refondation de l'État En outre, les produits prévus ont été changés en 3 séances de formation sur les sujets suivants : modification de la loi électorale, les perspectives et les difficultés à résoudre

Organisation de 6 ateliers dans le nord et le centre, réunissant acteurs politiques, organisations de la société civile (dont des groupes de femmes), autorités de l'État et groupes armés et consacrés au nouveau cadre électoral, et de 2 tables rondes (réflexion approfondie engagée avec diverses parties prenantes sur la gestion des opérations électorales – référendum constitutionnel et élections sénatoriales, municipales, régionales et au niveau des cercles administratifs)

Fourniture d'un appui aux organes électoraux, aux organisations de la société civile et aux médias dans le cadre de 5 ateliers de renforcement des capacités, ainsi que d'avis de nature technique, l'objectif étant que les instances compétentes soient dotées des moyens voulus pour mener des programmes d'instruction civique, de sensibilisation des électeurs et de proximité en vue de l'accomplissement des principaux volets des opérations électorales (inscription sur les listes électorales, distribution des cartes d'électeur et établissement de la liste électorale)

Fourniture d'avis et d'un appui dans le cadre de réunions mensuelles et organisation de 7 ateliers à l'intention des organes électoraux, des autorités locales, du Ministère de la justice et de la Cour constitutionnelle, consacrés au règlement des litiges électoraux

Organisation de 6 ateliers de prévention et d'atténuation des conflits liés aux élections à

concernant la mise en place de l'organe électoral unique, et calendrier des élections

Le produit exécuté, inférieur aux prévisions, s'explique par le coup d'État de mai 2021, qui a entraîné le report de la quatrième séance de formation

- 7 Ateliers ont été organisés dans les régions de Gao, Kidal, Tombouctou et Taoudenni, Mopti et Ménaka, réunissant acteurs politiques, organisations de la société civile (dont des groupes de femmes), autorités de l'État et groupes armés signataires et consacrés à la Charte de la transition politique et le plan d'action qui l'accompagne, ainsi qu'aux réformes politiques et institutionnelles

Ce produit est supérieur aux prévisions en raison de l'accroissement des besoins en ateliers dans les régions provoqué par l'instabilité politique à Bamako

- 2 Tables rondes ont été organisées, à Gao et à Tombouctou, avec les groupes armés signataires
 - 11 Ateliers régionaux de renforcement des capacités ont été organisés à l'intention de 1 100 personnes, portant sur la fourniture d'avis de nature technique en vue de la mise en œuvre de programmes d'éducation civique, de sensibilisation des électeurs et d'information sur les opérations électorales
- Ce produit, supérieur aux prévisions, tient au fait qu'il a fallu s'adapter aux mesures de prévention de la pandémie de COVID-19 prises au niveau national et diviser les ateliers en sessions de 50 personnes, d'où un plus grand nombre de sessions
- 1 Atelier national de renforcement des capacités a été organisé à l'intention de 50 personnes, portant sur l'utilisation des réseaux sociaux dans les opérations électorales de la transition au Mali
 - 11 Ateliers régionaux de renforcement des capacités ont été organisés. Ce produit, supérieur aux prévisions, tient au fait qu'il a fallu s'adapter aux mesures de prévention de la pandémie de COVID-19 prises au niveau national et diviser les ateliers en sessions de 50 personnes, d'où un plus grand nombre de sessions

Oui

l'intention des organes électoraux, des organisations de la société civile, des associations de femmes, des autorités locales, des partis politiques, des forces de sécurité maliennes, des groupes signataires et des médias, à Bamako, à Mopti, à Tombouctou, à Ménaka, à Gao et à Kidal (1 atelier par site)

Organisation de 1 atelier à l'échelle nationale à l'intention des organisations de la société civile, des groupes de femmes et de jeunes, des dirigeants communautaires et religieux et des acteurs politiques, consacré à une évaluation participative de leur participation respective aux opérations électorales, y compris le recensement des enseignements tirés

Tenue de 6 ateliers à l'intention de membres du Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, d'organisations de la société civile malienne et de partis politiques à Bamako, Mopti, Tombouctou, Gao, Ménaka et Kidal, aux fins du recensement des personnes susceptibles de se porter candidates aux élections et aux sièges à pourvoir dans les mécanismes de sensibilisation, l'objectif étant de garantir que les vues, les besoins, les préoccupations et les priorités des femmes et des jeunes sont pris en compte à tous les niveaux des opérations électorales et de veiller à ce que soit respectée la loi malienne n° 2015-052 du 18 décembre 2015 établissant qu'au moins 30 % des postes soumis à élection ou nomination doivent être occupés par des femmes

Fourniture de conseils techniques et d'un appui en matière logistique et de sécurité au titre des échéances électorales de 2020/21 (législatives, sénatoriales, municipales, régionales et cercles administratifs) – transport de 250 tonnes de matériel électoral et de 600 fonctionnaires et agents électoraux maliens ; recrutement, formation et déploiement de 73 vacataires locaux pendant 9 mois ; négociation de contrats pour l'obtention et le ravitaillement en carburant de 60 véhicules pendant 9 mois ; appui à la mise en place du logiciel de gestion des résultats électoraux ; constitution de 100 lots d'articles de papeterie

1 Atelier national de renforcement des capacités sur la fourniture d'avis de nature technique a été organisé en vue de la mise en œuvre de programmes d'éducation civique, de sensibilisation des électeurs et d'information sur les opérations électorales

1 Atelier national s'est tenu

11 Ateliers régionaux de renforcement des capacités se sont tenus

Ce produit, supérieur aux prévisions, tient au fait qu'il a fallu s'adapter aux mesures de prévention de la pandémie de COVID-19 prises au niveau national et diviser les ateliers en sessions de 50 personnes, d'où un plus grand nombre de sessions

1 500 Kilogrammes de matériel électoral ont été fournis

Le produit est inférieur aux prévisions en raison de l'instabilité politique, qui a retardé d'autres opérations électorales

45 Agents électoraux maliens ont bénéficié de services de transport

Le produit est inférieur aux prévisions en raison de l'instabilité politique, qui a retardé d'autres opérations électorales

0 Vacataire et pas de négociation de contrats pour l'obtention et le ravitaillement en carburant ou la constitution de lots d'articles de papeterie, les élections générales n'ayant pas eu lieu. Pour épauler les préparatifs des opérations électorales malgré les retards, la Mission a fourni une assistance consultative afin de créer des conditions propices à la tenue d'élections transparentes et crédibles qui soient conformes aux normes internationales

Campagnes d'information sur le cycle électoral menées, dans les limites du mandat de la Mission, pour familiariser les citoyens et les électeurs maliens avec les procédures électorales afin d'éviter que les opérations électorales donnent lieu à des conflits – 60 produits radiophoniques, 6 produits multimédias, 5 séances d'information et organisation de visites à l'intention des journalistes dans les régions

Soutien à 2 ateliers de renforcement des capacités à l'intention des organisations de femmes en vue des élections

Soutien à 2 activités menées par des organisations de jeunes pour créer ensemble des mécanismes de prévention de la violence liée aux élections

Fourniture d'une aide aux forces de sécurité maliennes sous la forme de 50 escortes armées et de 300 patrouilles, au minimum, afin d'encadrer les élections

Publication de guides de sécurité électorale pour les forces de sécurité maliennes et séances de formation

60 Produits radiophoniques

9 Produits multimédias

37 Reportages, articles de fond, interviews et rendez-vous avec les services publics

4 Séances de sensibilisation au mandat de la Mission ont été organisées dans les régions de Kidal, Gao, Ménaka, Tombouctou/Taoudenni et Mopti, afin d'informer les groupes armés, les autorités de l'État, les autorités intérimaires, les organisations de jeunes et de femmes des priorités de celle-ci

Ce produit, supérieur aux prévisions, tient à l'intensification des activités d'information concernant le mandat de la Mission et les opérations électorales menées tout au long de la transition politique

4 Ateliers ont été organisés à l'intention de 200 personnes afin de favoriser la participation des femmes aux élections

Ce produit, supérieur aux prévisions, tient au fait qu'il a fallu respecter les mesures de prévention de la pandémie de COVID-19 prises au niveau national et diviser les ateliers en sessions de 50 personnes. Les femmes ont été saluées comme des championnes de la démocratie participative lors de ces sessions, auxquelles ont participé des membres d'associations de femmes et de partis politiques et des représentant(e)s d'autorités régionales

3 Activités ont été organisées avec le Conseil régional de la jeunesse de Mopti en vue de la mise sur pied d'un projet de soutien portant sur l'amélioration de la participation des jeunes à la vie publique et politique et sur les mécanismes de prévention et de gestion de la violence liée aux élections

Ce produit, supérieur aux prévisions, s'explique par une demande accrue de soutien pour ce type d'activité dans le centre du Mali

Non Aucune aide n'a été apportée compte tenu de l'instabilité politique qui a régné en août 2020 et mai 2021 et en raison de laquelle les opérations électorales n'ont pas pu commencer. Les ressources ont été réaffectées à l'appui à la protection d'activités civiles et à la formation des forces de sécurité maliennes à cet égard

Non En raison de l'instabilité politique et du rôle des Forces de défense et de sécurité maliennes

spécialisée sur les opérations électorales et la sécurité à l'intention des forces de sécurité maliennes et du personnel de la force des Nations Unies

dans cette instabilité, l'activité a été réorientée de façon à appuyer le renforcement susmentionné des capacités en matière électorale

Réalisation escomptée 1.4 : Participation et contribution accrue des parties prenantes nationales, notamment l'Assemblée nationale, les partis signataires et la société civile (groupes de femmes et de jeunes et groupes religieux) à la mise en œuvre de l'accord de paix et de la stratégie axée sur les aspects politiques pour le centre

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Renforcement des activités du secrétariat permanent du Cadre politique de gestion de la crise au centre du Mali consacrées à la stratégie globale pour le Mali axée sur les aspects politiques (2019/20 : 1 stratégie développée ; 2020/21 : mise en œuvre partielle de la stratégie)

La MINUSMA a facilité le rapprochement entre le Conseil régional de Mopti et les responsables du Cadre politique de gestion de la crise au centre, le but étant que le dialogue reprenne entre les autorités nationales et la région et que l'élaboration d'une nouvelle stratégie de stabilisation pour le centre se poursuive entre les autorités régionales de Mopti et les autorités de la transition à Bamako, puisque les parties prenantes actuelles n'adhèrent plus à la stratégie nationale précédente

Augmentation des échanges entre la population et le Gouvernement du Mali dans le but de renforcer la confiance mutuelle et la coopération et d'établir des mécanismes durables de réconciliation communautaire (2020/21 : 24)

Objectif atteint

Augmentation du nombre de réunions organisées entre les élus et les organisations de la société civile pour suivre et soutenir la mise en œuvre de la stratégie nationale axée sur les aspects politiques pour le centre du Mali (2020/21 : 5)

Objectif atteint

Les organisations de la société civile (y compris les organisations de femmes et de jeunes) collaborent à des analyses, des déclarations et des activités communes afin de participer plus efficacement à la mise en œuvre de l'accord de paix et de la stratégie nationale axée sur les aspects politiques pour le centre du Mali et d'en assurer le suivi (2018/19 : 140 ; 2019/20 : 206 ; 2020/21 : 160)

Objectif atteint

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui, non
ou nombre Observations*

Mise à disposition d'une expertise technique (3 consultant(e)s, d'assistant(e)s d'équipe (2 personnes) et d'un soutien logistique au secrétariat permanent du Cadre politique de gestion de la crise au centre du Mali pour renforcer la mise en œuvre de la stratégie nationale axée sur les aspects politiques pour le centre du Mali

Oui

Fourniture d'un soutien logistique pour les réunions entre la population et le comité consultatif communautaire (12 réunions) et le comité d'alerte communautaire (12 réunions)

Oui

Appui logistique au développement de partenariats pour la mise en œuvre de la stratégie de stabilisation du centre du Mali, dans le cadre de réunions avec les élus (1 réunion) et les organisations de la société civile, y compris les jeunes (2 réunions), les femmes (1 réunion) et les chefs traditionnels et religieux (1 réunion), afin de promouvoir le leadership et l'appropriation nationale des processus sociopolitiques

Oui

Initiatives trimestrielles de renforcement de la confiance visant à aider toutes les couches de la population et les acteurs locaux à mieux comprendre l'accord de paix et la stratégie de stabilisation pour le centre du pays afin de prévenir et de gérer les conflits locaux, en améliorant les relations entre civils et militaires

Oui

10 activités visant à soutenir les organisations de la société civile, y compris les groupes de femmes et de jeunes, et les autorités locales dans la mise en œuvre de la stratégie de stabilisation pour le centre du pays

10 Ateliers et sessions de dialogue visant à soutenir les organisations de la société civile, y compris les groupes de femmes et de jeunes, et les autorités locales ont été organisés

3 réunions au niveau national et 81 séances de sensibilisation avec des organisations de la société civile, notamment des groupes de femmes et de jeunes, en vue de renforcer leurs réseaux et de les doter des capacités voulues pour œuvrer en faveur de la transparence, de l'application du principe de responsabilité et de la participation citoyenne dans les régions de Bamako, Mopti, Ménaka, Gao, Kidal, Taoudenni et Tombouctou

3 Réunions se sont tenues au niveau national

49 Séances de sensibilisation ont été organisées

Le produit est inférieur aux prévisions en raison de l'instabilité politique, qui a retardé les activités à Bamako. Les activités mises en place dans les régions à cette fin se sont néanmoins poursuivies

10 activités menant à des analyses, des déclarations et des propositions communes organisées à l'intention des organisations de la société civile (y compris les groupes de femmes et de jeunes) et des observatoires de la société civile créés en 2019 pour faciliter l'application de l'accord de paix à Kidal, Ménaka, Tombouctou, Taoudenni, Gao et Bamako

Oui

12 sessions thématiques par visioconférence pour les femmes et les jeunes du Groupe de travail sur les femmes, les jeunes et la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel, consacrées aux progrès réalisés dans la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et à l'inclusion des femmes et des jeunes dans le processus de paix et de réconciliation

6 Sessions thématiques par visioconférence ont été organisées

En collaboration avec l'UNOWAS, la MINUSMA a facilité la participation de femmes et de jeunes du Groupe de travail sur les femmes, les jeunes et la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel à 6 sessions thématiques par visioconférence. En outre, au lieu de visioconférences, des activités hors ligne ont eu lieu, telles que l'apprentissage à partir des meilleures pratiques relevées lors d'élections récentes et concernant l'extrémisme violent dans les pays de la région

6 réunions de coordination et 3 ateliers visant à promouvoir les partenariats et à renforcer la capacité des Maliennes de contribuer pleinement et efficacement à l'application de l'accord de paix et à faire mieux mesurer le rôle joué par les femmes dans le processus de paix, en s'appuyant sur les résultats de l'atelier de haut niveau de novembre 2019 sur la participation des femmes au processus de paix afin de promouvoir le leadership et l'appropriation nationale des processus sociopolitiques

3 ateliers sur la promotion des partenariats et le renforcement de la participation des femmes à la mise en œuvre de la stratégie de stabilisation pour le centre, de manière à promouvoir le leadership et l'appropriation nationale des processus sociopolitiques

Réunions mensuelles de réconciliation avec les parties concernées pour aider le Gouvernement à résoudre les conflits dans le centre du Mali

Ce produit, inférieur aux prévisions, tient à la restriction des déplacements et à la redéfinition des priorités liées à la pandémie de COVID-19 au Mali et aux partenaires en Afrique de l'Ouest

Oui 7 réunions de coordination et 2 ateliers de haut niveau se sont tenus afin de valider le mode de fonctionnement de l'Observatoire indépendant des femmes et une évaluation globale d'une année d'activité du cadre de suivi de l'application des recommandations issues de l'atelier de haut niveau de janvier 2020. Ces 2 ateliers ont permis la participation à chaque activité de 50 parties prenantes, dont 9 femmes et 5 hommes membres du Comité de suivi de l'Accord et de ses sous-comités et des représentantes et représentants de la société civile, de 3 ministères et du corps diplomatique

13 Sessions de sensibilisation portant sur le genre, l'intégration des femmes dans le processus de paix et la violence fondée sur le genre, de plus en plus préoccupante dans le centre du Mali, ont été organisées dans les régions de Mopti et Ségou à la place des ateliers prévus, en raison de l'instabilité politique et du Gouvernement de transition, et en concertation avec les partenaires nationaux. Au total, 513 femmes et 85 hommes y ont participé

8 Réunions du Cadre de concertation se sont tenues entre des représentants des communautés dogon et peule, au sujet de la crise que connaît le centre du Mali. Ces réunions étaient bimensuelles, mais, en raison de l'instabilité politique et du changement des autorités, le Cadre de concertation s'est réuni 8 fois au cours de l'exercice considéré

Ce produit, inférieur aux prévisions, tient au rythme moins soutenu que prévu des réunions pendant la pandémie de COVID-19 et à l'inactivité du Gouvernement pendant les troubles sociaux et politiques d'août 2020 et de mai 2021. Le décès soudain, le 23 avril 2021, du Secrétaire permanent du Cadre politique de gestion de la crise au centre du Mali, qui était également responsable du Cadre de concertation, a contribué à retarder la tenue de nouvelles réunions

Réalisation escomptée 1.5 : Progrès accomplis sur la voie d'une gouvernance plus démocratique et inclusive

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Renforcement du leadership et de l'appropriation par les acteurs maliens de la mise en œuvre de l'accord de paix dans l'intérêt des parties intéressées (2020/21 : 14 ateliers)	Objectif atteint
Renforcement du leadership et de l'appropriation par les acteurs maliens de la mise en œuvre des recommandations du dialogue national inclusif liées à l'accord de paix (2018/19 : 3 ateliers ; 2019/20 : 5 ateliers ; 2020/21 : 16 ateliers)	Objectif atteint
Mesures prises par les mouvements armés pour se transformer en entités politiques, en application des dispositions du Pacte pour la paix (2018/19 : début de la démilitarisation ; 2019/20 : début de l'enregistrement d'ex-mouvements armés en tant que partis politiques ou de leur fusionnement avec des partis politiques existants ; 2020/21 : élaboration de 2 programmes politiques)	Dans le cadre de la transition politique et grâce aux bons offices de la MINUSMA, les mouvements armés signataires font actuellement partie du Conseil national de transition, certains membres de ces mouvements ayant rejoint des partis politiques dans leurs régions respectives
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre Observations</i>
Fourniture d'une expertise technique et d'un soutien logistique pour 4 réunions de l'Assemblée nationale visant à suivre et à évaluer l'application de l'accord de paix avec leurs interlocuteurs maliens, y compris les diverses couches de la société malienne	Oui
Soutien à 2 ateliers organisés par les partis politiques et à 2 ateliers organisés par les mouvements signataires en vue de l'application de l'accord de paix dans l'intérêt des parties prenantes maliennes	Oui Pendant la transition politique, ces produits ont été transformés en 6 réunions avec les principaux partis et les signataires, le but étant qu'il y ait un échange et qu'un consensus se forme au sujet de l'évolution de la situation politique, du plan d'action pour la transition et des principales réformes politiques
Fourniture de conseils techniques et d'un appui logistique pour la mise en œuvre des recommandations du dialogue national inclusif mené par les institutions nationales (3 réunions), les partis politiques (2 réunions), les mouvements signataires (3 réunions) et les organisations de la société civile, y compris les organisations de jeunes (4 ateliers) et les organisations de femmes (4 ateliers), dans l'intérêt des parties prenantes maliennes	16 Séances ont été organisées à Bamako, Gao, Kidal, Mopti, Ménaka, Tombouctou et Taoudenni, portant sur les réformes institutionnelles et politiques liées aux recommandations issues du dialogue national inclusif
Réunions bimensuelles avec le Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille pour renforcer sa capacité de promouvoir et de stimuler la participation et la représentation effectives et sans entrave des femmes dans le cadre du processus de paix, s'agissant en particulier	Oui

d'œuvrer pour la démocratie et la bonne gouvernance

5 mécanismes de coordination organisés conjointement avec le Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille et consacrés à la promotion de la participation des femmes, ainsi que des questions de genre et de l'avancement des femmes, dans les aspects essentiels du processus politique (avec la participation de l'équipe spéciale du Groupe de travail thématique des Nations Unies sur les questions de genre, du groupe de travail national sur les femmes et la paix et la sécurité, de l'Initiative Spotlight, du sous-groupe sur la violence fondée sur le genre et de #FemmesMali2020, à l'occasion du vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et du vingt-cinquième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes)

Réunions mensuelles et activités d'appui menées en faveur de l'application au Mali de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité, notamment dans le cadre de 3 ateliers visant à mettre à profit l'application de la résolution 1325 (2000) en ce qui concerne la participation des femmes à l'organisation des Journées portes ouvertes sur les femmes et la paix et la sécurité, et de l'examen du plan d'action national sur la résolution 1325 (2000) par le groupe de travail national sur les femmes et la paix et la sécurité

Avis d'experts techniques reconnus sur le plan national dispensés aux mouvements armés aux fins de la rédaction des documents juridiques nécessaires à leur transformation en entités politiques

Conception et lancement d'une campagne de communication continue de portée nationale, visant à faire connaître l'ambition d'ensemble de la Mission, son mandat, ses objectifs et ses activités – 90 séances de sensibilisation à l'intention des communautés locales et des principaux publics cibles à Bamako ainsi que dans le centre et le nord du Mali, avec présentation de documents factuels appelant l'attention sur l'action menée par la

5 Mécanismes de coordination ont été mis en place

14 Réunions du Groupe de travail thématique des Nations Unies sur les questions de genre se sont tenues

1 Réunion a été organisée avec des partenaires techniques et financiers, le comité de gestion de l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et le groupe de travail sur les violences fondées sur le genre à Mopti. Ces réunions ont permis de mieux coordonner le soutien apporté au Ministère de la promotion de la femme et d'assurer une participation significative des femmes aux processus de paix. En novembre 2020, avec le soutien technique et financier de la MINUSMA, de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et du PNUD, le Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille a organisé une cérémonie à Bamako pour commémorer le vingtième anniversaire de la résolution 1325 (2000) et le lancement du troisième plan d'action national

Oui

Oui

108 Reportages radiophoniques, émissions, interviews, article de fond, débats et programmes ont été produits

32 Produits multimédias, y compris des articles, ont été créés

185 Campagnes et sessions de sensibilisation et campagnes radiophoniques interactives ont été organisées

Mission ; activités de sensibilisation menées auprès des populations locales à l'occasion de la Journée de la paix et de la Journée internationale des Casques bleus des Nations Unies ; 20 produits radiophoniques et 10 produits multimédias

Les produits sont plus élevés que prévu en raison des efforts accrus qui ont été faits pour communiquer au sujet de la transition ainsi que de l'ambition d'ensemble, du mandat et des objectifs de la Mission, énoncés dans la résolution 2531 (2020)

Composante 2 : protection des civils

32. La MINUSMA a continué d'aider les autorités maliennes à mettre en œuvre les mesures de défense et de sécurité prévues par l'accord de paix. Toutefois, des blocages politiques ont compromis l'exécution de mesures prioritaires essentielles, notamment en ce qui concerne les opérations de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Ainsi, seule une des 12 réunions techniques sur la sécurité qui étaient prévues a eu lieu. La Mission a cependant déployé 1 765 éléments des forces de défense et des forces spéciales maliennes reconstituées dans les bataillons reconstitués existants, dans le nord, et appuyé le redéploiement de la troisième compagnie reconstituée à Kidal en juin 2021 ainsi que le retour d'une compagnie reconstituée qui avait été envoyée en Algérie pour y être formée. Des efforts considérables ont été faits pour améliorer la coordination avec les Forces de défense et de sécurité maliennes et les forces de sécurité extérieures opérant au Mali, notamment la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel, la mission de formation de l'Union européenne au Mali, le groupement de forces Takuba de l'Union européenne et l'opération Barkhane (France).

33. La Mission a continué d'exécuter son plan d'adaptation de manière à pouvoir épauler efficacement l'application de l'accord de paix, faire face à l'intensification de l'activité des groupes armés dans tout le pays et faciliter l'application d'une stratégie globale pour le Mali axée sur les aspects politiques afin de rétablir l'autorité de l'État ainsi que les services sociaux de base, protéger les civils et réduire les violences intercommunautaires dans le centre du pays. Le plan d'adaptation vise à adapter la Mission aux priorités autorisées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2480 (2019), entreprise à laquelle la Mission tout entière participe. Il représente en outre les efforts qui sont faits pour améliorer les performances, accélérer le soutien apporté au Gouvernement et au peuple maliens et renforcer l'intégration tant en interne qu'avec l'équipe de pays des Nations Unies face aux problèmes de sécurité que connaît le centre du pays et en vue de l'application, dans le nord, des mesures de défense et de sécurité énoncées dans l'accord de paix.

34. Dans le cadre du plan d'adaptation, l'équipe spéciale mobile a été constituée, le but étant qu'elle offre des solutions souples et rapides à mettre en œuvre pour protéger les civils. Cependant, les éléments nécessaires à l'amélioration des évacuations sanitaires et à la fourniture d'hélicoptères armés et de systèmes de drone aérien exigeront de nouveaux progrès en matière de constitution de force. Malgré ces difficultés, la MINUSMA a continué d'aider les autorités maliennes à stabiliser les principaux centres de population et à rétablir l'autorité de l'État dans le nord et dans le centre. Elle a toutefois continué de peiner à accorder son action avec celle des Forces de défense et de sécurité maliennes, qui subissaient les effets d'une restructuration des forces armées à l'échelle nationale dans le cadre de l'opération Maliko. Les militaires et le personnel de police de la Mission ont également contribué à la protection du personnel, des biens et des installations des Nations Unies.

35. Bien que la protection des civils soit une priorité de la Mission, les attaques contre ceux-ci se sont intensifiées. L'amélioration du système de suivi des alertes rapides a accru la capacité opérationnelle de prendre des mesures rapides et intégrées,

telles que le déploiement de patrouilles de dissuasion aériennes et terrestres, pour prévenir les menaces ou les attaques contre les civils et en atténuer les effets, de même que la mise en place d'un tel système à l'échelle de la Mission. Ce système continuera à fournir les informations nécessaires pour améliorer la coordination des interventions à l'avenir. La MINUSMA a également poursuivi ses opérations intégrées et multiplié les patrouilles pour protéger les civils dans les zones où les forces nationales n'étaient pas présentes ou l'étaient peu. Les déploiements dans ces zones à haut risque ont aidé à prévenir les attaques et eu un effet dissuasif, contribuant à l'élargissement de l'environnement protecteur. L'insuffisance des moyens aériens et des moyens d'alerte rapide a cependant empêché la Mission de parvenir à certains endroits suffisamment tôt pour éviter que des vies humaines ne soient perdues et des infrastructures endommagées.

36. Pour que les Forces de défense et de sécurité maliennes puissent être déployées dans le nord et le centre du pays à l'appui du rétablissement de l'autorité de l'État et de la protection des civils, la MINUSMA a continué de leur dispenser une formation à l'atténuation des menaces liées aux engins explosifs improvisés adaptée au contexte afin qu'elles soient mieux à même d'intervenir dans ce domaine. Elle a continué de s'employer en particulier à la constitution d'une capacité nationale autonome de formation à l'atténuation de ces menaces. Pour protéger les civils contre celles-ci, la MINUSMA a continué à sensibiliser les populations à risque aux dangers que les engins en question représentent et mis en place un mécanisme d'intervention rapide pour aider les survivants d'explosions par des services d'orientation et d'assistance si nécessaire. Dans le droit fil de l'initiative Action pour le maintien de la paix, et face à l'évolution des tactiques d'attaque, elle a continué d'apporter un appui essentiel en matière d'atténuation des menaces liées aux explosifs pour permettre aux soldats de la paix d'agir en toute sécurité dans un environnement asymétrique, ainsi que pour assurer l'exécution de son mandat et la liberté de circulation. Elle a continué de s'employer à améliorer l'état de préparation et à accroître l'efficacité du personnel en tenue de la Mission en organisant des formations avant le déploiement et en cours de mission, et à inscrire ces efforts dans la durée par la formation de formateurs et le mentorat.

37. La MINUSMA a continué d'aider les autorités maliennes à réformer et à renforcer la gouvernance des institutions en charge de la sécurité, en mettant l'accent sur le soutien à apporter au déploiement des Forces de défense et de sécurité maliennes reconstituées dans le nord. Elle a apporté cette aide par ses bons offices, ainsi que par un appui dans les domaines technique et logistique et dans le domaine de la sécurité, ce qui a permis le déploiement de l'armée reconstituée à Tombouctou, à Gao et à Kidal de bataillons. À cet égard, il convient de souligner que les unités reconstituées des Forces de défense et de sécurité maliennes, dont la présence est indispensable dans les principaux centres de population, mènent de plus en plus d'activités opérationnelles. Cependant, le désaccord qui persiste entre les autorités nationales et les mouvements armés signataires quant à la répartition des ex-combattants dans les comités de suivi de l'accord de paix a empêché tout véritable progrès dans le sens d'un achèvement dans les délais du processus accéléré de désarmement, démobilisation et réintégration.

38. Les menaces évoluant rapidement, la MINUSMA a redéfini les priorités et, dans le cadre de sa seconde priorité stratégique, axé ses activités de lutte contre la violence au sein de la collectivité sur la région du centre, en particulier les activités de désarmement, de démantèlement et de relèvement des communautés visant les groupes armés non étatiques. En outre, elle est de mieux en mieux parvenue à faciliter le dialogue de réconciliation entre les communautés, la population acceptant de plus en plus les équipes régionales d'aide à la réconciliation et les comités municipaux comme les mécanismes vers lesquels se tourner pour la prévention ou le règlement

des conflits intercommunautaires. On compte désormais 45 comités municipaux opérationnels, épaulés par 7 équipes régionales d'aide à la réconciliation. Les dialogues intercommunautaires et initiatives de médiation ainsi menées ont permis d'apaiser les tensions ou de régler les conflits locaux de façon sensible dans les zones de compétence desdits comités et équipes. Dans les régions de Mopti et de Ségou, par exemple, la MINUSMA a contribué à la création de 8 comités de réconciliation municipaux supplémentaires, notamment au moyen de projets à effet rapide et de projets financés par des fonds d'affectation spéciale, dirigé au moins 34 dialogues intercommunautaires et facilité la mise en œuvre de 12 accords de paix locaux, écrits ou verbaux, ce qui a abouti à une baisse notable de la violence dans les districts de Koro et de Bankass. Un premier rapprochement a eu lieu en mai entre les communautés peule et dogon d'Ogossogou, lieu de deux massacres notoires en 2019 et 2020. Dans la région de Mopti, dans le cadre d'un projet financé par un fonds d'affectation spéciale, la Mission a dispensé une formation à 24 comités fonciers municipaux et créé 150 comités villageois spécifiquement chargés de gérer les litiges fonciers.

Réalisation escomptée 2.1 : Renforcement de la capacité de garantir la sécurité dans le nord et d'assurer la protection des civils dans le centre

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Reconstitution, réforme et redéploiement dans le centre et le nord du pays des Forces de défense et de sécurité maliennes

Objectif atteint

Diminution du nombre de victimes civiles enregistrées (morts violentes et blessures graves) (2018/19 : 1 962 ; 2019/20 : 1 911 ; 2020/21 : 250)

913 civils ont été tués et 918 blessés au cours du mandat, en conséquence directe de l'escalade du conflit dans le centre

Le nombre de victimes plus élevé que prévu tient aux activités des groupes terroristes dans le nord, aux représailles exercées par les groupes d'autodéfense, aux attaques à l'engin explosif improvisé et à la fragmentation de la cohésion sociale provoquée par les clivages ethniques à l'origine de l'intensification des violences intercommunautaires, notamment dans le centre du Mali

Diminution du nombre de cas de violences directes ou de menaces de violences directes contre des civils (2018/19 : 1 093 ; 2019/20 : 1 324 ; 2020/21 : 550)

1 190 actes de violence contre des civils ont été enregistrés

Le nombre de victimes plus élevé que prévu tient aux activités des groupes terroristes, aux représailles exercées par les groupes d'autodéfense, aux attaques à l'engin explosif improvisé et à la fragmentation de la cohésion sociale provoquée par les clivages ethniques à l'origine de l'intensification des violences intercommunautaires, notamment dans le centre

Renforcement de la capacité de la MINUSMA et des Forces de défense et de sécurité maliennes de sécuriser et de défendre convois et véhicules contre les groupes armés le long des itinéraires principaux de ravitaillement (nombre d'attaques évitées : 2018/19 : 106 ; 2019/20 : 149 ; 2020/21 : 100)

Au total, 232 attaques ont été perpétrées par des groupes extrémistes armés contre des convois de la MINUSMA ou des Forces de défense et de sécurité maliennes ou contre des prestataires de la Mission le long d'itinéraires de ravitaillement essentiels

Le nombre d'attaques a été plus élevé que prévu pour les raisons suivantes : a) l'aplomb de plus en plus manifeste des groupes armés extrémistes maliens et le caractère de

<p>Augmentation du nombre d'équipes des Forces de défense et de sécurité maliennes formées et équipées pour faire face aux risques que présentent les explosifs dans le centre et le nord du pays (2018/19 : 25 ; 2019/20 : 29 ; 2020/21 : 32)</p>	<p>plus en plus sophistiqué de leurs attaques ; b) le nombre croissant d'activités opérationnelles menées par la Mission pour protéger les civils, dont des opérations coordonnées avec les Forces de défense et de sécurité maliennes. Le dispositif proactif et énergique mis en place par la Mission, ainsi que les activités de protection des civils, ont causé davantage d'accrochages entre la MINUSMA et les groupes armés</p>
<p>Augmentation du nombre de comités consultatifs sur la sécurité créés et intensification des échanges avec ces derniers dans les régions du nord et du centre (2020/21 : 4 comités régionaux)</p>	<p>Objectif atteint</p> <p>26 comités consultatifs sur la sécurité ont été mis en place</p> <p>Ce produit, supérieur aux prévisions, s'explique par le fait que la population malienne a bien accueilli et s'est véritablement appropriée ces comités, ce qui a permis de multiplier les activités</p>
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre Observations</i>
<p>Organisation de 1 réunion mensuelle de coordination avec pour objectifs de renforcer la capacité de la Commission technique de sécurité de surveiller l'application du cessez-le-feu et d'enquêter sur les violations, d'adapter les arrangements en matière de sécurité en fonction de l'évolution des besoins, et de suivre et d'appuyer les processus de cantonnement ainsi que de désarmement, de démobilisation et de réintégration</p>	<p>1 Réunion de coordination a été organisée</p> <p>Ce produit est inférieur à ce qui était prévu en raison d'une impasse politique concernant les aspects logistiques et financiers de la réunion</p>
<p>Conduite de 700 patrouilles pédestres dans chacun des principaux centres de population</p>	<p>6 192 Patrouilles pédestres militaires ont été conduites</p> <p>Ce chiffre plus élevé que prévu tient à la décision de patrouiller fréquemment parmi la population dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'adaptation de la Mission et à titre préventif et réactif, notamment dans les régions de Mopti et de Gao, pour protéger les civils</p>
<p>Planification et conduite d'au moins 8 opérations par la force et d'au moins 20 opérations conjointes, en coordination avec les Forces armées maliennes ou l'opération Barkhane</p>	<p>14 Opérations ont été conduites par la force</p> <p>Ce nombre plus élevé que prévu d'opérations conduites par la force s'explique par la détérioration des conditions de sécurité et de la situation politique, en raison de laquelle la priorité a été donnée aux opérations de ce type, qui sont plus efficaces dans de telles situations</p>

<p>Prestation, sur demande, de services de sécurité dans le cadre de missions d'aide humanitaire coordonnées par des organismes des Nations Unies, en liaison avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires</p>	<p>13 Opérations conjointes ont été conduites</p> <p>Le nombre d'opérations conjointes conduites inférieur aux prévisions s'explique par la détérioration des conditions de sécurité et l'instabilité politique, qui ont réduit la capacité d'intervention avec des partenaires</p>
<p>Organisation de vols par avion ou hélicoptère militaire, qui permettront d'amplifier la puissance de la force, de maximiser le potentiel de protection des civils, de contribuer à la sécurité des soldats de la paix et de mener rapidement des opérations militaires</p>	<p>10 Missions d'aide humanitaire ont bénéficié de tels services</p> <p>Oui</p>
<p>Conduite de 2 000 missions de surveillance aérienne avec ou sans pilote (missions de renseignement et d'escorte en fonction des capacités et des besoins opérationnels)</p>	<p>1 144 Missions de surveillance aérienne ont été assurées au moyen d'aéronefs avec ou sans pilote</p> <p>Ce produit, inférieur aux prévisions, s'explique par le non-déploiement de 6 drones aériens et de 6 dispositifs habités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance en raison des difficultés rencontrées pour se procurer ces systèmes</p>
<p>Fourniture d'un appui aux Forces armées maliennes, conformément aux dispositions du mémorandum d'accord signé en novembre 2017, sous diverses formes : réunions, coordination d'opérations, appui opérationnel et soutien logistique, activités d'encadrement, meilleur partage de l'information et assistance en matière d'évacuations sanitaires, de transport et de planification</p>	<p>Oui</p>
<p>Organisation d'activités mensuelles axées sur la mobilisation des principaux dirigeants et sur la communication d'informations dans tous les secteurs, afin de sensibiliser la population locale et de la décourager de soutenir les activités terroristes</p>	<p>Oui</p>
<p>6 480 jours de patrouilles de la police des Nations Unies dans le nord et le centre du Mali, avec pour objectif d'appuyer les forces de sécurité maliennes (2 patrouilles par jour pendant 360 jours, à partir de 9 bases d'opérations)</p>	<p>4 333 Jours-personne de surveillance ont été assurés par la police des Nations Unies</p> <p>Ce produit, inférieur aux prévisions, tient à l'instabilité croissante, en raison de laquelle il a fallu plutôt fournir des escortes à des membres du personnel des Nations Unies et des acteurs humanitaires afin qu'ils puissent exécuter des programmes de fond, des opérations de sécurité, des missions conjointes et des activités d'appui aux partenaires locaux et internationaux</p>

Tenue, à l'intention de 6 800 membres des forces de sécurité maliennes, de sessions de formation technique et pratique comprenant différents modules, l'objectif étant d'accroître leurs compétences dans les domaines suivants : police de proximité, lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme, déontologie, droits humains et questions de genre

5 500 jours de patrouilles mixtes (Nations Unies et forces de sécurité maliennes) (2 patrouilles menées par chacune des 11 unités de police constituées, 5 jours par semaine, pendant 50 semaines)

Conduite de 1 100 patrouilles de longue distance par la police des Nations Unies (2 patrouilles par semaine menées par chacune des 11 unités de police constituées pendant 50 semaines)

Fourniture de conseils et d'un appui technique aux centres d'instruction des Forces de défense et de sécurité maliennes et à la mission de formation de l'Union européenne au Mali pour que la protection des civils soit systématiquement intégrée dans leurs sessions de formation et qu'il y soit tenu compte des questions de genre

Organisation de 7 250 activités de conseil portant notamment sur le suivi et le renforcement des capacités et tenant compte des questions de genre (formation en cours d'emploi, appui et projets

2 371 Sessions de formation technique et pratique se sont tenues

Ce produit est inférieur aux prévisions en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19, qui ont imposé une limite de 50 participants pour les réunions en présentiel

774 Jours de patrouilles mixtes (Nations Unies et forces de sécurité maliennes) ont été assurés
Ce produit, inférieur aux prévisions, tient à l'instabilité croissante, en raison de laquelle il a fallu plutôt fournir des escortes à des membres du personnel des Nations Unies et des acteurs humanitaires afin qu'ils puissent exécuter des programmes de fond, des opérations de sécurité, des missions conjointes et des activités d'appui aux partenaires locaux et internationaux. Les forces de sécurité maliennes ne souhaitaient pas toujours partir en patrouille avec la MINUSMA

783 Patrouilles de longue distance ont été conduites par la police des Nations Unies
Ce nombre, inférieur aux prévisions, tient à l'instabilité croissante, en raison de laquelle il a fallu plutôt fournir des escortes à des membres du personnel des Nations Unies et assurer la protection des camps et du personnel

768 Réunions et séances de travail ont été organisées avec les centres d'instruction des Forces de défense et de sécurité maliennes à Bamako

576 Réunions et séances de travail se sont tenues sur le terrain à Mopti, Gao et Tombouctou

48 Séances de travail ou réunions ont été organisées pour débattre des questions suivantes : examen, intégration et prise en compte des questions de genre dans les modules de formation, examen des activités prévues et établissement des futurs plans de formation

8 Séances de travail se sont tenues avec les directions générales des Forces de défense et de sécurité maliennes en vue de l'élaboration des nouveaux plans stratégiques pour 2021-2023

5 850 Activités de conseil ont été organisées
Ce produit, inférieur aux prévisions, tient à la redéfinition des priorités par les partenaires en raison de l'instabilité politique et des mesures

opérationnels) à l'intention des forces de sécurité maliennes dans le cadre du partage de locaux au niveau régional, dans les 2 centres nationaux d'instruction, ainsi que des unités spéciales nationales de Bamako chargées de la lutte contre la grande criminalité organisée et le terrorisme

de prévention de la pandémie de COVID-19, ces dernières limitant le nombre de participants à 50 par session

Fourniture d'une assistance technique, de conseils et d'orientations aux forces de sécurité maliennes aux fins de la création de comités consultatifs de sécurité régionaux et de la coopération avec ceux-ci

Oui

Tenue de 36 réunions avec pour objectif de fournir des avis d'ordre technique au Ministère de la sécurité et de la protection civile ainsi qu'aux directions générales et régionales des forces de sécurité maliennes sur les thèmes suivants : élaboration de programmes de formation et d'une stratégie concernant la lutte contre la criminalité transnationale et la grande criminalité organisée, l'état de droit et la prise en compte des questions de genre, la sensibilisation à la politique de diligence voulue en matière de droits de l'homme, les enquêtes sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité

- 1 Réunion s'est tenue avec le conseiller du ministre
- 20 Réunions se sont tenues avec les homologues des Forces de défense et de sécurité maliennes

Ce produit, inférieur aux prévisions, s'explique par les contraintes imposées par la pandémie de COVID-19 et par l'instabilité politique, qui a appelé l'attention sur des questions autres que la formation

Fourniture d'une aide à l'encadrement et à la formation, avant et après déploiement, à tous les pays fournisseurs de contingents disposant de capacités de formation aux dangers des engins explosifs improvisés (formation de base aux engins explosifs improvisés et à la réduction des risques) qui en font la demande

Oui

Organisation d'une formation spécialisée à la reconnaissance et à la détection de la menace que représentent les explosifs à l'intention de tous les bataillons d'infanterie et de toutes les compagnies spécialisées en convois de combat et unités de police constituées qui sont déployés dans le centre et le nord du pays, ainsi que d'une formation à la planification et à l'intervention destinée au commandement tactique – à moins que ces formations ne soient pas sollicitées

Oui

Fourniture, avant déploiement, d'une formation et d'un encadrement adaptés à la situation et conformes aux normes des Nations Unies, aux compagnies chargées de la neutralisation des explosifs et munitions de 2 pays fournisseurs de contingents, afin qu'elles puissent accomplir des tâches simples liées à la prise en charge des engins explosifs improvisés, et renforcement, après déploiement, de leurs compétences et de celles des équipes de neutralisation des explosifs et munitions des compagnies spécialisées en convois de combat

Oui

Mise à disposition d'une équipe de neutralisation des explosifs et munitions en vue de combler les lacunes opérationnelles constatées à Tombouctou, ainsi que de chiens détecteurs d'explosifs pour contribuer à la sécurisation des locaux de la MINUSMA et au renforcement des capacités de la Mission en matière de gestion de la menace que représentent les explosifs	Oui
Présentation, à l'intention des composantes militaire et civile et de la composante Police de la Mission, de conseils pratiques élémentaires concernant les engins explosifs improvisés, portant notamment sur le comportement à adopter dans des conditions de sécurité complexes	Oui
Fourniture d'un appui et d'avis d'ordre technique en ce qui concerne l'atténuation de la menace que représentent les explosifs aux dirigeants de la Mission et aux unités de soutien	Oui
Organisation d'une formation à l'atténuation des risques liés aux engins explosifs improvisés compte tenu de la situation à l'intention de 3 équipes d'intervention supplémentaires, ainsi que d'une formation approfondie à la neutralisation des explosifs et munitions, de cours de mise à niveau et d'activités d'encadrement à l'intention des équipes précédemment formées des Forces de défense et de sécurité maliennes, et fourniture de conseils techniques à ces équipes, l'objectif étant de consolider de façon durable leur capacité d'assurer une formation à la neutralisation des explosifs et munitions et de gérer les menaces liées aux explosifs à l'échelle nationale	3 Équipes d'intervention des Forces de défense et de sécurité maliennes ont suivi une formation à l'atténuation des risques liés aux engins explosifs improvisés adaptée au contexte 118 Membres du personnel des Forces de défense et de sécurité maliennes ont bénéficié d'une formation approfondie à la neutralisation (niveau 2 ou 3), à la recherche et à la détection des explosifs et munitions, ou de cours de remise à niveau et d'un encadrement
Diffusion quotidienne d'émissions de radio visant à encourager les auditeurs à réfléchir aux préoccupations en matière de sécurité, à mieux faire connaître les problèmes de sécurité et les activités menées par la Mission pour y remédier et à apaiser les tensions liées à la situation	180 Produits et programmes radiophoniques 19 Produits multimédias 20 Annonces ont été fournies par le Groupe de l'information et de la sensibilisation à des radios locales et communautaires dans les régions

Réalisation escomptée 2.2 : Renforcement des mécanismes communautaires de gestion des conflits et de protection des civils

Indicateurs de succès prévus

Diminution du nombre total de personnes déplacées en raison de violences (personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et réfugiés), qu'elles soient toujours déplacées ou qu'elles soient retournées dans leur région d'origine (2018/19 : 286 252 ; 2019/20 : 50 000 ; 2020/21 : 50 000)

Indicateurs de succès effectifs

Au total, 386 454 personnes ont été enregistrées comme déplacées, la grande majorité dans le centre du Mali
Ce nombre de personnes déplacées plus élevé que prévu est imputable aux activités des groupes armés, aux conflits armés et à l'intensification de la violence intracommunautaire

Intensification de la participation de la population aux activités de sensibilisation au concept de police de proximité et de promotion de celui-ci (2020/21 : 18 000 citoyens sensibilisés)

Augmentation du nombre de municipalités où des mécanismes communautaires d'alerte rapide et de protection des civils sont en place (2018/19 : 12 ; 2019/20 : non réalisé ; 2020/21 : 60)

Augmentation du pourcentage d'interventions menées par la MINUSMA – après réception d'alertes rapides sur des menaces imminentes – durant lesquelles celle-ci est parvenue à empêcher que des violences n'éclatent ou à mettre fin à des violences (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 20 % ; 2020/21 : 50 %)

Nombre d'équipes régionales d'appui à la réconciliation et de comités municipaux de réconciliation qui sont opérationnels (2018/19 : 17 ; 2019/20 : 32 ; 2020/21 : 39)

Réduction du risque d'infection à VIH parmi les femmes et les filles dans les zones de conflit du fait que l'accès à l'information, aux traitements, aux soins et aux services d'appui est facilité (nombre de femmes et de filles sensibilisées et ayant bénéficié de services de consultation et de dépistage confidentiels : 2018/19 : 3 273 ; 2019/20 : 2 014 ; 2020/21 : 2 500)

Augmentation du nombre de dialogues communautaires organisés au niveau infranational, à l'appui du Ministère de la cohésion sociale, de la paix et de la réconciliation nationale, pour gérer les conflits locaux (2019/20 : 32 ; 2020/21 : 39)

4 160 citoyens ont été sensibilisés

Ce chiffre, inférieur aux prévisions, s'explique par l'insécurité croissante et les restrictions liées à la pandémie de COVID-19, qui empêchent tout contact plus étroit avec la population

56 municipalités bénéficient de mécanismes communautaires d'alerte rapide et de protection des civils

Ce chiffre est inférieur aux prévisions parce que la mise en place des mécanismes en question a été suspendue en raison de problèmes de sécurité survenus dans les municipalités d'Aguelhok, de Kidal et de Tessalit

Objectif atteint

Au total, 45 équipes d'appui et comités sont opérationnels

Ce chiffre plus élevé que prévu s'explique par le succès que connaissent ces organismes de réconciliation auprès des populations locales, qui voient de plus en plus en eux un mécanisme efficace de prévention et de résolution des conflits

3 366 femmes et filles ont été sensibilisées dans le cadre de campagnes multidimensionnelles sur la prévention de la violence sexuelle liée au conflit, du VIH/sida et des infections sexuellement transmissibles chez les femmes et filles vulnérables menées à Tombouctou, Gao, Ansongo et Djenné

Le nombre plus élevé de femmes et de filles sensibilisées tient aux efforts de dialogue accrus et aux taux de participation plus élevés des femmes et des filles

33 dialogues communautaires ont été organisés pour aider le Ministère de la cohésion sociale, de la paix et de la réconciliation nationale à gérer les conflits locaux. Dans le centre du Mali, ces mesures ont abouti à la signature de 15 accords de paix locaux

Le nombre d'accords de paix locaux signés, inférieur aux prévisions, s'explique par le temps nécessaire pour faciliter les négociations entre les parties, ainsi que par l'insécurité persistante et la collaboration limitée des autorités de l'État

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui, non
ou nombre Observations

Tenue de 48 sessions de sensibilisation et de mobilisation à l'intention des autorités locales, des personnes d'influence (telles que les responsables

12 Sessions de sensibilisation et de mobilisation se sont tenues

d'organismes religieux et les personnalités de premier plan) et de la société civile (notamment les associations de femmes et de jeunes), en guise d'appui à la police de proximité dans 4 régions (Mopti, Gao, Tombouctou et Ménaka)

Fourniture d'une assistance technique et d'un soutien pour l'organisation de sessions de sensibilisation de la population au concept de police de proximité (Bamako, Mopti, Ménaka, Gao et Tombouctou)

Tenue de 36 réunions de coordination avec le Gouvernement, axées sur le suivi, avec les forces de sécurité maliennes, de l'exécution des plans stratégiques et opérationnels régionaux conjoints

Mise en œuvre d'une stratégie de lutte antimines de qualité au Mali en vue de protéger la population civile contre les engins explosifs (coordination du groupe de travail sur le déminage), et fourniture d'avis d'ordre technique et d'un appui aux institutions maliennes aux fins de la mise en place d'une structure nationale de gouvernance de la lutte antimines

Renforcement des capacités de 4 organisations de la société civile malienne aux fins de la prévention et de la protection des populations à risque (sensibilisation aux risques liés aux engins explosifs et services d'orientation et d'assistance aux survivants d'explosions et à leurs familles), l'objectif étant d'ancrer dans la durée la lutte antimines au Mali

Renforcement des capacités des acteurs de la société civile malienne, dont 80 coordonnateurs locaux, en ce qui concerne la sensibilisation aux risques que présentent les engins explosifs et les mesures de lutte contre la violence au sein de la collectivité, et élaboration de stratégies locales d'atténuation des conflits visant à renforcer la résilience des populations aux menaces liées aux explosifs et aux armes légères et de petit calibre

Ce produit est inférieur aux prévisions en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19 et de l'instabilité politique, qui a suscité de la méfiance et une faible participation à cette activité

Oui

80 Réunions de coordination se sont tenues

Ce produit, supérieur aux prévisions, tient au fait que les partenaires étaient disponibles et désireux de produire un document conforme aux normes internationales et accepté par toutes les parties prenantes

Oui

4 Organisations de la société civile malienne ont bénéficié d'un renforcement des capacités en matière de lutte antimines afin que des activités de lutte puissent être menées dans tout le pays. Dans ce cadre et pour pérenniser ces capacités, 43 personnes recevront une formation complémentaire et un encadrement en cours de mission

291 Membres de la population et coordonnateurs ont reçu une formation ou un cours de remise à niveau à l'appui des activités de lutte antimines telles que l'éducation au danger des engins explosifs, la communication en faveur de la cohésion sociale et l'orientation des survivants d'explosions

Ce produit, supérieur aux prévisions, tient à l'action menée par la Mission face à la pandémie de COVID-19 et aux mesures d'adaptation qu'elle a prises, qui l'ont conduite à transférer davantage de capacités aux coordonnateurs plutôt qu'aux équipes de liaison des organisations de la société civile, afin de maintenir une présence parmi la population et de renforcer les relations avec elle

En outre, 20 comités d'atténuation des conflits ont été créés et leurs membres formés

Organisation de 39 dialogues s'inscrivant dans le cadre des mesures de gestion des conflits prises au niveau local dans les zones prioritaires recensées en vue de prévenir, de gérer et de régler les conflits violents ou émergents à l'échelle locale dans les régions de Mopti, de Ségou, de Gao, de Ménaka, de Tessalit, de Tombouctou et de Kidal, en coopération avec les équipes régionales d'appui à la réconciliation du Ministère de la cohésion sociale, de la paix et de la réconciliation nationale

Organisation de 8 sessions de formation de formateurs, dont 2 dans la région de Mopti, à l'intention des membres de 7 équipes régionales d'appui à la réconciliation et comités municipaux de réconciliation en vue de renforcer leur capacité de promouvoir la cohésion sociale et de réduire les conflits locaux intercommunautaires et intracommunautaires

Organisation de 10 sessions de formation sur la protection des civils et les dispositifs d'alerte rapide à l'intention des coordonnateurs à Mopti, Ségou, Gao, Ménaka, Goundam, Tombouctou, Kidal, Tessalit, Aguelhok et Ansongo

Tenue de 80 réunions de coordination avec des acteurs de la protection des civils et des représentants des mécanismes communautaires d'alerte rapide et de protection des civils existants afin de procéder à des évaluations des risques et des menaces et de déterminer les mesures à prendre pour y faire face à Mopti, Ségou, Gao, Ménaka, Tombouctou, Kidal, Tessalit, Aguelhok, Ansongo et Goundam

Tenue de 70 réunions de coordination avec les équipes régionales d'appui à la réconciliation dans les régions de Mopti, Ségou, Gao, Ménaka, Taoudenni, Tombouctou et Kidal pour fournir des conseils opérationnels et superviser les activités des comités municipaux de réconciliation existants

Fourniture de conseils techniques au Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle et au Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, avec pour objectif de favoriser la réconciliation, la réinsertion socioéconomique et la

33 Dialogues ont été organisés

Ce chiffre est inférieur aux prévisions parce que les derniers produits n'ont pas été exécutés en raison de la détérioration des conditions de sécurité à Aguelhok et à Kidal

5 Sessions de formation de formateurs ont été organisées

Ce produit est inférieur aux prévisions en raison de la difficulté à trouver les partenaires nécessaires pour les mettre en œuvre

7 Sessions de formation sur la protection des civils et les dispositifs d'alerte rapide ont été organisées à l'intention des coordonnateurs à Mopti, Ségou, Gao, Ménaka, Goundam, Tombouctou et Ansongo

Ce produit, inférieur aux prévisions, s'explique par les manifestations contre la MINUSMA qui ont eu lieu à Kidal, qui ont eu des répercussions sur les sessions de formation à Kidal, Tessalit et Aguelhok

Non Ces activités ont été planifiées mais pas exécutées en raison de la redéfinition des priorités, l'appui à la mise en place de sessions supplémentaires de renforcement des capacités pour les mécanismes communautaires d'alerte précoce s'étant révélé plus urgent

48 Réunions de coordination se sont tenues avec les équipes régionales d'appui à la réconciliation dans les régions de Mopti, Ségou, Ménaka, Taoudenni et Tombouctou

Ce produit est moins élevé que prévu en raison de la décision de remplacer les activités d'appui à la réconciliation qui n'avaient pas encore été mises en place par une aide à la résolution de la crise en cours à Aguelhok

Oui

promotion d'une participation et d'une représentation réelles des femmes dans le processus de paix

Organisation de 8 campagnes de communication visant à faire connaître la ligne d'assistance téléphonique de la MINUSMA et à en promouvoir l'utilisation auprès des habitants des zones prioritaires de protection des civils

Non Ces activités ont été reportées en raison de la redéfinition des priorités, l'appui à la mise en place de sessions supplémentaires de renforcement des capacités pour les mécanismes communautaires d'alerte précoce s'étant révélé plus urgent

Fourniture de conseils techniques afin d'aider les mécanismes régionaux de coordination entre les autorités, la MINUSMA et les Forces de défense et de sécurité maliennes à assurer un suivi et à adapter les mesures à prendre face aux menaces de violence contre les civils

Oui

Organisation de 6 activités de renforcement des capacités à l'intention d'acteurs publics locaux de Gao, de Ménaka, de Mopti, de Tombouctou, de Taoudenni et de Kidal, notamment les conseillers spéciaux des gouverneurs régionaux en matière de réconciliation, de désarmement, de démobilisation et de réintégration et les directions régionales du Ministère de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, en vue de mieux les sensibiliser aux questions de genre afin qu'ils s'attachent davantage à en tenir compte dans le cadre de l'ensemble des activités qu'ils mènent en lien avec la protection des civils

8 Activités de renforcement des capacités ont été organisées

Ce produit est plus élevé que prévu en raison du plus grand nombre de demandes formulées en ce qui concerne la prise en compte du point de vue des femmes, la sensibilisation et l'autonomisation des femmes par l'intermédiaire des comités des accords de paix, de la société civile et des organisations locales, notamment dans le cadre de la transition politique. Plus de 1 600 femmes ont bénéficié des sessions de renforcement des capacités et de sensibilisation

Organisation de 2 campagnes d'information ciblant le centre du pays à l'appui de la stabilisation de la sécurité et de la protection des civils, dont des campagnes visant à promouvoir la cohésion sociale et à renforcer le tissu social, dans le cadre desquelles 20 activités de sensibilisation et au moins 10 conférences de presse seront organisées, 10 supports multimédias et 75 programmes radiophoniques seront produits et les activités de la MINUSMA seront médiatisées dans les régions concernées, l'objectif étant de contribuer aux efforts déployés par la Mission en matière de protection des civils

Oui De nombreuses campagnes d'information ont été organisées

Davantage de ressources ont été affectées à l'exécution de ce produit, notamment pendant les périodes d'instabilité politique

203 Produits radiophoniques

46 Produits multimédias

2 Points de presse

Action visant la population et engagement d'un dialogue sur le rôle et les responsabilités des autorités maliennes en matière de protection des civils et sur le rôle de la MINUSMA, les limites de son mandat et la contribution qu'elle apporte à la protection des civils dans le cadre de 20 activités de sensibilisation

23 Activités de sensibilisation ont été menées (13 activités de sensibilisation de proximité avec la composante militaire et la composante Police et 10 activités de sensibilisation dans le centre axées sur la cohésion sociale)

Ce chiffre, plus élevé que prévu, tient aux ressources supplémentaires allouées et à la priorité qui a été accordée à la communication stratégique

Tenue de 4 ateliers visant à aider la police malienne à concevoir des modules sur les violences sexuelles liées aux conflits et à les intégrer dans le programme de l'École nationale de police

Oui

Sensibilisation de 2 500 femmes et filles vivant dans les zones de conflit au VIH/sida et à la prévention des violences sexuelles liées aux conflits, et fourniture de soins et de services de consultation, de dépistage et d'appui confidentiels

3 366 Femmes et filles vivant dans des zones de conflit ont été sensibilisées
Ce produit, supérieur aux prévisions, s'explique par l'efficacité de la mobilisation suscitée par 100 dirigeantes d'organisations locales de la société civile dans le cadre d'actions d'éducation par les pairs, qui ont amené 2 026 personnes, dont 1 435 femmes, à se soumettre à un dépistage volontaire du VIH

Organisation de manifestations à l'occasion de la Journée mondiale du sida et de 2 campagnes d'information dans les zones de conflit auprès de personnes vivant avec le VIH et de populations particulièrement exposées afin de les sensibiliser davantage à la lutte contre les préjugés et la discrimination liés au VIH

6 Manifestations ont été organisées à l'occasion de la Journée mondiale du sida et complétées par la publication de contenus en ligne sur les mesures de prévention de la pandémie de COVID-19

2 Ateliers et campagnes d'information se sont tenus sur la promotion des droits humains, de la prise en compte des questions de genre ainsi que de la santé positive, de la dignité et de la prévention du VIH et des autres infections sexuellement transmissibles, à Gao et Mopti

Réalisation escomptée 2.3 : Réduction de la présence des mouvements armés et des groupes d'autodéfense grâce à des mesures de réinsertion et de relèvement des communautés dans le centre du pays et à des programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans le nord du pays

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Augmentation du nombre d'ex-combattants des mouvements armés, y compris les femmes et les enfants, qui participent au processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans le nord du pays et qui ont été identifiés, ont fait l'objet de vérifications, ont été enregistrés et ont reçu une carte de démobilisation et pour lesquels une fiche de renseignements a été établie (2018/19 : 1 747 ; 2019/20 : 2 171 ; 2020/21 : 3 500)

2 300 ex-combattants ont participé au processus accéléré de désarmement, démobilisation et réintégration

Ce chiffre, inférieur aux prévisions, s'explique par l'impasse persistante dans laquelle se trouvent le Comité de suivi de l'Accord et son sous-comité technique sur la sécurité en ce qui concerne l'application de l'accord de paix

Augmentation du nombre d'ex-combattants de groupes armés, y compris les femmes, bénéficiant de projets de réinsertion socioéconomique à court terme (2018/19 : 1 747 ; 2019/20 : pas de projets mis en œuvre ; 2020/21 : 3 500)

1 800 ex-combattants, combattants jugés inaptes et ex-combattants volontaires ont été enregistrés et préparés à la réinsertion socioéconomique

Ce chiffre moins élevé que prévu tient au fait que le processus est bloqué, ce qui signifie que les activités de réinsertion n'ont pas encore été lancées

Réduction du nombre de bénéficiaires directs des projets de lutte contre la violence au sein de la collectivité (2018/19 : 5 874 bénéficiaires directs ; 2019/20 : 42 612 bénéficiaires directs ; 2020/21 : 10 000), notamment les membres des groupes d'autodéfense dans le centre du Mali

30 057 bénéficiaires directs ont été dénombrés au total
Leur nombre plus élevé que prévu s'explique par la mise en œuvre de la stratégie de lutte contre la violence au sein de la collectivité

Mise en œuvre d'un certain nombre de projets de lutte contre la violence au sein de la collectivité (2018/19 : 35 ; 2019/20 : 32 ; 2020/21 : 30)	Objectif atteint
Augmentation du nombre d'anciens éléments de groupes d'autodéfense, y compris les femmes et les enfants, qui participent au processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans le centre du pays et qui ont été identifiés, ont fait l'objet de vérifications, ont été enregistrés et ont reçu une carte de démobilisation et pour lesquels une fiche de renseignements a été établie (2018/19 : 0 ; 2019/20 : 500 ; 2020/21 : 1 000)	L'instabilité politique a retardé la définition et la mise en œuvre d'une stratégie nationale de stabilisation pour le centre et le lancement d'un programme de relèvement des communautés dans cette région
Augmentation du nombre d'armes et de la quantité de munitions collectées auprès des groupes d'autodéfense ayant été enregistrées et stockées au cours du processus de désarmement et de démantèlement dans le centre du pays (2018/19 : 0 ; 2019/20 : 500 ; 2020/21 : 1 000)	Il n'y a pas eu d'armes ou de munitions collectées Ce produit s'explique par le fait qu'aucune opération de désarmement et de démantèlement n'a été organisée dans le centre du pays
Augmentation du nombre d'armes et de la quantité de munitions collectées auprès des mouvements armés ayant été enregistrées et stockées au cours du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans le nord du pays (2018/19 : 0 ; 2019/20 : 3 000 ; 2020/21 : 3 500)	2 300 armes ont été collectées dans le cadre du processus accéléré de désarmement, démobilisation et réintégration Ce chiffre, inférieur aux prévisions, s'explique par l'impasse persistante dans laquelle se trouvent le Comité de suivi de l'Accord et son sous-comité technique sur la sécurité en ce qui concerne l'application de l'accord de paix
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre Observations</i>
Fourniture d'un appui technique et logistique au programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans le nord du pays et au programme de désarmement et de démantèlement des groupes d'autodéfense dans le centre	Oui
Fourniture, dans les camps de cantonnement et d'autres lieux désignés à l'avance, de denrées alimentaires, de produits non alimentaires et d'un soutien médical à un maximum de 3 500 ex-combattants des groupes armés signataires	352 Ex-miliciens et membres de groupes d'autodéfense rassemblés à Soufouroulaye, dans la région de Mopti, ont bénéficié de mesures de prévention de la pandémie de COVID-19 à la place de l'appui qu'il était prévu de fournir dans les camps de cantonnement Ce produit, inférieur aux prévisions, tient au fait qu'il n'y a pas eu d'activités de désarmement et de démobilisation dans le nord, en raison de la durée des négociations avec les groupes armés
Organisation, dans les camps de cantonnement et d'autres lieux désignés à l'avance, d'activités d'identification, de vérification, d'établissement de fiches de renseignement, d'enregistrement et de sensibilisation aux initiatives d'éducation	Non Ce produit, inférieur aux prévisions, s'explique par le fait qu'aucune opération de désarmement, de démobilisation et de réintégration n'a été organisée dans le centre du pays

psychosociale, de réconciliation civique et d'orientation à l'intention d'un maximum de 3 500 ex-combattants et de 1 000 ex-combattants participant au programme de désarmement et de démantèlement des groupes d'autodéfense dans le centre du pays

Facilitation de la réinsertion socioéconomique d'un maximum de 4 500 ex-combattants participant au programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration, y compris ceux qui participent au programme de désarmement et de démantèlement des groupes d'autodéfense dans le centre

Tenue de 5 ateliers axés sur la sensibilisation et la fourniture d'avis de nature technique visant à renforcer la capacité des institutions nationales compétentes de mettre en œuvre le programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration

Tenue de 5 ateliers de renforcement des capacités visant à donner à la société civile, notamment les organisations de femmes et les responsables locaux, les moyens de faire campagne pour la mise en œuvre du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration

Exécution de 30 projets de lutte contre la violence au sein de la collectivité (dont 12 projets d'appui au programme de désarmement et de démantèlement des groupes d'autodéfense mené dans le centre du pays) bénéficiant directement à au moins 10 000 personnes, notamment des jeunes à risque, des femmes, des personnes ayant des besoins particuliers, des personnes associées à des ex-combattants ou à des groupes d'autodéfense et des membres de la collectivité

Tenue de 8 ateliers visant à sensibiliser les communautés d'accueil au retour ou à la présence d'ex-combattants, notamment les communautés d'accueil qui participent au programme de désarmement et de démantèlement mené dans le centre du pays

Tenue de 4 ateliers de renforcement des capacités en matière de lutte contre la violence de proximité et

448 Ex-combattants ont bénéficié de telles activités

Ce produit, inférieur aux prévisions, s'explique par le fait qu'aucune opération n'a été organisée dans le centre

2 Ateliers se sont tenus : 1 atelier sur le désarmement, la démobilisation, la réintégration et l'intégration, organisé à l'intention de la Commission nationale de désarmement, de démobilisation et de réinsertion et le secrétariat du Conseil national pour la réforme du secteur de la sécurité, pour 80 participants

1 atelier organisé à l'intention de 50 spécialistes des médias à Bamako

Le nombre d'ateliers qui se sont tenus, inférieur aux prévisions, tient aux contraintes liées à la pandémie de COVID-19 et à l'instabilité politique, qui ont causé des retards et l'indisponibilité des participants

Non Aucun atelier n'a été organisé en raison des difficultés causées par la COVID-19 et de l'indisponibilité des membres de la société civile provoquée par la situation politique

31 Projets de lutte contre la violence au sein de la collectivité ont été exécutés

Ce produit, supérieur aux prévisions, tient à 2 projets de moindre ampleur, à Mopti et à Ménaka, les gains réalisés permettant de financer 1 projet supplémentaire

8 Ateliers se sont tenus, à Mopti, Ségou, Kidal, Tombouctou et Gao

Non Aucune opération de désarmement, de démobilisation et de réintégration n'a pu être

de réinsertion au niveau local à l'intention des partenaires d'exécution et d'autres parties prenantes dans les régions

mise en place, malgré diverses tentatives faites et les autorisations reçues

Ce produit est inférieur aux prévisions en raison de la pandémie de COVID-19, qui perdure, de la situation politique et de l'impasse dans laquelle se trouvent les travaux de la Commission technique de sécurité

Vérification de l'âge de tous les combattants des groupes armés signataires participant au processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, en coopération avec des partenaires du Gouvernement et des Nations Unies

Oui

Conduite de 8 visites dans les 8 zones de cantonnement ou de casernement pour procéder à des vérifications et encourager la libération des enfants associés à des groupes armés et la prise en compte des questions de genre, ainsi que pour sensibiliser les membres de mouvements armés aux violences sexuelles liées aux conflits et les former à la protection de l'enfance et aux droits de l'enfant, en coordination avec l'UNICEF, ONU-Femmes et le FNUAP

8 Visites ont été effectuées

8 Activités ont été menées dans les zones de cantonnement

Les activités ont eu lieu pendant les activités accélérées de désarmement, de démobilisation, de réintégration et d'intégration menées dans les régions de Gao, de Kidal et de Tombouctou. Sur les 3 enfants soupçonnés d'être associés à des groupes armés identifiés lors des visites, 1 cas a été confirmé à Gao

Diffusion de 24 nouvelles émissions de radio sur des questions liées au cantonnement, au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration, et aux projets de lutte contre la violence au sein de la collectivité, en particulier sur le programme de désarmement et de démantèlement des groupes d'autodéfense mené dans le centre du pays

61 Produits radiophoniques ont été diffusés

22 Produits multimédias ont été diffusés

Ce produit est supérieur aux prévisions en raison d'un besoin accru d'activités de mobilisation et de couverture médiatique pour la campagne d'information nationale ainsi que des projets de désarmement, de démobilisation et de réintégration et de lutte contre la violence au sein de la collectivité

Réalisation escomptée 2.4 : Réforme des institutions chargées de la sécurité et, notamment, application des dispositions de l'accord de paix relatives à la sécurité

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Élaboration et mise en œuvre partielle d'un plan intégré d'appui au redéploiement des Forces de défense et de sécurité maliennes reconstituées dans le nord et le centre du pays (2020/21 : 1 plan élaboré)

Objectif atteint

Mise en œuvre, par le Gouvernement, de la stratégie nationale de réforme du secteur de la sécurité, de la politique nationale relative aux frontières et de la stratégie nationale visant à prévenir et à combattre le terrorisme et l'extrémisme violent (2018/19 : 3 plans ou stratégies ; 2019/20 : en cours de mise en œuvre ; 2020/21 : 4 plans ou stratégies)

1 stratégie nationale sectorielle relative aux frontières est en cours d'élaboration

Le nombre, inférieur aux prévisions, de stratégies mises en œuvre tient à l'instabilité politique, qui a causé des retards importants et l'indisponibilité des acteurs concernés

Exécution de 1 plan d'action relatif à la stratégie du secteur de la sécurité et de 2 stratégies

1 plan d'action et 2 politiques pour 2018-2023 sont en cours d'élaboration

complémentaires (frontières et défense)
(2018/19 : 1 plan d'action et 2 stratégies élaborés ;
2019/20 : 1 plan d'action et 2 stratégies adoptés, et
1 politique de sécurité nationale élaborée ;
2020/21 : 1 plan d'action, 2 stratégies et 1 politique
de sécurité nationale mis en œuvre)

Appui au transport, à la formation et à l'intégration
d'ex-combattants dans les Forces de défense et de
sécurité maliennes (2019/20 : 3 000 ;
2020/21 : 3 500)

Ce nombre est inférieur aux prévisions en raison de
l'instabilité politique, qui a causé des retards importants
et l'indisponibilité des acteurs concernés

448 ex-combattants ont reçu un appui en vue de leur
intégration dans les Forces de défense et de sécurité
maliennes reconstituées

Le nombre, inférieur aux prévisions, d'ex-combattants qui
ont reçu un appui au transport, à la formation et à
l'intégration s'explique par le fait qu'il n'y a pas eu
d'opérations de désarmement ou de démobilisation au
cours de l'exercice 2020/21

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) :	
	oui, non ou nombre	Observations
Fourniture d'un appui en vue de la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à prévenir et à combattre le terrorisme et l'extrémisme violent et du plan d'action connexe	Oui	
Tenue de 4 ateliers de formation et de 10 réunions consultatives avec le Conseil national pour la réforme du secteur de la sécurité et son commissariat en vue d'appuyer le processus de réforme du secteur de la sécurité et l'élaboration d'une politique nationale en matière de sécurité	10	Ateliers de formation ont été organisés pour renforcer les capacités du secrétariat du Conseil national pour la réforme du secteur de la sécurité par l'intermédiaire de comités de sécurité locaux nouvellement créés, formés et prêts à entrer en activité Ce produit, supérieur aux prévisions, tient au fait qu'il a fallu dispenser les formations et ateliers plusieurs fois en raison de la limite de 50 personnes par séance imposée par les mesures de distanciation sociale
Tenue de réunions bimensuelles de coordination internationale sur la réforme du secteur de la sécurité, en coordination avec la Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel, la CEDEAO, la délégation européenne, la mission de formation de l'Union européenne au Mali, la Mission PSDC de l'Union européenne au Mali et les sections organiques de la MINUSMA, et organisation de 6 réunions sur la réforme du secteur de la sécurité en vue de faciliter la coordination de l'appui international à cette réforme	6	Réunions bimensuelles se sont tenues avec les parties en question
Conduite de 6 visites de contrôle auprès de l'Inspection générale des armées et services et de l'Inspection des services de sécurité et de protection civile	6	Visites de contrôle ont été effectuées
Tenue de 1 atelier de formation à l'intention des parlementaires et des assistants parlementaires et de 3 ateliers à l'intention d'organisations de la société	1	Atelier a été organisé

civile, notamment des associations de femmes et de jeunes, sur la gouvernance démocratique et la supervision des Forces de défense et de sécurité maliennes

Tenue de 1 atelier de formation sur la prévention de l'extrémisme violent et la lutte contre celui-ci à l'intention du Ministère des affaires religieuses et du culte et de 1 atelier de sensibilisation à l'intention des organisations de la société civile, notamment des groupes de femmes et de jeunes, de chefs religieux et de médias, à l'appui de la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à prévenir et à combattre le terrorisme et l'extrémisme violent

Tenue, à l'intention des gardes-frontières ainsi que de la Direction nationale des frontières et de la Direction nationale des eaux et forêts, de 1 atelier et de 2 forums visant à appuyer l'application des mesures de sécurité aux frontières, de la stratégie sectorielle de sécurité aux frontières et des politiques de lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre, et organisation de 3 visites sur le terrain dans le centre du pays

Fourniture d'un appui technique, administratif et logistique aux fins de la mise en œuvre du plan 2019-2021 de redéploiement des Forces de défense et de sécurité maliennes dans le nord et le centre du pays

Sensibilisation de 3 000 membres des Forces de défense et de sécurité maliennes et des personnes à leur charge au VIH/sida et à la prévention des violences sexuelles, et fourniture de traitements, de soins et de services d'appui

Fourniture d'un appui et de conseils techniques aux écoles et centres d'instruction des Forces de défense et de sécurité maliennes aux fins de la prise en compte des questions de genre dans les programmes d'enseignement et de formation

1 Atelier a été organisé

10 Séances de consultation nationales et régionales se sont tenues

Le produit, supérieur aux prévisions, s'explique par les restrictions nationales liées à la pandémie de COVID-19, en raison desquelles il a fallu diviser les ateliers et les forums en séances de consultation de moindre ampleur

Non Il n'y a pas eu de visites sur le terrain

Ce produit, inférieur aux prévisions, tient à la détérioration des conditions de sécurité et à l'instabilité politique qui régnaient à Bamako

Oui

5 800 Membres des Forces de défense et de sécurité maliennes et les personnes à leur charge, dont 2 132 femmes, ont bénéficié de séances de sensibilisation et d'information intégrées sur la prévention du VIH, la pandémie de COVID-19 et les violences sexuelles, ce qui a conduit à la réalisation de 3 467 tests volontaires de dépistage du VIH

Ce produit, supérieur aux prévisions, s'explique par la proximité de services mobiles de lutte contre le VIH dans les garnisons militaires, qui ont suscité un intérêt et une adhésion accrus

Non L'instabilité politique a remis en cause le programme existant en matière de prise en compte des questions de genre à Bamako

Au lieu d'un appui aux écoles et centres d'instruction, une formation sur le genre et les opérations de paix et sur la violence fondée sur

le genre a été dispensée aux Forces de défense et de sécurité maliennes, notamment aux policiers, aux gardes et aux gendarmes de Sévaré et de Mopti

Composante 3 : promotion et protection des droits de l'homme et réconciliation

39. Au cours de l'exercice considéré, la situation des droits humains au Mali a continué de se détériorer dans un contexte d'insécurité croissante. Il est ressorti des activités de surveillance de la MINUSMA que le nombre de violations du droit international des droits de l'homme et d'atteintes à celui-ci et de violations du droit international humanitaire avait augmenté de 17 % par rapport au cycle précédent. Au total, 1 809 violations et atteintes ont été recensées, dont 1 309 dans le centre du Mali. Il s'agissait notamment d'exécutions extrajudiciaires, sommaires et arbitraires, de meurtres, d'enlèvements, de disparitions forcées, d'actes de torture et de mauvais traitements, de privations arbitraires de liberté, de la destruction de biens civils, de déplacements forcés de civils, de l'utilisation d'armes de nature à frapper sans discrimination, de violences sexuelles liées aux conflits et de violations graves des droits de l'enfant. Dans certaines parties du Mali, la situation des femmes et des filles est demeurée épouvantable, notamment car celles-ci ont continué d'être les principales victimes de la violence sexuelle liée aux conflits et des différentes formes d'atteintes aux droits humains commises par les groupes armés. Dans ce cadre, la Mission a continué de collaborer avec les autorités maliennes compétentes, en leur apportant des conseils et une assistance logistique et technique soutenue visant à amener les auteurs de ces actes à en répondre, à enrayer le cycle de la violence et à favoriser la création d'un environnement protecteur.

40. En dépit des difficultés opérationnelles liées à la pandémie de COVID-19 et à la propagation de l'extrémisme violent, la Mission a redoublé d'efforts pour continuer à surveiller, dans l'ensemble du pays, les violations du droit international applicable et les atteintes à celui-ci, à réunir des éléments de preuve et à enquêter à cet égard. Dans ce cadre, elle a non seulement mené des enquêtes sur le terrain et des missions d'enquête, mais a aussi élaboré une stratégie globale en vue d'exécuter des activités de surveillance à distance par l'intermédiaire de coordonnateurs et de coordonnatrices. Elle a également déployé des équipes spécialisées dans les droits humains, de Bamako aux parties occidentale et méridionale du pays, qu'elle a chargées d'enquêter sur les attaques perpétrées par des éléments du Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, affilié à Al-Qaïda, et sur leur impact sur la population civile, ainsi que de conseiller les responsables de la Mission sur les questions émergentes et les mesures préventives à prendre, le cas échéant. Au total, elle a pu mener 35 missions d'enquête et de surveillance des droits humains et a publié 6 rapports et notes. Elle a également continué d'exhorter les autorités maliennes à mettre en œuvre le communiqué conjoint sur la fin des violences sexuelles et fondées sur le genre et à amener les auteurs de ces crimes graves à répondre de leurs actes, et leur a apporté une aide à cet égard.

41. La MINUSMA a surveillé les manifestations violentes qui ont eu lieu entre le 10 et le 13 juillet 2020 dans tout le pays et qui ont entraîné la mort de 14 civils ainsi que la destruction et le pillage de biens à la suite de la décision prise par la Cour constitutionnelle le 30 avril 2020 d'attribuer au parti au pouvoir, Rassemblement pour le Mali, 31 sièges remportés initialement par les partis d'opposition lors des élections législatives. Dans ce cadre, elle a également réalisé une enquête qui l'a amenée à recommander aux autorités maliennes de veiller à ce que les forces déployées lors de manifestations reçoivent une formation adéquate pour recourir à la force de façon proportionnée et de mettre leur cadre juridique en conformité avec les normes

internationales relatives aux droits humains. Au moyen d'un mécanisme d'enquête à distance, elle a pu suivre les événements qui ont conduit au coup d'État militaire du 18 août 2020, a réussi à entrer en contact avec l'ancien Président et l'ancien Premier Ministre, qui avaient été placés en détention pendant le coup d'État, et a plaidé en faveur de leur libération et du respect de l'état de droit.

42. La Mission a fourni une assistance technique à la Commission nationale des droits de l'homme aux fins de la mise en place, dans le cadre d'un plan d'action visant à améliorer l'accréditation de la Commission conformément aux Principes de Paris, d'une base de données permettant de recueillir et de traiter les plaintes en temps utile. La MINUSMA a organisé quatre conférences régionales sur la politique de diligence voulue en matière de droits humains et sensibilisé 94 éléments des forces autres que celles des Nations Unies (police nationale, gendarmerie, administration pénitentiaire et autorités intérimaires) à cette politique, y compris des membres des groupes armés signataires (Coordination des mouvements de l'Azawad et Plateforme des mouvements du 14 juin 2014 d'Alger). De plus, elle a lancé un projet national visant à renforcer et à soutenir 16 organisations de la société civile malienne qui se consacrent à la défense des droits humains, afin qu'elles puissent mener des missions de surveillance et publier des déclarations publiques sur leurs conclusions.

43. La MINUSMA a continué d'apporter une assistance logistique et technique à la Commission vérité, justice et réconciliation en vue de favoriser la mise en œuvre de l'accord de paix. À partir de décembre 2020, elle a mis un(e) expert(e) international(e) à la disposition de la Commission, l'objectif étant d'aider les victimes de violations graves des droits humains à raconter leur histoire et à obtenir une forme de réparation et de favoriser l'élaboration du rapport final. Les deuxième et troisième audiences publiques ont été tenues le 5 décembre 2020 et le 3 avril 2021. Y ont participé 26 victimes, dont certaines ayant survécu aux attaques armées ciblées perpétrées contre les villages d'Ogossogou et de Sobane Da en juin 2019. La Mission a également continué de renforcer la capacité des organisations de la société civile à surveiller et à signaler les violations des droits humains et les atteintes à ceux-ci. Plusieurs de ces organisations, regroupées dans le « cadre de concertation », ont permis à la MINUSMA d'élargir ses activités relatives aux droits humains dans tout le pays.

Réalisation escomptée 3.1 : Mise en place et renforcement de mécanismes et d'initiatives visant à prévenir et à combattre les violations des droits humains et les atteintes à ces droits, une attention particulière étant accordée aux violations graves commises contre des enfants et aux violences sexuelles liées aux conflits

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Publication, par la MINUSMA, de rapports sur la situation des droits humains au Mali (2019/20 : 4 ; 2020/21 : 5)

Objectif atteint

Augmentation du nombre de mesures prises par les autorités de l'État, y compris les enquêtes menées, les procédures disciplinaires ouvertes et les jugements rendus en ce qui concerne les cas présumés de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits signalés par la MINUSMA, notamment les cas de violences sexuelles liées aux conflits et de violations graves des droits de l'enfant (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 35 ; 2020/21 : 12)

Objectif atteint

Adoption de lois nationales et d'initiatives régionales visant à renforcer les mécanismes et initiatives nationaux de protection de l'enfance

En raison de l'instabilité et de la transition politiques, la réforme législative visant à renforcer le système national

(2019/20 : différé ; 2020/21 : 1 loi nationale et au moins 3 stratégies régionales appliquées)

Diminution du nombre de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits enregistrées, en particulier dans le centre du pays (2019/20 : 200 ; 2020/21 : 150)

Nombre de jeunes vulnérables du centre ayant bénéficié d'un programme de formation professionnelle et de sensibilisation qui met l'accent sur les droits humains, la démocratie et la citoyenneté (2018/19 : non établi ; 2019/20 : 120 ; 2020/21 : 70)

Exécution de plans d'action signés par les groupes armés signataires de l'accord afin de prévenir et de combattre les violations graves commises contre des enfants (2018/19 : 1 plan d'action signé par la Plateforme des mouvements du 14 juin 2014 d'Alger ; 2019/20 : exécution des 2 plans d'action ; 2020/21 : exécution des 2 plans d'action), ainsi que les violences sexuelles liées aux conflits (2018/19 : 2 plans de mise en œuvre établis, dont 1 exécuté à 20 % ; 2019/20 : retardé ; 2020/21 : exécution des 2 plans à hauteur de 50 %)

Évaluation et suivi systématiques des mesures d'atténuation de la politique de diligence voulue de l'ONU en matière de droits humains en cas d'appui de la Mission à des forces de sécurité non onusiennes (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 100 % ; 2020/21 : 100 % des projets évalués et 60 % des mesures d'atténuation suivies)

Renforcement des capacités des acteurs travaillant sur les violences sexuelles liées aux conflits dans le domaine des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information (2020/21 : 90 acteurs formés)

de protection de l'enfance reste en suspens auprès de l'organe législatif national

La MINUSMA a recensé 1 802 violations des droits humains et atteintes à ces droits. Ce nombre représente une augmentation de 17 % par rapport à l'exercice précédent, au cours duquel 1 540 violations et atteintes avaient été enregistrées. La majorité d'entre elles ont été commises dans le centre du pays, où 1 309 violations et atteintes ont été recensées. Il s'agissait notamment d'exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires, de disparitions forcées ou involontaires, de violences sexuelles, d'actes de destruction de biens civils et de violations du droit à l'intégrité physique

Ce chiffre plus élevé que prévu s'explique par le fait que des activités extrémistes violentes ont été menées dans un plus grand nombre de régions du centre (notamment Ségou) et vers le sud du pays, ainsi que par la multiplication des affrontements entre des groupes extrémistes et la milice Dan Na Ambassagou dans le centre du Mali

Au total, 62 jeunes vulnérables du centre du pays ont bénéficié d'un programme de formation professionnelle et de sensibilisation

Le nombre de participants a été inférieur aux prévisions parce qu'il a été difficile d'assurer leur sécurité et que des problèmes logistiques ont été rencontrés pendant les périodes d'insécurité que la région a traversées

La mise en œuvre des plans d'action a été retardée en raison de l'assassinat du Président de l'un des groupes signataires, qui jouait un rôle important dans l'exécution de ces plans, et en raison de divergences au sein des groupes armés signataires en ce qui concernait les questions d'autorité. La MINUSMA a donc préféré poursuivre ses activités de sensibilisation et de renforcement des capacités en matière de prévention des violations graves commises contre des enfants

La MINUSMA a réalisé 26 évaluations des risques, couvrant 70 % des projets d'appui à des forces de sécurité non onusiennes qui devaient faire l'objet d'une évaluation au regard de la politique de diligence voulue en matière de droits humains

De plus, la Mission a assuré le suivi de 60 % des mesures d'atténuation recommandées pendant l'exercice 2019/20

Objectif atteint

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre	Observations
Conduite de missions hebdomadaires relatives aux droits humains, notamment des missions de suivi et d'enquête, et de visites hebdomadaires dans les lieux de détention, en mettant l'accent sur la promotion et la protection des droits humains, en particulier sur le respect des procédures de détention légale et les conditions de détention	35 208 6	Missions de suivi et d'enquête ont été menées au sujet d'allégations de violations graves des droits humains et d'atteintes à ces droits Visites ont été effectuées dans des lieux de détention La Mission a plaidé en faveur de la libération de 6 personnes détenues illégalement, dont 4 mineurs et 1 femme
Évaluation de l'ensemble des projets d'appui à des forces non onusiennes soumis pour évaluation au titre de la politique de diligence voulue en matière de droits humains, et suivi de l'application d'au moins 60 % des mesures d'atténuation recommandées afin de mieux surveiller le respect, par les autorités maliennes, des normes internationales relatives aux droits humains	Oui	
Fourniture de conseils techniques au Ministère de la justice et au Ministère de la défense, dans le cadre du mécanisme conjoint établi en avril 2016, par le transfert régulier des cas de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits, y compris les violences sexuelles liées aux conflits et les violations graves des droits de l'enfant	6	Réunions ont été tenues avec le Ministère de la justice et des droits de l'homme, au cours desquelles ont été examinées les mesures qui pourraient être prises pour traiter les cas de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits qui avaient déjà été portés à l'attention des autorités
Mise en place et exécution d'un programme de protection des victimes, des témoins, des sources, des défenseurs des droits humains et des autres acteurs qui contribuent aux enquêtes sur les droits humains menées par la MINUSMA	6 464 107 25	Projets de protection Victimes et témoins (90 femmes et 374 hommes) ont été protégés Coordonnateurs et coordonnatrices ont été mobilisés Enquêtes sur les droits humains
Organisation, à Koulikoro, à Mopti, à Ségou, à Gao, à Ménaka, à Kidal et à Tombouctou, de 14 sessions de formation et de sensibilisation aux droits humains à l'intention des Forces de défense et de sécurité maliennes et des groupes armés non étatiques	Non	En raison de l'instabilité politique et des changements intervenus au sein des autorités de transition, ce produit a été réorienté vers la formation des formateurs et l'élaboration d'un manuel de formation sur les droits humains destiné aux Forces de défense et de sécurité maliennes
Publication dans les langues locales et lancement d'un manuel de formation et d'autres outils de formation (y compris la formation de formateurs) à l'application du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire	Oui	
Organisation, à Bamako et dans les régions, et à l'intention des interlocuteurs nationaux et internationaux, ainsi que des représentants de l'équipe de pays des Nations Unies, de 6 sessions de	4	Conférences régionales de sensibilisation ont été organisées, notamment avec les autorités publiques et l'équipe de pays des Nations Unies

sensibilisation à l'application de la politique de diligence voulue en matière de droits humains

Organisation, à l'intention de 250 jeunes femmes et jeunes hommes vulnérables du centre du Mali susceptibles d'être recrutés par des groupes extrémistes, de sessions de formation professionnelle et de sensibilisation sur les droits humains, la démocratie et la citoyenneté

Tenue de 8 ateliers de sensibilisation, de renforcement des capacités et d'appui technique visant à consolider le cadre national de protection de l'enfance avec le Gouvernement (1), l'Assemblée nationale (1), les autorités judiciaires (1), le Réseau des jeunes unis pour la défense des droits des enfants (1) et les acteurs locaux (4 ateliers régionaux)

Suivi et signalement quotidiens des violations graves commises contre des enfants dans des situations de conflit armé et conduite d'au moins 12 missions sur le terrain (dans les régions de Kidal, de Gao, de Tombouctou, de Ménaka et de Mopti) pour surveiller ces violations et poursuivre le dialogue engagé avec les chefs des groupes armés, des organisations d'autodéfense et des milices

Organisation de 4 sessions de formation sur la manière de promouvoir les droits de l'enfant et de protéger les enfants touchés par les conflits des 6 violations graves commises à leur égard, l'objectif étant de renforcer les capacités des institutions de sécurité et de défense maliennes (l'armée, la police et la gendarmerie) en matière de protection des droits de l'enfant

Tenue de 4 ateliers régionaux avec les parties prenantes et les autorités locales et fourniture de conseils techniques sur le bon fonctionnement des comités locaux de protection de l'éducation chargés d'apporter un appui technique au Gouvernement afin de l'aider à mener à bien les activités prévues dans la stratégie nationale de mise en œuvre de la Déclaration sur la sécurité dans les écoles

Organisation de 4 sessions de formation dans les régions à l'intention des autorités publiques et des partenaires nationaux, notamment des organisations de la société civile et des organisations de défense des droits de l'enfant, l'objectif étant qu'ils puissent mieux surveiller les violations graves commises contre des enfants dans des situations de conflit armé et communiquer l'information y relative

Ce chiffre inférieur aux prévisions s'explique par l'indisponibilité des interlocuteurs nationaux à la suite du coup d'État de mai 2021

- 62 Jeunes vulnérables du centre du pays ont bénéficié d'un programme de formation professionnelle et de sensibilisation

L'exécution des programmes a été retardée en raison de l'insécurité qui régnait dans le centre du pays et des difficultés rencontrées sur le plan logistique et pour ce qui était d'assurer la sécurité des participants

- 8 Ateliers

Oui

- 4 Sessions de formation

- 3 Ateliers régionaux

Ce chiffre inférieur aux prévisions s'explique par l'insécurité persistante et l'absence de liberté de circulation à Kidal

- 4 Sessions de formation

Production de 23 banderoles, de 6 annonces publicitaires diffusées à la radio, de 600 affiches, de 600 brochures, de 5 panneaux d'affichage et de 2 000 T-shirts destinés à des campagnes de sensibilisation et d'information sur les journées des droits de l'enfant (Journée internationale contre l'utilisation d'enfants soldats, Journée de l'enfant africain, Journée internationale de la fille et Journée internationale de l'enfance) et sur la promotion et la protection de ces droits dans les situations de conflit armé, y compris l'interdiction du recrutement et de l'utilisation d'enfants, les violences sexuelles, les meurtres, les mutilations et les attaques contre les établissements d'enseignement et de soins

Conduite de 5 ateliers avec les groupes armés signataires, de 2 réunions du Groupe de travail technique conjoint (Nations Unies-Gouvernement-Coordination des mouvements de l'Azawad), de 2 réunions du Groupe de travail technique conjoint (Nations Unies-Gouvernement-Plateforme) et de 5 campagnes régionales de sensibilisation pour relancer les parties au conflit afin qu'elles négocient et exécutent des plans d'action assortis de délais visant à éliminer et à prévenir les 6 violations graves commises contre les enfants dans les situations de conflit armé, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les forces et groupes armés, et qu'elles surveillent cette exécution

Exécution de 5 projets à effet rapide visant à aider les autorités locales, les organisations de la société civile et les défenseurs des droits humains à promouvoir et à protéger les droits humains, en particulier dans le centre

Exécution de 3 projets à effet rapide à l'appui de l'action menée par les institutions publiques et les organisations de la société civile, notamment les associations de jeunes, pour prévenir et combattre les 6 violations graves commises contre les enfants dans les situations de conflit armé

Tenue de 12 ateliers (5 à l'intention des institutions nationales, 5 à l'intention des associations de victimes de violence fondée sur le genre, à l'intention des membres de la Commission vérité, justice et réconciliation et de ceux de la Coordination des mouvements de l'Azawad et de la Plateforme, et 2 visant à aider les autorités nationales à mobiliser des ressources) en vue de sensibiliser et d'apporter une assistance technique dans le domaine des violences sexuelles liées aux conflits, notamment pour ce qui est de prévoir des réparations en faveur des victimes dans le processus de réconciliation

Oui

- 18 Campagnes de sensibilisation et d'information ont été menées sur les journées des droits de l'enfant à Mopti, à Gao, à Kidal, à Ménaka, à Tombouctou et à Bamako

2 Ateliers

2 Réunions

Le chiffre a été moins élevé que prévu en raison des retards causés par l'assassinat du Président du groupe armé signataire, la Coordination des mouvements de l'Azawad, qui a entraîné des troubles internes. La Mission a préféré renforcer ses activités de sensibilisation et de mobilisation

- 7 Projets à effet rapide ont été exécutés par la Mission dans les régions du nord pour aider les autorités locales à promouvoir et à protéger les droits humains

Ce chiffre plus élevé que prévu tient au fait qu'un plus grand nombre de demandes a été reçu des partenaires locaux

- 1 Projet à effet rapide

Le chiffre a été inférieur aux prévisions en raison de la pandémie de COVID-19, qui a entravé la capacité des partenaires de réalisation à exécuter les projets

- 10 Ateliers

Les 2 autres ateliers n'ont pas eu lieu en raison de l'indisponibilité des responsables des groupes armés et de leur réticence à participer aux séances pendant la période d'instabilité politique et d'insécurité accrue que le Mali a connue en mai et juin 2021

Organisation de 10 sessions de sensibilisation des populations dans 5 régions, afin de renforcer leurs moyens d'alerte rapide et les mécanismes consacrés aux violences sexuelles liées aux conflits

Conduite de 10 visites sur le terrain visant à aider la Coordination des mouvements de l'Azawad et la Plateforme à exécuter les plans de lutte contre les violences sexuelles liées aux conflits, et de 5 sessions de dialogue à l'intention des membres des Forces de défense et de sécurité maliennes afin de les rendre mieux à même de prévenir et de combattre ces violences

Couverture médiatique des activités et ateliers de la MINUSMA et appui à l'organisation des principales journées des Nations Unies dédiées aux droits de l'homme, telles que la Journée des droits de l'homme, Journée internationale de l'enfance, les 16 journées de mobilisation contre la violence de genre, la Journée internationale pour l'élimination de la violence sexuelle en temps de conflit, la Journée internationale des femmes et la Journée mondiale du sida, au moyen de 50 produits radio, de 5 produits multimédia, d'au moins 5 points de presse consacrés expressément à ces questions, de 6 activités communautaires et d'autres supports promotionnels

Organisation de 3 ateliers avec des acteurs travaillant sur les violences sexuelles liées aux conflits afin de renforcer leurs capacités dans le domaine des arrangements de suivi, d'analyse et de communication de l'information

5 Sessions de sensibilisation

Ce produit a été adapté pour mieux respecter les mesures de prévention de la pandémie prises au niveau national : 5 sessions de sensibilisation ont été organisées en ligne à l'intention des responsables locaux qui pouvaient y participer par ce biais

5 Visites sur le terrain

Ce chiffre a été inférieur aux prévisions en raison des difficultés logistiques liées aux mesures de prévention de la pandémie de COVID-19 et aux ressources humaines limitées

Oui

98 Produits de couverture radiophonique, y compris des débats, des messages d'intérêt public et des reportages

14 Produits multimédias

2 Conférences de presse et points de presse

62 Séances et activités de sensibilisation

Ce chiffre plus élevé que prévu s'explique par le fait que de plus grandes économies ont été réalisées sur le terrain

3 Ateliers

Réalisation escomptée 3.2 : Renforcement des capacités des institutions nationales, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits humains en matière de promotion et de protection des droits humains, en particulier des jeunes vulnérables du centre

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Présentation, par l'État, de 2 rapports périodiques aux organes des Nations Unies créés en vertu d'un instrument international relatif aux droits de l'homme (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 1 ; 2020/21 : 2)

Établissement de 1 rapport annuel de la Commission nationale des droits de l'homme (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 1 ; 2020/21 : 1)

Exécution de 1 plan stratégique de la Commission nationale des droits de l'homme pour la période 2018-2020 et obtention, par la Commission, du

Non

L'instabilité et la transition politiques ont entraîné des retards importants, en raison des changements d'interlocuteurs nationaux et des capacités limitées dont disposait le pays pour achever les rapports

Objectif atteint

La Commission nationale des droits de l'homme a mené 80 % des activités prévues dans son plan stratégique pour la période 2018-2020 et présenté sa candidature pour

statut « A » conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 1 ; 2020/21 : la Commission nationale des droits de l'homme obtient le statut « A »)

Publication par les organisations de la société civile, en particulier celles présentes dans le centre du pays, de rapports accessibles au public sur les questions relatives aux droits humains (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 1 déclaration publiée ; 2020/21 : 2)

Nombre de missions de surveillance de la situation des droits humains menées par les institutions nationales et les organisations de la société civile, conformément aux normes internationales (2020/21 : 2)

Nombre de clubs des droits humains pleinement opérationnels au Mali (2019/20 : 23 créés mais non opérationnels ; 2020/21 : 10 opérationnels)

Application progressive de la loi nationale sur la violence fondée sur le genre (2018/19 : élaboration du projet de loi ; 2019/20 : le projet de loi n'est pas adopté ; 2020/21 : poursuite du plaidoyer en faveur de la ratification de la loi et appui à la diffusion de la loi ratifiée)

Validation par le Gouvernement malien du projet de plan d'action relatif au communiqué conjoint sur les violences sexuelles liées aux conflits et exécution progressive de ce plan (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : plan d'action validé ; 2020/21 : plan d'action validé et partiellement exécuté)

obtenir le statut « A » au Sous-Comité d'accréditation de l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme

La MINUSMA met en œuvre un projet visant à aider 16 organisations de défense des droits humains à rédiger et à publier des rapports sur la situation des droits humains dans diverses régions du pays, notamment dans le centre. Dans ce cadre, 1 formation d'une semaine sur la surveillance et l'établissement de rapports a été dispensée à 55 membres de ces organisations de la société civile. Toutefois, aucun rapport n'a encore été publié

Objectif atteint

Cette activité a été reportée à octobre 2021, les écoles ayant été fermées dans tout le pays en raison de l'instabilité politique et de la détérioration des conditions de sécurité, ainsi que des mesures de prévention de la pandémie de COVID-19 qui ont posé de nouveaux défis en matière d'apprentissage dans les endroits les plus reculés

Objectif atteint

Objectif atteint

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui, non
ou nombre Observations

Renforcement de la capacité de la Commission nationale des droits de l'homme de s'acquitter de son mandat grâce à la participation à des réunions techniques et à l'organisation de 3 sessions de formation à l'intention de ses membres et de son personnel

Oui

6 Sessions de formation et réunions techniques ont été organisées avec la Commission nationale des droits de l'homme

Ce chiffre, supérieur aux prévisions, tient au fait qu'il a fallu respecter les mesures de prévention de la pandémie de COVID-19 prises au niveau national et diviser les ateliers en sessions de 50 personnes

Organisation de 2 ateliers visant à aider les autorités maliennes à élaborer au moins 2 rapports périodiques et à les soumettre aux organes conventionnels concernés, pour faire en sorte qu'elles coopèrent davantage avec les mécanismes des Nations Unies créés en vertu d'un instrument international relatif aux droits de l'homme	Non	L'instabilité politique a entraîné des retards au sein du comité interministériel et des organes conventionnels concernés et a interrompu l'élaboration des 2 rapports
Renforcement, dans le cadre d'un programme de formation d'une semaine, de la capacité des institutions nationales, des organisations de la société civile et des défenseurs des droits humains de surveiller et de signaler les violations des droits humains et les atteintes à ces droits, conformément aux normes internationales applicables	Oui	
Renforcement des capacités des clubs des droits humains en collaboration avec le Ministère de la justice et grâce à une série de sessions de formation et à un soutien logistique	Non	Cette activité a été reportée à octobre 2021, les écoles ayant été fermées dans tout le pays en raison de l'instabilité politique et de la détérioration des conditions de sécurité, ainsi que des mesures de prévention de la pandémie de COVID-19 qui ont posé de nouveaux défis en matière d'apprentissage dans les endroits les plus reculés
Tenue de 3 ateliers à l'intention du personnel des ministères clés et des parlementaires pour faciliter la ratification et la diffusion de la loi sur la violence fondée sur le genre	2	Ateliers Ce chiffre moins élevé que prévu tient au fait que l'Assemblée nationale a été dissoute à la suite du coup d'État d'août 2020
Maintien d'une permanence téléphonique à l'intention des victimes et témoins de violences sexuelles et fondées sur le genre, et application d'instructions permanentes permettant de lutter efficacement contre les violences sexuelles liées aux conflits	Oui	
Organisation de 1 atelier de validation du plan d'action relatif au communiqué conjoint sur les violences sexuelles liées aux conflits et de 2 sessions visant à examiner l'exécution de ce plan afin de renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux	Non	Ce résultat inférieur aux prévisions s'explique par le licenciement d'interlocuteurs nationaux clés à la suite de l'instabilité politique qui a régné en août 2020 et en mai 2021

Réalisation escomptée 3.3 : Le mécanisme et le processus de justice transitionnelle du Mali fonctionnent conformément aux normes en matière de droits humains, et les autorités compétentes, y compris les autorités non judiciaires, sont mieux à même de lutter contre l'impunité des auteurs de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Nombre de missions dirigées par les équipes mobiles de la Commission vérité, justice et réconciliation pour recueillir les dépositions des témoins et des victimes, notamment des femmes et des enfants (2018/19 : 6 équipes mobiles mises sur pied ; 2019/20 : 1 ; 2020/21 : 40)

Objectif atteint

Augmentation du nombre de dépositions de témoins examinées par la Commission vérité, justice et réconciliation (2018/19 : 10 000 ; 2019/20 : 13 117 ; 2020/21 : 18 000)

Augmentation du nombre de cas ayant fait l'objet d'une enquête par la Commission vérité, justice et réconciliation (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 8 ; 2020/21 : 5)

Augmentation du nombre (ventilé par sexe) de victimes qui participent aux audiences publiques de la Commission vérité, justice et réconciliation (2018/19 : sans objet ; 2019/20 : 13 ; 2020/21 : 48)

La Commission vérité, justice et réconciliation a recueilli 21 347 dépositions

Ce chiffre plus élevé que prévu tient au fait que, avec le soutien de la MINUSMA, les deuxième et troisième audiences publiques de la Commission ont reçu une plus grande couverture médiatique, ce qui a incité davantage de victimes à se manifester et à témoigner

Au total, 14 enquêtes sont en cours, notamment sur les faits emblématiques survenus à Ogossogou et à Sobane Da, sur les actes de répression accomplis lors du référendum de 1974 et sur les manifestations d'étudiants universitaires de 1974 et 1991

Ce chiffre supérieur aux prévisions s'explique par le fait que le mandat de la Commission vérité, justice et réconciliation a été prorogé plusieurs fois et modifié pour qu'elle puisse enquêter sur de nouveaux événements après avoir exécuté son mandat initial. De plus, les enquêtes sur des faits emblématiques concernent plusieurs cas de violations des droits humains et d'atteintes à ces droits

En tout, 26 victimes y ont participé

Ce chiffre inférieur aux prévisions s'explique par l'instabilité politique, qui a fait que moins d'audiences publiques que prévu ont été organisées et que moins de victimes ont donc pu y participer

Produits prévus

*Produit(s)
exécuté(s) :
oui, non
ou nombre Observations*

Fourniture d'un appui technique aux fins de l'exécution du mandat de la Commission vérité, justice et réconciliation, conformément aux normes internationales et en complémentarité avec le système judiciaire national et d'autres mécanismes d'enquête

Oui

Fourniture d'un soutien logistique à la Commission vérité, justice et réconciliation dans l'organisation d'audiences publiques, la conduite de missions d'enquête et le déploiement d'équipes mobiles, et appui à l'application de la stratégie de communication et de sensibilisation mise en place par la Commission dans le cadre du mécanisme de réparations en faveur des victimes

Oui

Fourniture de conseils techniques à la Commission vérité, justice et réconciliation dans le cadre des activités qu'elle mène à Bamako et sur le terrain en ce qui concerne les questions de genre, notamment la prise en compte de ces questions

Oui

Fourniture d'un appui aux acteurs concernés, notamment aux magistrats, aux autorités judiciaires et non judiciaires, y compris le Pôle judiciaire

Oui

spécialisé de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, afin de les rendre mieux à même de traiter les cas de violations graves des droits humains et d'atteintes à ces droits, notamment par la mise en place d'un mécanisme de protection des victimes, des témoins et des sources

Organisation, en collaboration avec l'Institut international des droits de l'homme, de 1 séminaire d'une semaine sur le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme axé sur la protection des droits humains à l'intention des membres de la Cour constitutionnelle, des magistrats, des fonctionnaires et des représentants de la société civile, en particulier dans le centre du pays

Oui

Composante 4 : rétablissement de l'autorité de l'État, stabilisation et état de droit dans le centre et le nord du Mali

44. Au cours de l'exercice considéré, la Mission a adapté son action en vue de favoriser l'exécution du mandat et de faciliter le rétablissement et l'extension des autorités nationales dans le contexte de la transition politique et conformément aux dispositions de l'accord de paix. Elle a pris des mesures visant à faciliter le rétablissement de l'état de droit et a notamment mené des activités de réhabilitation, de formation et d'encadrement, fourni du matériel et lancé des programmes d'information et des actions de sensibilisation, et s'est employée tout particulièrement à favoriser le rétablissement et l'exercice efficace de l'autorité de l'État, y compris les instances provisoires, aux niveaux des régions, des cercles administratifs et des municipalités, en étroite coopération avec le Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation. Toutefois, durant l'exercice considéré, le nombre d'administrateurs civils présents sur leur lieu d'affectation a diminué par rapport à l'exercice précédent (seulement 17 % étaient présents en juin 2021). L'absence de représentants de l'État dans les régions a créé un vide sécuritaire, les mouvements armés non étatiques continuant d'y assurer seuls la sécurité, ce qui continue d'entraver le rétablissement de l'autorité de l'État.

45. La Mission a contribué à renforcer l'état de droit et la gouvernance démocratique des institutions chargées de la sécurité en aidant ces institutions à renforcer leurs capacités fonctionnelles dans les domaines judiciaire et pénitentiaire et notamment en leur fournissant des conseils techniques et des services spécialisés. Elle a par exemple aidé les forces de police nationales à collecter des éléments de preuve et à utiliser des outils de criminalistique aux fins de la protection des lieux de crime, ainsi qu'à créer et à mettre en service une base de données devant permettre de suivre les actes criminels. De plus, des conseils techniques et un appui à la prise en compte des questions de genre ont été fournis au Ministère de la sécurité et de la protection civile en vue de l'élaboration de programmes de formation et d'une stratégie de lutte contre la grande criminalité transnationale organisée. En outre, la Mission a continué de fournir un appui logistique et technique en vue d'améliorer la sécurité et les conditions de travail des fonctionnaires et du personnel judiciaires, de même que la sécurité et la gestion des prisons, y compris celles qui accueillent des détenus soupçonnés ou déclarés coupables d'infractions graves ou d'infractions liées au terrorisme. Le renforcement des capacités des autorités judiciaires a permis, par exemple, à la Cour d'assises de Bamako de mener à bien 12 procès liés au terrorisme, à l'issue desquels 28 accusés ont été reconnus coupables et condamnés à la prison à

vie et 1 a été acquitté. Cela porte à 176 le nombre de personnes soupçonnées de terrorisme à avoir été jugées depuis que le Pôle judiciaire spécialisé est devenu opérationnel en 2017, avec l'appui de la MINUSMA, lors de procès qui se sont traduits par 143 condamnations et 33 acquittements. Le 24 mars 2021, une étape décisive a été franchie : la Cour d'assises a déclaré une personne coupable dans une affaire concernant deux attaques perpétrées contre le personnel de la MINUSMA à Bamako en 2015. Un soldat de la paix avait été tué, le 25 mai 2015, lors d'une de ces attaques. Il s'agit du premier verdict de culpabilité rendu directement au Mali pour le meurtre d'un soldat de la paix. Des efforts ont également été déployés pour remédier à l'absence de progrès substantiels dans la poursuite des auteurs des actes de violence sexuelle liée aux conflits commis pendant la crise de 2012-2013.

46. La Mission a également appuyé le renforcement des capacités des autorités nationales et locales, en formant et en encadrant le personnel pénitentiaire du pays afin de l'aider à intervenir plus efficacement en cas d'incident et d'améliorer les conditions de détention et le traitement des prisonniers, conformément aux normes internationales. Il est essentiel de garantir des conditions de détention humaines et de mettre l'accent sur la réadaptation et la réintégration des prisonniers si l'on veut faire échec à la radicalisation dans les prisons. En collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, la MINUSMA a aidé les autorités maliennes à mettre en œuvre le plan d'action visant à prévenir l'extrémisme violent dans les établissements pénitentiaires. Elle a également continué à appuyer l'action menée à l'échelle nationale en vue de renforcer la sécurité des prisons et de prévenir et de combattre l'extrémisme violent dans ces établissements, notamment en fournissant des outils pour détecter et évaluer les risques et la radicalisation.

47. En coordination avec les partenaires de l'équipe de pays des Nations Unies, la Mission a en outre exécuté des projets à effet rapide relatifs aux dividendes de la paix visant à favoriser la prestation au niveau national de services publics de base et de moyens de subsistance, la création d'activités génératrices d'emplois (par exemple, la formation professionnelle), ainsi que la construction de petites infrastructures, en vue de contribuer à renforcer les institutions nationales. Ces projets financés au moyen de ressources budgétaires mises en recouvrement ont été exécutés en coordination avec des projets complémentaires relatifs aux dividendes de la paix qui sont financés par le Fonds d'affectation spéciale pour la paix et la sécurité au Mali. Les projets ont permis de répondre aux besoins immédiats des communautés en matière de relèvement et continuent d'aider la Mission à instaurer la confiance avec les populations locales, ce qui contribue directement à la prévention des conflits et au rétablissement de l'autorité de l'État.

48. Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de paix, la Mission a également offert une assistance technique et des bons offices aux fins du renforcement des capacités, l'objectif étant de favoriser le déploiement de procureurs, de juges et d'agents pénitentiaires dans le centre et le nord du Mali afin d'améliorer l'intégrité judiciaire et de faire en sorte que les institutions judiciaires soient accessibles à l'ensemble de la population. Au cours de l'exercice considéré, les progrès ont toutefois été entravés par l'impasse dans laquelle se trouvait le Ministère de la justice et des droits de l'homme en ce qui concernait l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie nationale visant à accroître l'accès à la justice et à la représentation en justice. La Mission a également continué d'apporter un appui technique aux mécanismes de justice traditionnels, notamment dans le cadre de la mise en place d'un cadre législatif visant à harmoniser le rôle des systèmes de justice traditionnelle et formelle, l'objectif étant d'accroître l'accès à la justice tout en étendant l'autorité de l'État et l'état de droit.

Réalisation escomptée 4.1 : Rétablissement de l'autorité de l'État dans ses fonctions essentielles, stabilisation et services décentralisés dans le centre et le nord du Mali

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Nombre de représentants de l'État ayant regagné leurs lieux d'affectation respectifs dans les régions du nord, à la fois à l'échelle des cercles et des arrondissements (sur un total de 195 postes : 2018/19 : 30 % des postes étaient occupés ; 2019/20 : 20 % ; 2020/21 : 30 %)

Au total, 17 % des représentants de l'État ont regagné leur lieu d'affectation

Ce pourcentage moins élevé que prévu s'explique par la dégradation des conditions de sécurité dans le centre et le nord du Mali, la pandémie de COVID-19 et la grève de 3 mois des administrateurs civils, qui ont empêché les représentants de l'État de regagner leur lieu d'affectation dans les régions du nord et du centre du pays

Mise en œuvre de plans d'action prioritaires au niveau des régions, des cercles et des communes (2018/19 : 5 au niveau des régions ; 2019/20 : 5 au niveau des régions et 21 au niveau des cercles ; 2020/21 : 5 au niveau des régions, 24 au niveau des cercles et 49 au niveau des communes)

Objectif atteint

Nombre de projets relatifs aux dividendes de la paix mis en œuvre, notamment dans le domaine du renforcement des capacités eu égard à la Mission et aux tâches à remplir, de la cohésion sociale et du règlement des conflits inter/intracommunautaires, des institutions chargées de la sécurité et de l'état de droit, de la mise en service et de l'efficacité des autorités nationales, ainsi que de l'appui au processus de paix (2018/19 : 152 ; 2019/20 : 113 ; 2020/21 : 150)

Au cours de l'exercice considéré, 132 projets relatifs aux dividendes de la paix ont été exécutés

Ce chiffre inférieur aux prévisions s'explique par le retard pris par les interlocuteurs locaux dans l'élaboration et l'approbation des projets en raison du fort taux de renouvellement du personnel enregistré entre septembre 2020 et mai 2021

Produits prévus

Produit(s)
exécuté(s) :
oui, non
ou nombre Observations

Appui au rétablissement de l'autorité de l'État dans le centre du pays par le renforcement des capacités des fonctionnaires de l'État, le soutien logistique et la fourniture d'infrastructures dans le cadre de projets à effet rapide

Oui

8 Projets à effet rapide ont été lancés

Fourniture de conseils techniques dans le cadre de réunions trimestrielles organisées avec le Ministère de l'administration territoriale et de la décentralisation en vue de passer en revue les progrès accomplis dans le rétablissement et l'extension de l'autorité de l'État dans le nord et le centre du Mali et d'examiner les documents stratégiques de base sur les cadres de développement local

Oui

Mise en œuvre et coordination par la Mission de 110 projets à effet rapide visant à concourir directement à l'application de l'accord de paix ou à répondre à des besoins particuliers dans le centre du pays, sur la base d'une analyse approfondie du conflit, conformément aux priorités et plans nationaux et régionaux du Mali et au cadre stratégique intégré, et en fonction de l'évolution du contexte

109 Projets à effet rapide

Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par l'augmentation des coûts par projet, qui est due aux mesures de prévention de la pandémie et d'atténuation de ses effets qui ont été adoptées et aux fluctuations des taux de change

Fourniture de bons offices et de conseils stratégiques, dans le cadre de réunions mensuelles de coordination avec les autorités nationales et régionales, l'équipe de pays des Nations Unies, les partenaires techniques et financiers et la société civile visant à mettre en œuvre les projets relatifs aux dividendes de la paix qui appuient la stabilisation, y compris le renforcement des initiatives menées conjointement par la MINUSMA et l'équipe de pays des Nations Unies, en consultation avec les autorités du pays, compte tenu de la vulnérabilité aux conflits, des préoccupations liées aux questions de genre et des avantages comparatifs des différents partenaires (capacités, spécialités, présence sur le terrain)

Mise en place de 20 groupes de travail avec le Gouvernement et les partenaires humanitaires et de développement sur la mise en œuvre des composantes socioéconomiques de l'accord de paix, notamment pour faciliter le recensement conjoint des activités de développement dans les régions du nord grâce à la base de données Synergie-Nord

Mobilisation de ressources supplémentaires pour le Fonds d'affectation spéciale pour la paix et la sécurité au Mali, conformément au cadre stratégique intégré et en maintenant un contact régulier avec les donateurs pour continuer de soutenir la mise en œuvre de l'accord de paix, le rétablissement de l'autorité de l'État et la consolidation d'une paix durable et de la cohésion sociale au moyen d'activités multidimensionnelles de stabilisation

Organisation de 6 ateliers de renforcement des capacités en vue de l'élaboration et de la mise à jour coordonnées et sans exclusive, par les services techniques des administrations de Ménaka, de Taoudenni, de Kidal, de Gao, de Tombouctou et de Mopti, de plans d'action prioritaire pour ces régions qui tiennent compte de la vulnérabilité aux conflits et des préoccupations liées aux questions de genre

48 Réunions de coordination ont été organisées, dont 28 à Bamako

33 Groupes de travail
Ce chiffre a été plus élevé que prévu en raison du resserrement de la collaboration entre les équipes régionales et les partenaires locaux, notamment pendant la période d'instabilité politique accrue

3 Contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la paix et la sécurité au Mali et au Fonds pour la consolidation de la paix

Non En raison de l'instabilité politique, la Mission a jugé que la mise en œuvre de ce produit était problématique et a réorienté les ressources vers des activités d'appui aux réunions du groupe de travail avec le Gouvernement et les partenaires humanitaires et de développement sur la mise en œuvre des composantes socioéconomiques de l'accord de paix

Réalisation escomptée 4.2 : Renforcement des institutions judiciaires afin qu'elles puissent fournir des services judiciaires de base, faire respecter l'état de droit, augmenter la confiance de la population dans le système de justice et appliquer les normes internationales relatives aux droits humains

Indicateurs de succès prévus

Renforcement des institutions judiciaires afin qu'elles puissent fournir des services judiciaires de base, faire respecter l'état de droit et appliquer les normes internationales relatives aux droits humains

Mise en œuvre, par le Ministère de la justice, d'une réforme législative sur l'accès à la justice et la

Indicateurs de succès effectifs

La Mission n'a pas pu atteindre pleinement cet objectif en raison de l'instabilité politique et des contraintes liées à la pandémie, qui ont considérablement entravé les échanges avec les interlocuteurs nationaux et les acteurs du secteur judiciaire

Le projet de loi sur l'aide judiciaire et juridique est en cours d'examen

représentation juridictionnelle (2018/19 : réforme législative pas mise en œuvre ; 2019/20 : réforme législative pas mise en œuvre ; 2020/21 : réforme législative adoptée)

Progrès réalisés dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de réforme de la justice (2018/19 : aucun progrès ; 2019/20 : aucun progrès ; 2020/21 : 40 % des activités relevant du programme de suivi du programme des opérations d'urgence sont exécutées)

Mise en œuvre d'un schéma présentant les rôles respectifs des mécanismes de justice traditionnelle (système des cadis) et du système de justice formelle, ainsi que les relations entre ceux-ci (2018/19 : législation-cadre établie ; 2019/20 : aucun progrès ; 2020/21 : schéma mis en œuvre)

Sensibilisation accrue aux droits fondamentaux et aux obligations juridiques dans le cadre du système de justice formelle, et facilité d'accès aux textes juridiques internationaux et nationaux (2018/19 : 80 textes juridiques nationaux publiés sur le site Web officiel du Ministère de la justice ; 2019/20 : 87 textes juridiques nationaux existants et 100 % des nouveaux textes juridiques publiés sur le site Web officiel du Ministère de la justice ; 2020/21 : 100 % des nouveaux textes juridiques publiés sur le site Web officiel du Ministère de la justice)

Des progrès ont été réalisés dans l'exécution des activités prévues par la loi d'orientation et de programmation du secteur de la justice

Aucun progrès n'a été réalisé dans la mise en œuvre du schéma, des retards ayant été enregistrés dans l'adoption de la loi du fait de l'instabilité politique et le processus législatif ayant ainsi été retardé

Objectif atteint

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) :		Observations
	oui, non ou nombre		
Fourniture de conseils et d'un appui technique au Ministère de la justice aux fins de la mise en œuvre de la réforme de la justice à l'échelle nationale	Oui		
Fourniture d'un appui technique aux mécanismes de justice traditionnels, y compris la mise en place d'un cadre législatif visant à harmoniser le rôle des systèmes de justice traditionnelle et formelle, des activités de renforcement des capacités des acteurs de la justice traditionnelle, un appui à l'entrée en fonction des acteurs de la justice traditionnelle et aux activités de sensibilisation et de renforcement des capacités à Bamako et dans les régions (12 séances de sensibilisation, 5 sessions de formation et 4 ateliers) à l'intention des interlocuteurs gouvernementaux, des acteurs traditionnels et formels et de la société civile en ce qui concerne le rôle des systèmes de justice formelle et traditionnelle	7	Séances de sensibilisation	Ce chiffre inférieur aux prévisions s'explique par les retards pris dans le processus législatif, qui ont entraîné le report d'activités à la demande du Gouvernement
	Non	Aucune session de formation	Cette activité a été reportée à la demande du Gouvernement car le processus législatif avait à peine démarré
	2	Ateliers	Ce chiffre moins élevé que prévu tient au fait que des activités ont été reportées à la demande du Gouvernement en raison du retard pris dans l'adoption de la loi
Organisation, à Bamako et dans le nord et le centre du pays, de 20 sessions consultatives à l'intention	22	Sessions consultatives et réunions ont été	organisées avec les autorités judiciaires,

des juges, des procureurs et d'autres fonctionnaires de l'appareil judiciaire et des tribunaux sur les normes, les techniques et les pratiques exemplaires en matière de justice pénale aux niveaux national et international

notamment au sujet de la déontologie judiciaire, de l'éthique et de la conception et de l'organisation des activités futures

Apport d'un appui technique aux fins de la mise en œuvre du programme de formation des agents et des responsables pénitentiaires portant, notamment, sur l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et les Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes, dans le cadre de 2 sessions de formation des formateurs

Oui

Renforcement du cadre de coordination à l'intention des parties prenantes de l'appareil de justice pénale dans les régions de Gao, de Mopti et de Tombouctou, notamment au moyen d'activités de conseil et d'appui technique

Oui

Fourniture d'un appui et de conseils techniques au Ministère de la justice et aux parties prenantes du cadre de coordination pour la justice pénale à Bamako et dans les régions de Gao, de Mopti et de Tombouctou, grâce à 2 activités de sensibilisation à la mise en œuvre de la stratégie nationale de réforme de la justice

- 1 Forum de sensibilisation à l'article 46 de l'accord de paix a été organisé avec les parties prenantes du cadre de coordination pour la justice pénale à Tombouctou
- 1 Activité de sensibilisation qui devait se tenir à Mopti a été reportée à l'exercice 2021/22 à la demande des autorités judiciaires locales

Fourniture au Ministère de la justice d'un appui technico-législatif pour la réforme de la législation concernant l'assistance judiciaire, y compris 1 table ronde organisée aux fins de l'examen du projet de loi sur l'assistance judiciaire

Oui

Organisation de 10 activités de sensibilisation du public et émissions radio, y compris des débats et des entretiens avec des experts compétents en matière de législation nationale et de normes internationales relatives à la justice

- 10 Activités de sensibilisation
- 1 Émission radio sur les normes nationales et internationales en matière de justice et de détention a été réalisée à Kidal

Suivi d'environ 10 affaires pénales portant sur des crimes graves, y compris des décès parmi le personnel de maintien de la paix

- 104 Affaires pénales ont été suivies, notamment les affaires portées devant la Cour d'assises de Bamako (2 audiences) et de Mopti (2 audiences), ainsi que 62 affaires liées au terrorisme et 34 affaires pénales, dont 7 considérées comme des « affaires communautaires »

Ce chiffre supérieur aux prévisions s'explique par l'importance que revêt ce volet du mandat de la Mission. La mise en place à Mopti d'une équipe spéciale sur l'état de droit chargée de suivre les cas emblématiques recensés dans le centre du pays a contribué à ce résultat

Fourniture au Ministère de la justice d'un appui technique destiné à augmenter le nombre de décisions prises par le mécanisme de contrôle compétent pour donner suite aux plaintes relatives à des affaires portant sur l'intégrité des juges

Oui

Réalisation escomptée 4.3 : Renforcement des acteurs de la justice pénale aux fins de lutter contre l'impunité et d'améliorer le fonctionnement des tribunaux et des prisons

Indicateurs de succès prévus

Indicateurs de succès effectifs

Progrès accomplis dans le renforcement de la sécurité des prisons où sont détenus des individus accusés ou déclarés coupables d'actes de terrorisme ou relevant de la criminalité organisée, grâce au renforcement des mesures de sécurité personnelle et des capacités et connaissances des autorités nationales et locales et des responsables de l'administration pénitentiaire (2018/19 : plans de sécurité élaborés et exercices de simulation organisés dans 4 prisons ; 2019/20 : 4 prisons du centre et du nord renforcées ; 2020/21 : 5 prisons renforcées)

Objectif atteint

Progrès réalisés dans la prestation de services de sécurité pour des tribunaux et leur personnel (2018/19 : une politique nationale de protection des tribunaux et de leur personnel est adoptée et des mesures de sécurité sont progressivement mises en œuvre dans le centre et le nord ; 2019/20 : 6 tribunaux renforcés ; 2020/21 : des mesures de sécurité sont mises en œuvre dans 6 tribunaux dans le centre et le nord)

Au total, 2 tribunaux (à Tombouctou et à Diré) ont été dotés d'infrastructures et de matériel de sécurité. La procédure administrative concernant la fourniture de matériel de sécurité au nouveau tribunal de Djenné a été lancée. Une mission d'évaluation de la sécurité du personnel du tribunal de Bandiagara a été reportée en raison des manifestations contre la MINUSMA qui se tenaient à cet endroit

Le nombre de tribunaux dans lesquels des mesures de sécurité ont été mises en œuvre a été moins élevé que prévu en raison de l'insécurité qui régnait dans le nord et le centre du pays, et de retards dans la procédure administrative concernant la fourniture de matériel de sécurité au tribunal de Djenné

Les tribunaux dans les régions de Gao, de Tombouctou et de Kidal ainsi que dans les districts de Mopti sont pleinement opérationnels (bâtiments ouverts, personnel présent, affaires en cours d'instruction) (2018/19 : 13 ; 2019/20 : 14 ; 2020/21 : 16)

Au total, 14 tribunaux étaient opérationnels dans les régions de Gao, de Tombouctou et de Mopti

Par ailleurs, 7 tribunaux relocalisés opérant à partir de Gao, de Tombouctou et de Mopti étaient partiellement opérationnels si l'on considérait la viabilité des infrastructures, le déploiement du personnel judiciaire et les audiences tenues

Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par l'insécurité régnant dans le nord et le centre du pays

Les prisons des régions de Gao, de Tombouctou, de Kidal et de Mopti et les prisons pour détenus à haut risque de Bamako, de Koulikoro et de Dioïla restent pleinement opérationnelles (bâtiments ouverts, personnel et détenus présents) (2018/19 : 11 ; 2019/20 : 11 ; 2020/21 : 16)

Au total, 11 prisons couvrant les régions de Mopti, de Gao et de Tombouctou étaient opérationnelles

Ce chiffre est inférieur aux prévisions car les mauvaises conditions de sécurité ont fait obstacle au déploiement de personnel dans les autres prisons

Augmentation du pourcentage de magistrats et d'autres autorités judiciaires présents en permanence dans le nord et le centre (2020/21 : 70 %)

Nombre de juges d'instruction formés et certifiés dans le nord et le centre (2020/21 : 50)

Augmentation du nombre de procès pour crimes graves aboutissant à des jugements et à des condamnations (2020/21 : 10)

Une politique pénale sans exclusive est formulée, adoptée et mise en œuvre (2020/21 : 1)

Augmentation du nombre d'initiatives concernant la réforme du système de justice militaire (2020/21 : un débat sur la réforme du système de justice militaire est lancé et plusieurs affaires sont instruites et jugées)

Une infrastructure et du matériel sont mis à la disposition du Pôle judiciaire spécialisé de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée et de sa brigade d'enquête spécialisée, et des activités de renforcement des capacités sont menées à leur intention (2018/19 : formation de 100 % des agents au régime juridique et aux techniques d'enquête, fourniture à la brigade de matériel pour les enquêtes criminelles et lancement d'activités de construction ou de remise en état des bâtiments des antennes régionales de Mopti, de Gao et de Tombouctou ; 2019/20 : formation ou encadrement de 100 % des agents en matière d'enquêtes criminelles et de poursuites des auteurs d'infractions complexes et mise à la disposition des antennes régionales dans le centre et le nord du pays d'une infrastructure et de matériel ; 2020/21 : formation ou encadrement de 100 % des agents en matière d'enquêtes criminelles et de poursuites des auteurs d'infractions complexes et fourniture d'un appui à la création d'antennes régionales à Gao et à Tombouctou ainsi que d'infrastructures et de matériel à l'antenne régionale de Mopti)

84 % des membres des autorités judiciaires (magistrats et greffiers) en fonction dans le nord et le centre du pays étaient présents

Le nombre plus élevé que prévu de membres des autorités judiciaires considérés comme « présents » dans le nord et le centre du pays s'explique par l'interprétation qui est faite du mot « présence », à savoir la capacité de ces personnes à être suffisamment présentes pour fournir des services de justice (les magistrats relocalisés en raison de l'insécurité étant pris en compte)

Objectif atteint

Au total, 69 procès pour crimes graves, y compris pour des crimes liés au terrorisme, ont eu lieu

Ce chiffre supérieur aux prévisions s'explique par l'efficacité des activités de renforcement des capacités, d'appui technique et de soutien logistique

Le processus de consultation des partenaires nationaux en vue de l'élaboration de la politique a été lancé, et les retards enregistrés sont dus au fait que les déplacements des consultants recrutés ont été limités en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19

La mise en œuvre des initiatives de soutien technique a été retardée en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie et de problèmes administratifs internes

Objectif atteint

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre Observations
Appui à la sécurité des tribunaux et des prisons, notamment par des conseils, un appui technique et matériel (systèmes de vidéosurveillance et d'alarme), le renforcement des capacités et la sensibilisation des autorités nationales et locales et des agents de l'administration pénitentiaire, en particulier en ce qui concerne la détention des individus accusés ou déclarés coupables d'actes de terrorisme ou relevant de la criminalité organisée	Oui
Appui au Ministère de la justice et aux acteurs de la justice et de l'administration pénitentiaire aux fins de la mise en service intégrale de 16 tribunaux et de 16 prisons, par l'organisation d'activités d'assistance et de conseil, la mise à disposition de compétences spécialisées, l'appui technique et le renforcement des capacités (y compris 12 tables rondes/ateliers visant à renforcer les institutions de l'état de droit, y compris les juges d'instruction, dans le nord et le centre du pays, et 3 sessions de formation visant à accroître la capacité d'analyser les données carcérales concernant les prisonniers)	<p>Oui</p> <p>29 Ateliers</p> <p>Ce produit, supérieur aux prévisions, tient au fait qu'il a fallu respecter les mesures de prévention de la pandémie de COVID-19 prises au niveau national et diviser les ateliers en sessions de 50 personnes</p> <p>4 Sessions de formation ont été organisées en vue d'accroître la capacité d'analyser les données sur la justice et les prisons</p>
Apport d'une assistance technique au Ministère de la justice aux fins de l'élaboration d'une politique en matière de criminalité sans exclusive dans le cadre d'au moins 10 séances de travail	10 Séances de travail
Fourniture d'un appui technique à la Direction de l'administration pénitentiaire aux fins de la prévention de l'extrémisme violent et de la radicalisation en prison, notamment par l'organisation d'au moins 3 sessions de formation dans les prisons qui détiennent des prisonniers à haut risque et l'apport de conseils sur la mise en place de 1 mécanisme de détection des signes d'extrémisme violent en prison	<p>3 Ateliers de formation</p> <p>Des conseils ont été fournis aux fins de la mise en place de 2 mécanismes de détection des signes d'extrémisme violent en prison (un service chargé du renseignement et un système d'alerte rapide visant à détecter, à prévenir et éventuellement à combattre toutes les situations qui menacent la sécurité publique et la sécurité des prisons, y compris celles où sont détenues des personnes soupçonnées ou déclarées coupables d'actes de terrorisme)</p>
Fourniture d'un appui aux autorités judiciaires pour l'organisation d'au moins 6 audiences foraines dans le nord et le centre	<p>3 Audiences foraines</p> <p>Ce chiffre a été moins élevé que prévu en raison de mauvaises conditions de sécurité et de contraintes opérationnelles liées à la pandémie, de la détérioration de la situation de sécurité et de manifestations contre la MINUSMA, qui ont entravé les déplacements des audiences foraines</p>
Fourniture de conseils techniques à la chaîne pénale (police, justice, administration pénitentiaire) en matière de prise en compte des questions de genre dans le domaine des droits humains, à Bamako, à Tombouctou, à Gao, à Mopti, à Ménaka et à Kidal	<p>1 Séance de travail</p> <p>1 Atelier sur la violence fondée sur le genre</p>

Fourniture d'un appui technique en vue de l'entrée en activité à Bamako du Pôle judiciaire spécialisé et de sa brigade d'enquête, chargés de lutter contre l'impunité dont jouissent les auteurs d'infractions graves et déstabilisatrices : avis dispensés régulièrement en rapport avec les projets de loi et de réglementation, mise à disposition d'infrastructures et de matériel, et organisation, à l'intention de 55 enquêteurs et de 12 magistrats, d'activités mensuelles d'encadrement et de renforcement des capacités visant à améliorer la gestion des affaires, l'analyse criminelle et le déroulement des enquêtes	Oui	
Fourniture d'un appui technique en vue de la création et de la mise en activité de 3 bureaux régionaux du Pôle judiciaire spécialisé et de sa brigade d'enquête à Gao, à Mopti et à Tombouctou : mise à disposition d'infrastructures et de matériel et organisation, à l'intention des enquêteurs et des procureurs nouvellement déployés, d'activités d'encadrement et de renforcement des capacités visant à améliorer la collecte d'éléments de preuve et le déroulement des enquêtes	Oui	
Fourniture d'un appui logistique et technique, y compris un appui aux politiques et réglementations judiciaires, et fourniture de matériel spécifique et formation à leur utilisation en lien avec la création d'antennes de brigades d'enquête spécialisées dans le nord (Tombouctou) et le centre (Ségou et Mopti)	Oui	
Fourniture d'un appui technique en vue d'améliorer la coopération entre les Forces de défense et de sécurité maliennes et le Pôle judiciaire spécialisé en ce qui concerne la collecte d'éléments de preuve sur les champs de bataille et la transmission de ces éléments, dans le cadre d'activités de sensibilisation trimestrielles et d'activités d'appui et de plaidoyer menées en vue de l'adoption d'un cadre de coopération	Non	Les activités d'appui technique visant à améliorer la coopération entre les Forces de défense et de sécurité maliennes et le Pôle judiciaire spécialisé ont été reportées en raison de l'instabilité politique, qui rendait la coordination entre elles trop délicate

Composante 5 : appui

49. Durant l'exercice considéré, la composante Appui de la Mission a fourni des services efficaces et rationnels dans les domaines de la logistique, des finances et de l'administration et de la sécurité à des effectifs moyens réels de 14 519 membres du personnel en tenue et 1 780 membres du personnel civil, pour aider la Mission à s'acquitter de son mandat en exécutant les produits correspondants.

50. L'appui fourni a couvert tous les domaines : administration des ressources humaines, questions financières et budgétaires, communication de l'information, soins de santé, informatique et communications, transports, suivi et gestion de l'approvisionnement en rations, en carburant et en fournitures générales, et services de sécurité destinés à l'ensemble du personnel de la MINUSMA.

Réalisation escomptée 5.1 : Fourniture à la Mission de services d'appui rapides, efficaces, efficients et responsables

<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>
Pourcentage des heures de vol approuvées qui ont été utilisées (à l'exclusion des opérations de recherche et de sauvetage et des évacuations de malades ou de blessés) (2018/19 : 98,2 % ; 2019/20 : 63 % ; 2020/21 : ≥ 90 %)	68 % Ce pourcentage inférieur aux prévisions s'explique par le non-déploiement de 6 avions de renseignement, de surveillance et de reconnaissance et une réduction des vols réguliers en raison des mesures de prévention de la pandémie adoptées au cours de l'année
Pourcentage annuel moyen des postes autorisés soumis à un recrutement international qui ne sont pas pourvus (2018/19 : 10,1 % ; 2019/20 : 8 % ; 2020/21 : 8 % \pm 3 %)	7,2 % Ce pourcentage inférieur aux prévisions s'explique par la mise en œuvre de plans de recrutement et par les efforts déployés par la Mission pour pourvoir les postes vacants de longue date
Pourcentage annuel moyen de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international (2018/19 : 12 % ; 2019/20 : 27 % ; 2020/21 : ≥ 30 %)	30 %
Nombre moyen de jours nécessaires au recrutement sur une liste de réserve jusqu'à la sélection des candidats, pour tous les postes soumis à recrutement international (2018/19 : 57 jours ; 2019/20 : 72 jours ; 2020/21 : ≤ 120 jours civils à partir de la publication des avis de vacance pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7)	109 jours
Nombre moyen de jours nécessaires au recrutement par voie d'avis de vacance de poste spécifiques, de la date limite de dépôt des candidatures à la sélection des candidats, pour les postes soumis à recrutement international (2018/19 : 252 jours ; 2019/20 : 316 jours ; 2020/21 : ≤ 120 jours civils à partir de la publication des avis de vacance pour les postes de classe P-3 à D-1 et FS-3 à FS-7)	353 jours Ce nombre de jours plus élevé que prévu est dû au fait que les responsables des postes à pourvoir ont dû exercer avant tout leurs fonctions premières ou leurs fonctions d'appui dans la Mission, situation qui a été exacerbée par les restrictions imposées et les problèmes de santé survenus en raison de la pandémie de COVID-19
Note globale dans le tableau de bord d'évaluation environnementale de l'Administration (2018/19 : 57 % ; 2019/20 : 69 % ; 2020/21 : 100 %)	71 % Cette note inférieure aux prévisions s'explique par la non-utilisation d'énergies renouvelables (et les fortes émissions de gaz à effet de serre qui en résultent), le nombre limité d'études énergétiques réalisées sur les sites, le risque résiduel et le manque de ressources humaines disponibles pour mener les activités de traitement des eaux usées, ainsi que certaines lacunes dans les pratiques de gestion des déchets
Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés selon les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) (2018/19 : 87,7 % ; 2019/20 : 97 % ; 2020/21 : ≥ 95 %)	98 %
Respect de la politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain	72,5 %

(2018/19 : 52,5 % ; 2019/20 : 70 % ; 2020/21 : 100 %)	Ce pourcentage est inférieur aux prévisions car le comité de la sécurité et de la santé au travail n'a pas été créé
Note globale concernant l'indice de performance de l'Administration en matière de gestion du matériel, sur la base de 20 indicateurs clés de résultats (2018/19 : 1 492 ; 2019/20 : 1 614 ; 2020/21 : $\geq 1 800$)	1 668 Ce score moins élevé que prévu tient au retard pris dans la cession des biens et le rapprochement des stocks
Écart par rapport au plan de gestion de la demande : quantités prévues, commandes passées en temps voulu, délais de livraison (2018/19 : 19,5 % ; 2019/20 : 6,7 % ; 2020/21 : ≤ 20 %)	28,3 % Cet écart plus élevé que prévu tient aux diverses acquisitions qui ont été réalisées, principalement pour répondre aux besoins en matière d'ingénierie et de technologies, et en partie pour faire face aux effets de la pandémie de COVID-19
Pourcentage, au 30 juin, de membres des contingents dont l'hébergement est fourni par l'ONU et est conforme aux normes, comme prévu dans les mémorandums d'accord (2018/19 : 93 % ; 2019/20 : 100 % ; 2020/21 : 100 %)	100 %
Respect par les fournisseurs des normes de l'ONU relatives à la livraison et à la qualité des rations ainsi qu'à la gestion des stocks (2018/19 : 96 % ; 2019/20 : 98 % ; 2020/21 : ≥ 95 %)	97 %

Produits prévus	Produit(s) exécuté(s) : oui, non ou nombre	Observations
-----------------	---	--------------

Amélioration des services

Exécution du plan d'action environnemental de la Mission, conformément à la stratégie environnementale de l'Administration	Oui
Appui à la mise en œuvre de la stratégie et du plan détaillé de gestion de la chaîne d'approvisionnement de l'Administration	Oui
Application de structures de logements normalisées pour les missions	Oui

Audit, contrôle des risques et conformité

Suite donnée aux recommandations d'audit en souffrance ayant été acceptées par la direction	52	Recommandations du Bureau des services de contrôle interne sur 94 ont été appliquées
	42	Recommandations du Bureau des services de contrôle interne sont en cours d'application
	51	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes sur 91 ont été appliquées
	40	Éléments à l'appui du classement des recommandations du Comité des commissaires aux comptes ont été présentés à celui-ci pour examen

Services de transport aérien

Exploitation et entretien de 74 appareils (7 avions, 6 dispositifs habités de renseignement, de reconnaissance et de surveillance, 36 hélicoptères et 25 drones aériens dans 11 systèmes d'aéronefs non habités)

19 733 heures de vol prévues assurées (dont 10 319 effectuées par des prestataires commerciaux et 9 414 par des prestataires militaires) pour tous types de services (transport de passagers, fret, patrouilles et observation, missions de recherche et de sauvetage, et évacuations de malades et de blessés)

Contrôle du respect des normes de sécurité aérienne pour 74 appareils, ainsi que pour 17 aéroports et sites d'atterrissage

7 Avions

Non Aucun dispositif habité de renseignement, de surveillance et de reconnaissance

Ce chiffre moins élevé que prévu tient au non-déploiement de 6 avions de renseignement, de reconnaissance et de surveillance, un pays fournisseur de contingents n'ayant pas pu honorer l'engagement pris de les livrer et la procédure d'acquisition dans le commerce de matériel de remplacement ayant été trop lente

25 Hélicoptères

Ce chiffre est inférieur aux prévisions en raison du non-déploiement de 1 hélicoptère d'attaque, des pays fournisseurs de contingents n'ayant pas pu honorer l'engagement pris de les livrer

17 Drones aériens

7 Systèmes d'aéronefs non habités

Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par le non-déploiement, à Kidal et Tombouctou, de drones moyenne altitude longue endurance à court rayon d'action en raison des difficultés rencontrées pour se les procurer auprès de fournisseurs civils

11 684 Heures de vol totales

7 920 Heures de vol assurées par des prestataires commerciaux

3 764 Heures de vol assurées par des prestataires militaires

Ce chiffre moins élevé que prévu tient au non-déploiement de 6 avions de renseignement, de reconnaissance et de surveillance, un pays fournisseur de contingents n'ayant pas pu honorer l'engagement pris de les livrer et la procédure d'acquisition dans le commerce de matériel de remplacement ayant été trop lente

49 Appareils

Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique comme suit : a) 6 avions de renseignement, de reconnaissance et de surveillance n'ont pas été déployés, un pays fournisseur de contingents n'ayant pas pu honorer l'engagement pris de les livrer et la procédure d'acquisition dans le commerce de matériel de remplacement ayant été trop lente ; b) des drones moyenne altitude

longue endurance à court rayon d'action n'ont pas été déployés à Kidal et Tombouctou en raison des difficultés rencontrées pour se les procurer auprès de fournisseurs civils

17 Aérodrômes et sites d'atterrissage

Budget, finances et communication de l'information

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services budgétaires, financiers et comptables concernant un budget de 1,2 milliard de dollars

1,2 Milliard de dollars (budget approuvé)

Services relatifs au personnel civil

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines à un effectif maximal autorisé de 1 941 civils (828 agents recrutés sur le plan international, 908 agents recrutés sur le plan national et 205 Volontaires des Nations Unies), notamment d'un appui en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement, la gestion des postes, l'établissement du budget et la gestion de la performance

1 764 Membres du personnel civil (effectif moyen)

767 Agents recrutés sur le plan international, dont 1 pour un emploi de temporaire (effectif moyen)

822 Agents recrutés sur le plan national (effectif moyen)

175 Volontaires des Nations Unies (effectif moyen)

Organisation d'activités de formation dans la zone de la Mission (bénéficiaires : 2 312 membres du personnel civil) et appui à la formation organisée à l'extérieur de la zone de la Mission (bénéficiaires : 295 membres du personnel civil)

2 004 Participants aux activités de formation organisées dans la zone de la Mission

Le nombre de bénéficiaires a été inférieur aux prévisions car des activités ont été annulées en raison des restrictions des déplacements liées à la pandémie de COVID-19

4 Participants aux activités de formation organisées à l'extérieur de la zone de la Mission

Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par les restrictions des déplacements liées à la pandémie

Appui au traitement de demandes d'autorisation de voyage présentées par des membres du personnel civil : 3 637 demandes de voyage dans la zone de la Mission et 387 demandes en dehors de la zone de la Mission à des fins autres que la formation et 218 demandes à des fins de formation

1 708 Demandes de voyage dans la zone de la Mission à des fins autres que la formation

Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par les restrictions des déplacements liées à la pandémie

192 Demandes de voyage en dehors de la zone de la Mission à des fins autres que la formation

Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par les restrictions des déplacements liées à la pandémie

28 Demandes de voyage à des fins de formation

Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par les restrictions des déplacements liées à la pandémie

Services d'ingénierie et de gestion des installations et des infrastructures

Services d'entretien et de réparation portant sur
24 installations de la Mission réparties entre 12 sites

Exécution de 26 projets de construction, de
rénovation et d'aménagement

Exploitation et entretien de 337 groupes
électrogènes appartenant à l'ONU, sur 11 sites, de
2 transformateurs électriques sur 2 sites, en plus des
contrats souscrits auprès de fournisseurs locaux
d'électricité

Exploitation et entretien d'installations
d'approvisionnement en eau et de traitement des
eaux appartenant à l'ONU (48 puits ou trous de
forage et 24 stations d'épuration des eaux, et
70 stations d'épuration des eaux usées appartenant à
l'ONU dans 13 sites)

Fourniture de services de gestion des déchets,
y compris de collecte et d'élimination des déchets
liquides et solides, dans 12 sites

Fourniture de services de nettoyage, d'entretien des
périmètres, de lutte phytosanitaire et de
blanchisserie dans 22 sites répartis dans 10 lieux
différents, et de services de jardinage et de contrôle
de la végétation dans 20 sites répartis dans 8 lieux
différents

Services d'entretien et de réparation pour 3 pistes et
aires de stationnement sur 2 sites, et pour 10 aires
de poser d'hélicoptère dans 8 sites

Services d'entretien et de réparation pour 3,8 km de
routes internes, 700 m de routes périphériques et
25 000 m² d'aires de stationnement dans 1 lieu
(Bamako)

Gestion du carburant

Gestion de l'approvisionnement et du stockage de
55,8 millions de litres de carburant (15,2 millions de
litres pour les opérations aériennes, 11,4 millions de

24 Installations de la Mission

12 Sites

10 Projets d'hébergement ont été exécutés en
utilisant du matériel en stock

16 Projets de construction, de rénovation et
d'aménagement ont été exécutés

337 Groupes électrogènes

11 Sites

2 Transformateurs électriques

2 Sites

48 Puits ou trous de forage

22 Stations d'épuration des eaux

Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique
par le fait que 2 stations d'épuration des eaux
ont été installées par des pays fournisseurs de
contingents au moyen de matériel appartenant
aux contingents car le matériel appartenant à
l'ONU n'était pas opérationnel

70 Stations d'épuration des eaux usées
appartenant à l'ONU

13 Sites

12 Sites

22 Sites répartis dans 10 lieux différents

19 Sites répartis dans 8 lieux différents

Ce chiffre inférieur aux prévisions tient au fait
que, dans 1 site à Bamako, les services de
jardinage ont été fournis par le Gouvernement
hôte

3 Pistes et aires de stationnement sur 2 sites

10 Aires de poser d'hélicoptère dans 8 sites

3,8 Kilomètres de routes internes

700 Mètres de routes périphériques

25 000 Mètres carrés d'aires de stationnement

54,8 Millions de litres de carburant et de lubrifiants
dans les points de distribution et les
installations de stockage répartis dans 13 sites

litres pour les transports terrestres et 29,2 millions de litres pour les groupes électrogènes et d'autres équipements) et de lubrifiants dans les points de distribution et les installations de stockage répartis dans 13 sites

12,2 Millions de litres pour les opérations aériennes
Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par les restrictions des mouvements aériens et terrestres imposées en raison de la pandémie

8,0 Millions de litres pour les transports terrestres
Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par les restrictions des mouvements aériens et terrestres imposées en raison de la pandémie

34,6 Millions de litres pour les groupes électrogènes et autres équipements
Ce chiffre supérieur aux prévisions tient au matériel supplémentaire appartenant aux contingents qui a été mis en place, notamment les groupes électrogènes déployés par les contingents

Technologies géospatiales, informatique et télécommunications

Fourniture de 3 588 radios portatives, de 1 391 radios mobiles pour véhicules et de 255 radios fixes, ainsi que de l'appui y afférent

3 720 Radios portatives
Le nombre de radios portatives est supérieur aux prévisions en raison de la reconstitution des stocks des pays fournisseurs de contingents ou de personnel de police et de ceux du Service de la lutte antimines

1 617 Radios mobiles pour véhicules
Ce chiffre est plus élevé que prévu en raison de l'installation de radios dans des véhicules appartenant à l'ONU et de la reconstitution des stocks

403 Radios fixes
Ce chiffre supérieur aux prévisions tient à la reconstitution des stocks

Exploitation et maintenance de 1 station de radio FM et de 2 studios de production radiophonique

11 Stations de radio FM

8 Studios de production radiophonique

Exploitation et maintenance d'un réseau de téléphonie, de visioconférence et d'échange de données, y compris 40 microstations terriennes, 91 liaisons hertziennes et 28 centraux téléphoniques, ainsi qu'un réseau sécurisé, des communications radio air-sol et des enregistrements vocaux pour la flotte aérienne de la MINUSMA

39 Microstations terriennes

Ce chiffre inférieur aux prévisions s'explique par la fermeture du camp de Diabali

82 Liaisons hertziennes

Ce chiffre est moins élevé que prévu car les négociations menées avec l'opérateur local pendant l'exercice 2020/21 n'ont pas abouti

20 Centraux téléphoniques

Ce chiffre inférieur aux prévisions tient à la migration et à la modernisation technologiques qui sont en cours

Fourniture de 4 283 ordinateurs et de 521 imprimantes pour un effectif moyen de 1 682 utilisateurs civils et de 2 271 utilisateurs en tenue à Bamako et dans d'autres régions, et fourniture de services d'appui connexes et de services communs

4 860 Ordinateurs
521 Imprimantes
1 682 Utilisateurs civils
2 271 Utilisateurs en tenue
Oui Services communs fournis

Ce chiffre plus élevé que prévu s'explique par le fait que des ordinateurs ont été fournis aux vacataires et installés dans les salles de formation

Exploitation et maintenance de 115 réseaux locaux et réseaux étendus dans 12 sites

89 Réseaux locaux
54 Réseaux étendus
12 Sites

Ces chiffres sont inférieurs aux prévisions en raison du déploiement de réseaux Wi-Fi standard et de nouvelles liaisons satellites pour le réseau sécurisé de la Mission

Analyse de données géospatiales portant sur une surface de 1,24 million de km², mise à jour des couches topographiques et thématiques et production de 6 500 cartes

1,24 Million de km²
6 255 Cartes

Ce chiffre moins élevé que prévu tient à la production et à la distribution de cartes numériques plutôt que de cartes imprimées, principalement dans les régions

Services médicaux

Exploitation et entretien d'installations médicales appartenant à l'ONU (5 unités médicales de niveau I) et services d'appui aux formations sanitaires appartenant aux contingents [39 unités médicales de niveau I dans 10 sites, et 3 hôpitaux de niveau II dans 3 sites (Gao, Tombouctou et Kidal)] ; maintien de 1 lettre d'attribution pour un hôpital de niveau III dans 1 site à Dakar, de 1 unité médicale d'urgence (privée) à Mopti, et de dispositions contractuelles avec 3 hôpitaux privés de niveaux II (2 à Bamako et 1 au Niger)

5 Unités médicales de niveau I appartenant à l'ONU à Bamako, Gao, Tombouctou, Mopti et Kidal
39 Unités médicales de niveau I appartenant aux contingents dans 10 sites
3 Hôpitaux de niveau II appartenant aux contingents dans 3 sites (Gao, Tombouctou et Kidal)
1 Lettre d'attribution pour un hôpital de niveau III à Dakar
1 Unité médicale d'urgence (privée) à Mopti
2 Hôpitaux privés de niveaux II à Bamako

Ce chiffre est moins élevé que prévu parce que des capacités en sus des hôpitaux privés de niveau II situés à Bamako ont été mises en place et qu'il n'est donc plus nécessaire de recourir à l'hôpital privé de niveau II situé à l'extérieur de la zone de la Mission

Gestion de dispositifs d'évacuation sanitaire vers 2 centres de soins (1 établissement de niveau III et

2 Centres de soins (1 établissement de niveau III et 1 de niveau IV)

1 établissement de niveau IV) dans 2 sites à l'extérieur de la zone de la Mission (Dakar et Le Caire)

2 Sites à l'extérieur de la zone de la Mission (Dakar et Le Caire)

Maintien d'arrangements contractuels avec une équipe commerciale d'évacuation sanitaire aérienne dans 2 sites à Bamako et Mopti en vue d'évacuations sanitaires aériennes à l'intérieur et à l'extérieur de la zone de la Mission vers des installations médicales avancées capables d'effectuer des interventions chirurgicales vitales et orthopédiques

Oui

Services de gestion de la chaîne d'approvisionnement

Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, d'un appui à la planification et à l'approvisionnement pour l'achat de biens et de produits de base d'une valeur estimée à 456 millions de dollars

376 Millions de dollars

Ce chiffre inférieur aux prévisions s'explique par les retards enregistrés en raison de la pandémie de COVID-19

Réception, gestion et distribution de 29 967 tonnes de marchandises au maximum dans la zone de la Mission

18 887 Tonnes

Ce chiffre inférieur aux prévisions s'explique par le fait que la Mission a mené moins d'opérations que prévu en raison des mesures de confinement prises pour lutter contre la COVID-19 et que les conditions de sécurité le long des principaux axes routiers s'est détériorée, ce qui a conduit la Mission à donner la priorité aux articles de première nécessité tels que les rations et le carburant, laissant ainsi moins de créneaux disponibles pour les marchandises

Dans la limite des pouvoirs délégués, gestion et comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks avec ou sans valeur marchande et des équipements dont la valeur est inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total de 360 millions de dollars, et communication de l'information y relative

374 Millions de dollars

Ce chiffre plus élevé que prévu tient au fait que la consommation de biens non durables a été inférieure au cours de l'exercice

Services relatifs au personnel en tenue

Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif maximum autorisé de 15 209 militaires et policiers (40 observateurs militaires, 486 officiers d'état-major, 12 763 membres des contingents, 350 membres de la police des Nations Unies, et 1 570 membres d'unités de police constituées) ainsi que 19 agents fournis par des gouvernements

16 Observateurs militaires (effectif moyen)

481 Officiers d'état-major (effectif moyen)

12 294 Membres des contingents (effectif moyen)

282 Membres de la police des Nations Unies (effectif moyen)

1 446 Membres d'unités de police constituées (effectif moyen)

16 Agents fournis par des gouvernements (effectif moyen)

Inspection et vérification du matériel majeur appartenant aux contingents et contrôle du respect des normes relatives au soutien logistique autonome, et établissement de rapports à ce sujet, pour 56 unités militaires et unités de police constituées réparties dans 12 sites

Fourniture et stockage de rations, y compris de combat, et d'eau pour un effectif moyen de 13 833 membres des contingents et unités de police constituées

Appui au traitement des indemnités et prestations pour un effectif moyen de 869 militaires et policiers et 19 membres du personnel fourni par des gouvernements

Appui au traitement de demandes d'autorisation de voyage présentées par des membres du personnel en tenue : 872 demandes de voyage dans la zone de la Mission et 116 demandes en dehors de la zone de la Mission à des fins autres que la formation et 3 037 demandes à des fins de formation

Gestion des véhicules et services de transport terrestre

Exploitation et entretien de 1 010 véhicules appartenant à l'ONU (438 véhicules légers, 130 véhicules à usage spécial, 8 ambulances, 193 véhicules blindés ainsi que 241 autres véhicules spécialisés, remorques ou dispositifs d'accrochage), 4 438 véhicules appartenant aux contingents et 7 ateliers de réparation du matériel, et fourniture de services de transport et de navette

53 Unités militaires et unités de police constituées réparties dans 12 sites

Ce chiffre inférieur aux prévisions s'explique par le fait que 2 unités dont le déploiement était prévu ne disposaient pas des moyens aériens requis et que le déploiement de 1 unité a été annulé en raison des limites fixées en ce qui concerne l'effectif maximal autorisé

12 929 Membres des contingents et unités de police constituées

763 Militaires et policiers

16 Membres du personnel fourni par des gouvernements

226 Demandes de voyage dans la zone de la Mission à des fins autres que la formation

Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par les restrictions des déplacements liées à la pandémie

97 Demandes de voyage en dehors de la zone de la Mission à des fins autres que la formation

Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par les restrictions des déplacements liées à la pandémie

4 Demandes de voyage à des fins de formation

Ce chiffre moins élevé que prévu s'explique par les restrictions des déplacements liées à la pandémie

447 Véhicules légers

145 Véhicules à usage spécial

8 Ambulances

10 Véhicules blindés de transport de troupes

178 Véhicules blindés

3 Ambulances blindées

234 Autres véhicules spécialisés [engins du génie (18), matériel de manutention (40), matériel de servitude au sol (47), remorques (33), dispositifs d'accrochage (96)]

3 640 Véhicules appartenant aux contingents

L'écart global tient aux raisons suivantes :
a) des véhicules, des véhicules blindés de

transport de troupes, des remorques et du matériel de manutention hors d'usage ou excédentaires ont été rapatriés et n'ont pas été remplacés ; b) 4 contingents non pas été déployés, contrairement à ce qui était prévu initialement ; c) du matériel n'a pas été livré en raison de problèmes logistiques survenus au point d'entrée

7 Ateliers de réparation du matériel

Oui Services de transport et de navette fournis

Services de sécurité

Fourniture de services de protection rapprochée 24 heures sur 24 aux hauts responsables de la Mission et aux hautes personnalités en visite et de services de sécurité pour l'ensemble du personnel et les installations de la Mission

Oui

Évaluation ou réévaluation des conditions de sécurité dans toute la zone de la Mission, notamment pour 119 logements

220 Logements

Ce chiffre supérieur aux prévisions tient au fait que des demandes supplémentaires d'évaluation des conditions de sécurité ont été reçues

11 séances d'information sur la sécurité et les plans d'urgence à l'intention de tout le personnel de la Mission

5 Séances d'information sur la sécurité et les plans d'urgence à l'intention de tout le personnel de la Mission

Ce chiffre a été moins élevé que prévu en raison des restrictions liées à la COVID-19

197 cours de formation de base à la sécurité et 7 séances de prévention des incendies et exercices d'évacuation en cas d'incendie pour tous les nouveaux membres du personnel

1 472 Cours de formation de base à la sécurité

218 Séances de prévention des incendies et exercices d'évacuation en cas d'incendie

Ce chiffre supérieur aux prévisions tient à l'utilisation d'une plateforme en ligne pour la formation

200 enquêtes

914 Enquêtes

Ce chiffre plus élevé que prévu s'explique par le fait que des enquêtes supplémentaires ont été menées afin de pouvoir rendre compte de la performance globale de la composante Sûreté et sécurité

Déontologie et discipline

Application d'un programme de déontologie et de discipline pour l'ensemble du personnel militaire et civil par l'intermédiaire d'activités de prévention, comprenant une formation, un suivi des enquêtes et des mesures disciplinaires, ainsi que des mesures correctives en cas de manquement

204 Séances de formation organisées à l'intention de 7 148 membres du personnel de la MINUSMA

24 Visites d'évaluation des risques

32 Rapports d'enquête

53 Nouveaux dossiers relatifs à des allégations de manquement

VIH/sida

Programme de sensibilisation au VIH/sida, y compris l'éducation par les pairs, pour tous les nouveaux membres du personnel de la Mission, et fourniture de services réguliers au personnel existant

- 3 Activités de suivi des cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles
- 4 Mesures disciplinaires et autres mesures de réparation ont été prises

- 41 Séances de formation pour les nouveaux membres du personnel
- 3 Séances de formation par les pairs
- 99 Programmes de sensibilisation à grande échelle
- 7 Séances de formation à l'intention des responsables des traitements postexposition
- 3 Séances de formation à l'intention des agents des services confidentiels de dépistage volontaire et d'accompagnement psychologique
- 4 Cours de remise à niveau

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021.)

Catégorie	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écart	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	2 165,6	1 321,2	844,4	39,0
Contingents	432 221,6	426 842,3	5 379,3	1,2
Police des Nations Unies	11 501,5	14 015,2	(2 513,7)	(21,9)
Unités de police constituées	48 034,2	48 456,9	(422,7)	(0,9)
Total partiel	493 922,9	490 635,6	3 287,3	0,7
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	160 059,7	164 190,8	(4 131,1)	(2,6)
Personnel recruté sur le plan national	24 989,6	29 127,7	(4 138,1)	(16,6)
Volontaires des Nations Unies	9 508,3	10 560,9	(1 052,6)	(11,1)
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1 431,2	1 430,1	1,1	0,1
Personnel fourni par des gouvernements	665,9	789,4	(123,5)	(18,5)
Total partiel	196 654,7	206 098,9	(9 444,2)	(4,8)
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—
Consultants et services de consultants	525,5	359,3	166,2	31,6
Voyages officiels	4 720,6	1 976,8	2 743,8	58,1
Installations et infrastructures	137 960,3	97 512,0	40 448,3	29,3
Transports terrestres	18 463,3	16 271,5	2 191,8	11,9
Opérations aériennes	160 208,6	112 757,1	47 451,5	29,6
Opérations maritimes ou fluviales	1 840,3	854,8	985,5	53,6
Communications et informatique	63 712,7	78 801,9	(15 089,2)	(23,7)
Santé	8 671,3	9 650,1	(978,8)	(11,3)
Matériel spécial	—	—	—	—
Fournitures, services et matériel divers	91 904,5	83 670,4	8 234,1	9,0
Projets à effet rapide	4 800,0	4 770,8	29,2	0,6
Total partiel	492 807,1	406 624,7	86 182,4	17,5
Montant brut	1 183 384,7	1 103 359,2	80 025,5	6,8
Recettes provenant des contributions du personnel	17 365,3	18 476,1	(1 110,8)	(6,4)
Montant net	1 166 019,4	1 084 883,1	81 136,3	7,0
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	—	—	—	—
Total	1 183 384,7	1 103 359,2	80 025,5	6,8

B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

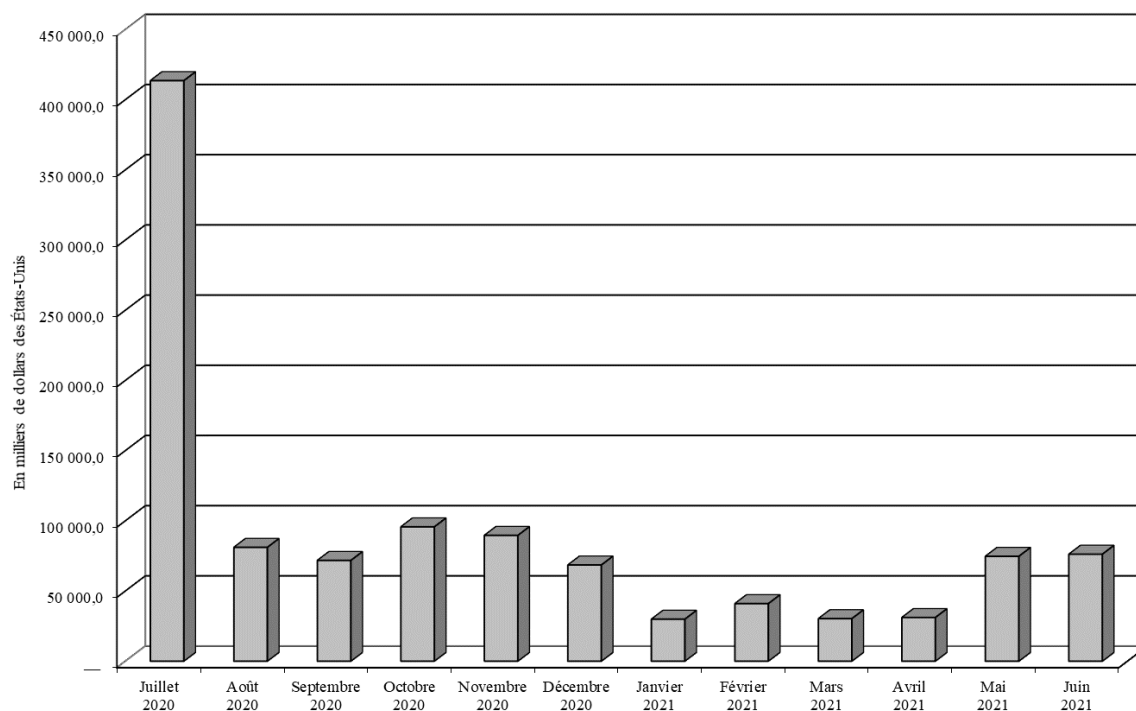
<i>Catégorie</i>	<i>Répartition initiale du montant approuvé</i>	<i>Montants réaffectés</i>	<i>Répartition révisée</i>
I. Militaires et personnel de police	493 922,9	(3 287,3)	490 635,6
II. Personnel civil	196 654,7	9 444,1	206 098,8
III. Dépenses opérationnelles	492 807,1	(6 156,8)	486 650,3
Total	1 183 384,7	–	1 183 384,7
Pourcentage de réaffectations			0,8

51. Au cours de l'exercice considéré, des fonds ont été réaffectés des catégories I (Militaires et personnel de police) et III (Dépenses opérationnelles) à la catégorie II (Personnel civil). La réaffectation s'explique par le dépassement de crédits au titre des dépenses afférentes au personnel civil en raison de taux d'occupation des postes plus élevés que prévu pour l'ensemble des catégories de personnel, compte tenu des dispositions prises par la Mission aux fins du recrutement, et du versement d'indemnités de poste plus élevées que prévu aux membres du personnel recrutés sur le plan international.

52. En ce qui concerne la catégorie I, la réaffectation a été possible principalement en raison d'une sous-utilisation des crédits affectés aux contingents, qui tient à des frais de livraison moins élevés que prévu pour les rations, les contingents ayant pris livraison des rations directement dans quatre points de distribution (Bamako, Gao, Kidal et Tombouctou).

53. Pour ce qui est de la catégorie III, il a été possible de réaffecter des fonds principalement en raison d'une sous-utilisation des crédits prévus pour les opérations aériennes et les installations et infrastructures, situation qui s'explique comme ceci : a) six avions de renseignement, de reconnaissance et de surveillance n'ont pas été déployés, un pays fournisseur de contingents n'ayant pas pu honorer l'engagement pris de les livrer et la procédure d'acquisition dans le commerce de matériel de remplacement ayant été trop lente ; b) des drones moyenne altitude longue endurance à court rayon d'action n'ont pas été déployés à Kidal et Tombouctou en raison des difficultés rencontrées pour se les procurer auprès de fournisseurs civils ; c) les coûts afférents aux travaux de construction, de transformation et d'amélioration des locaux et aux gros travaux d'entretien ont été moins élevés que prévu ; d) le contrat complet d'exploitation et d'entretien des systèmes d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées n'a pas été exécuté, les négociations avec les fournisseurs n'ayant pas abouti.

C. Évolution des dépenses mensuelles



54. Le pic constaté en juillet 2020 s'explique principalement par la comptabilisation des engagements au titre des remboursements aux pays fournisseurs de contingents du coût des contingents aux taux standard et des dépenses afférentes au matériel appartenant aux contingents et au soutien logistique autonome pour l'exercice 2020/21.

D. Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Montant</i>
Produit des placements	2 477,4
Produits divers ou accessoires	468,3
Contributions volontaires en espèces	—
Ajustements sur exercices antérieurs	—
Annulation d'engagements d'exercices antérieurs	45 826,8
Total	48 772,5

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>		
Matériel majeur			
Contingents			89 709,5
Unités de police constituées			11 829,7
Total partiel			101 539,2
Soutien logistique autonome			
Contingents			53 054,7
Unités de police constituées			5 694,7
Total partiel			58 749,4
Total			160 288,6
<i>Facteurs applicables à la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	2,4	1 ^{er} juillet 2017	1 ^{er} avril 2016
Usage opérationnel intensif	3,3	1 ^{er} juillet 2017	1 ^{er} avril 2016
Actes d'hostilité ou abandon forcé	5,4	1 ^{er} juillet 2017	1 ^{er} avril 2016
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	0,0-5,0		

F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur</i>
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces ^a	45 201,2
Contributions volontaires en nature (non budgétisées)	
Total	45 201,2

^a Y compris la valeur locative des terrains et bâtiments fournis par le Gouvernement, et les droits et redevances aéroportuaires et les redevances afférentes à la manutention du fret.

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Observateurs militaires	844,4	39,0 %

55. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le remplacement des observateurs militaires par des officiers d'état-major, qui est toujours en cours et qui est prévu dans le plan d'adaptation de la Mission.

	<i>Écart</i>	
Contingents	5 379,3	1,2 %

56. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement comme suit : a) des frais de livraison moins élevés que prévu, car les contingents ont pris livraison des rations directement dans quatre points de distribution ; b) le mauvais état de certains équipements endommagés par des actes d'hostilité. Elle a été contrebalancée en partie par un dépassement de crédits au titre : a) du remboursement aux gouvernements du coût des contingents aux taux standard, les déductions au titre du matériel appartenant aux contingents ayant été moins élevées que prévu et les sommes remboursées ayant été plus élevées que prévu du fait de la présence simultanée dans la zone de la Mission, en raison des restrictions liées à la COVID-19, des contingents à relever et des contingents assurant la relève ; b) de l'indemnité de subsistance (missions) en raison d'un taux de vacance moyen effectif plus faible (3,6 %) que celui prévu au budget (5,0 %) et du remplacement des observateurs militaires par des officiers d'état-major ; c) du fret et du déploiement du matériel appartenant aux contingents en raison du rapatriement imprévu de plusieurs unités et systèmes et d'une unité médicale de niveau II.

	<i>Écart</i>	
Police des Nations Unies	(2 513,7)	(21,9 %)

57. Le dépassement de crédits tient principalement au fait que les policiers des Nations Unies mis à la disposition de la Mission sans moyens d'hébergement ont été plus nombreux que prévu. Il a été partiellement compensé par un taux effectif moyen de vacance (19,4 %) plus élevé que le taux ayant servi à l'établissement du budget (10,0 %).

	<i>Écart</i>	
Unités de police constituées	(422,7)	(0,9 %)

58. Le dépassement de crédits est principalement dû au fait que le matériel majeur appartenant aux contingents était meilleur que ce qui avait été prévu au budget. Il a été partiellement compensé par le déploiement tardif d'une unité de police constituée, le matériel appartenant à celle-ci ayant été temporairement bloqué au point d'entrée.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(4 131,1)	(2,6 %)

59. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) un coefficient d'ajustement pour l'indemnité de poste (43,3 %) plus élevé que celui prévu au budget

¹ Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

(28,4 %) ; b) un taux de vacance effectif moyen (7,2 %) inférieur au taux utilisé dans le budget (8,5 %), les procédures de recrutement ayant été plus efficaces et ayant pris moins de temps. Il a été partiellement compensé par des dépenses moins élevées que prévu au titre : a) des dépenses communes de personnel, les membres du personnel ayant présenté un plus petit nombre de demandes de remboursement au titre des congés de détente, des congés dans les foyers, des voyages au titre des études et des voyages de visite familiale, en raison du confinement dû à la pandémie et des restrictions en matière de voyage qui en ont découlé ; b) de la prime de danger, le nombre de fonctionnaires qui y avaient droit ayant été inférieur à celui retenu dans le budget approuvé, dans la mesure où le personnel a été autorisé à télétravailler pendant la pandémie pour assurer la continuité des opérations.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	(4 138,1)	(16,6 %)

60. Le dépassement de crédits s'explique principalement par le fait que les taux de vacance moyens effectifs ont été inférieurs aux prévisions – 10,0 % pour les administrateurs et 9,0 % pour les agents des services généraux, alors que les taux retenus dans le budget approuvé pour ces deux catégories de personnel étaient fixés à 16,0 % et 13,2 % –, en raison de l'adoption de procédures de recrutement plus efficaces.

	<i>Écart</i>	
Volontaires des Nations Unies	(1 052,6)	(11,1 %)

61. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) un taux de vacance moyen effectif inférieur aux prévisions (13,1 % contre 18,3 % dans le budget approuvé), en raison de l'adoption de procédures de recrutement plus efficaces et plus rapides.

	<i>Écart</i>	
Personnel fourni par des gouvernements	(123,5)	(18,5 %)

62. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) un taux de vacance moyen effectif inférieur aux prévisions (15,8 % contre 26,0 % dans le budget approuvé), en raison de l'adoption de procédures de recrutement plus efficaces et plus rapides.

	<i>Écart</i>	
Consultants et services de consultants	166,2	31,6 %

63. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait que le recrutement de consultants chargés d'activités de fond concernant les droits humains, la justice et les questions pénitentiaires ainsi que les affaires politiques a été reporté du fait des restrictions en matière de voyage imposées au niveau mondial en raison de la pandémie.

	<i>Écart</i>	
Voyages officiels	2 743,8	58,1 %

64. La sous-utilisation des crédits tient principalement au fait que le nombre de voyages a été inférieur à celui qui avait été inscrit au budget, en raison des restrictions tenant à la pandémie.

	<i>Écart</i>	
Installations et infrastructures	40 448,3	29,3 %

65. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement comme suit : a) les coûts effectifs ont été inférieurs aux prévisions budgétaires pour les projets de construction, les tarifs des prestataires de services ayant été moins élevés que prévu ; b) le contrat complet d'exploitation et d'entretien des systèmes d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées n'a pas été exécuté, les négociations avec les fournisseurs n'ayant pas abouti et un nouvel appel d'offres ayant été lancé ; c) l'acquisition de matériaux de construction destinés à l'entretien des locaux et au renforcement de la sécurité a été reportée en raison de la pandémie ; d) le fournisseur n'a pas exécuté le contrat relatif aux services d'élimination des déchets en raison de la pandémie ; e) les frais de ramassage et d'élimination des déchets solides non dangereux ont été moins élevés que prévu, les activités de ramassage ayant été plus espacées pendant la pandémie.

66. La sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par un dépassement des crédits tenant à l'acquisition d'un plus grand nombre de blocs sanitaires préfabriqués (toilettes, douches et chauffe-eau) aux fins de l'amélioration des locaux à Mopti, Gao et Kidal, par rapport aux achats prévus dans le budget approuvé.

	<i>Écart</i>	
Transports terrestres	2 191,8	11,9 %

67. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par les facteurs suivants : a) la consommation effective de carburant a été inférieure à celle qui avait été prévue au budget pour les véhicules (8,0 millions de litres au lieu de 11,3 millions de litres), pour un coût lui-même inférieur (0,76 dollar par litre au lieu de 0,88 dollar par litre en moyenne), en raison des restrictions en matière de déplacements par voie terrestre tenant à la pandémie ; b) le contrat de location d'engins de travaux publics n'a pas été renouvelé du fait de l'échec des négociations avec le fournisseur, les besoins en ce qui concerne les engins de travaux publics qui auraient dû servir à l'agrandissement des camps et au renforcement de la sécurité à Mopti et Douentza ont été moindres, et les véhicules qui auraient dû servir à faciliter les élections législatives n'ont pas été loués, car les élections n'ont pas eu lieu.

68. La sous-utilisation des crédits a été contrebalancée en partie par l'acquisition de 10 véhicules blindés, de 2 chariots élévateurs lourds, de 3 ambulances blindées et de 3 camions de pompiers, de façon à répondre aux besoins en matière de sûreté et de sécurité, matériel pour lequel aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé.

	<i>Écart</i>	
Opérations aériennes	47 451,5	29,6 %

69. La sous-utilisation des crédits tient principalement aux facteurs suivants : a) six avions de renseignement, de reconnaissance et de surveillance n'ont pas été déployés, un pays fournisseur de contingents n'ayant pas pu honorer l'engagement pris de les livrer et la procédure d'acquisition dans le commerce de matériel de remplacement ayant été trop lente ; b) des drones moyenne altitude longue endurance à court rayon d'action n'ont pas été déployés à Kidal et Tombouctou en raison des difficultés rencontrées pour se les procurer auprès de fournisseurs civils ; c) la consommation de carburant a été inférieure aux prévisions (12,2 millions de litres, contre 15,2 millions de litres prévus au budget), pour un coût lui-même inférieur (0,77 dollar par litre, contre 0,88 dollar par litre) et la Mission a puisé pendant l'exercice 2020/21 dans la réserve de carburant constituée au cours d'exercices précédents ; la moindre

consommation tient aux restrictions imposées en matière de déplacements par la Mission en raison de la pandémie et au fait qu'un certain nombre d'heures de vol n'ont pas été utilisées, car six avions de renseignement, de surveillance et de reconnaissance n'ont pas été déployés ; d) les redevances d'atterrissage ont été moins élevées que prévu pour les mêmes raisons.

	<i>Écart</i>	
Opérations maritimes ou fluviales	985,5	53,6 %

70. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement au fait que les achats de conteneurs ont été inférieurs aux prévisions du fait des restrictions et des retards concernant les transports entraînés par la pandémie.

	<i>Écart</i>	
Communications et informatique	(15 089,2)	(23,7 %)

71. Le dépassement de crédits s'explique principalement comme suit : a) la fourniture de services techniques de sécurité et de protection au camp de Kidal et de dispositifs de détection avancée des menaces et de fusion de données multicapteurs à Gao ; b) l'acquisition imprévue de matériel, et des licences et logiciels nécessaires à son fonctionnement, comme du matériel de mise en réseau pour un projet du Service de la lutte antimines dans la zone de la Mission, un système de vidéosurveillance pour Tessalit et Ménaka et des commutateurs réseau sécurisés, compte tenu des nouvelles priorités qui se sont fait jour après l'approbation du budget pour faire face à la multiplication des attaques contre les camps de la MINUSMA, priorités pour lesquelles aucun crédit n'avait été prévu.

	<i>Écart</i>	
Santé	(978,8)	(11,3 %)

72. Le dépassement de crédits s'explique principalement comme suit : a) l'acquisition de fournitures médicales – masques, gants, antiseptiques, gels hydroalcooliques et écouvillons pour les tests de dépistage de la COVID-19 – pour lesquelles aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé ; b) des services médicaux tenant à l'hospitalisation dans des hôpitaux civils de personnes blessées lors d'une attaque à l'engin explosif improvisé et au traitement des patients atteints de la COVID-19, pour lesquels aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	8 234,1	9,0 %

73. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement comme suit : a) les dépenses afférentes aux partenaires de réalisation et aux subventions ont été moins élevées que prévu en raison du retard pris, du fait des restrictions liées à la pandémie, dans l'exécution d'activités de désarmement, démobilisation et réintégration, compte tenu du rythme des opérations menées au niveau national, et dans l'exécution d'autres activités relatives aux programmes ; b) les frais de transport et les dépenses connexes liés à l'acquisition d'installations et d'infrastructures pour le matériel, les fournitures et les pièces de rechange nécessaires au soutien des activités de la Mission ont été moins élevés que prévu, puisque les activités n'ont pas eu lieu, et le transport intérieur de marchandises a également été restreint du fait de la pandémie. Elle a été contrebalancée en partie par des dépenses plus élevées que prévu tenant à des pertes de change, pour lesquelles aucun crédit n'avait été prévu dans le budget approuvé.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

74. En ce qui concerne le financement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali, il conviendrait que l'Assemblée générale :

a) se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice budgétaire allant du 1^{er} juillet 2020 au 30 juin 2021, soit 80 025 500 dollars ;

b) se prononce sur l'affectation des autres produits de l'exercice clos le 30 juin 2021, soit 48 772 500 dollars [produits des placements (2 477 400 dollars), produits divers ou accessoires (468 300 dollars) et annulation d'engagements d'exercices antérieurs (45 826 800 dollars)].

VI. Récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux décisions et demandes formulées par l'Assemblée générale dans sa résolution 75/302

Assemblée générale

(Résolution 75/302)

Décision ou demande

Se dit de nouveau gravement préoccupée par la menace que la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) continue de représenter pour la vie, la santé et la sécurité, et souligne qu'il importe d'assurer la sûreté, la sécurité et la santé du personnel de maintien de la paix, notamment en utilisant des vaccins sûrs et efficaces pour le personnel civil et le personnel en tenue, de maintenir la continuité de l'exécution des mandats, dont la protection des civils, de réduire au minimum le risque que les activités de la Mission contribuent à la propagation du virus et, selon les possibilités, d'aider les autorités nationales, si elles en font la demande et dans le cadre des mandats prévus, à prendre des mesures pour lutter contre la COVID-19, en collaboration avec la coordonnatrice résidente ou le coordonnateur résident et les entités des Nations Unies présentes dans le pays (par. 12).

Prend note des mesures qui ont été adoptées pour atténuer les effets de la pandémie de COVID-19 sur les opérations de maintien de la paix, notamment pour permettre aux missions de continuer d'exécuter leur mandat tout en garantissant la santé et la sécurité du personnel de maintien de la paix et des populations locales dans les pays hôtes, et prie le Secrétaire général de faire figurer, dans son prochain rapport sur l'exécution du budget de la Mission et dans le projet de budget pour l'exercice suivant, des informations actualisées sur les conséquences de la pandémie, les enseignements tirés, les meilleures pratiques et les mesures prises par la Mission pour améliorer sa préparation et sa résilience et collaborer avec les autorités du pays hôte et les acteurs régionaux et sous-régionaux dans le cadre de la lutte contre la pandémie (par. 13).

Mesures prises

La MINUSMA a maintenu l'équipe spéciale intégrée chargée des questions liées à la COVID-19, qui est présidée par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire). L'équipe a coordonné les réponses et la campagne de vaccination et continué de formuler des recommandations concernant les mesures d'atténuation et de prévention au niveau national et au niveau de la Mission.

Au cours de l'exercice, la MINUSMA a convoqué 13 réunions de l'équipe spéciale chargée des questions liées à la COVID-19. L'équipe a pris des mesures, en particulier des mesures restrictives, pour faire face à la deuxième vague de COVID-19 qui a déferlé dans la zone de la Mission en novembre 2020 et en atténuer les effets sur les opérations et sur le personnel. Le secrétariat de l'équipe spéciale, hébergé par le Centre d'opérations conjoint de la Mission, a également continué d'établir des rapports spéciaux sur la pandémie au Mali. Ces rapports ont été publiés sur une base hebdomadaire entre mars et août 2020, puis toutes les deux semaines jusqu'en septembre 2020, avant d'être suspendus en février 2021, les informations sur la COVID-19 ayant été intégrées au compte rendu de situation quotidien de la Mission. L'équipe spéciale a ensuite axé ses réunions sur la campagne de vaccination du personnel des Nations Unies et sur les directives et instructions administratives à adopter pour la mettre en œuvre. La MINUSMA a également consulté d'autres missions des Nations Unies sur les meilleures pratiques de dépistage et de quarantaine, ainsi que sur la planification du retour sur le lieu de travail.

Note avec préoccupation les effets à moyen et à long terme de la pandémie de COVID-19 sur les pays, les régions et les sous-régions en proie à des conflits et souligne qu'il importe que les opérations de maintien de la paix des Nations Unies agissent, s'il y a lieu et dans la limite de leur mandat, en coordination avec les autorités nationales et les entités des Nations Unies pour promouvoir la reconstruction après les conflits, la consolidation de la paix et le relèvement après la pandémie dans les pays et régions en conflit, en particulier en Afrique (par. 14).

Prie le Secrétaire général de veiller à ce que la Mission ait la latitude voulue pour utiliser les fonds consacrés aux activités relatives aux programmes et à ce qu'elle rende compte de l'emploi qu'elle en fait, conformément aux directives applicables et compte tenu du contexte dans lequel elle évolue, et de faire figurer dans le prochain projet de budget et dans le rapport sur l'exécution du budget des renseignements détaillés sur les activités de la Mission relatives aux programmes, notamment sur la façon dont elles ont contribué à l'exécution des mandats, sur les liens existant entre les activités et les mandats, sur les entités de réalisation et sur la mise en place par la Mission des contrôles voulus (par. 20).

Souligne également l'importance que revêt la bonne exécution du budget de l'ensemble des opérations de maintien de la paix et prie le Secrétaire général de continuer d'améliorer le contrôle des activités des missions de maintien de paix et d'appliquer les recommandations formulées par les organes de contrôle compétents, et d'éviter dans cette perspective les irrégularités de gestion et les pertes économiques connexes afin de garantir le plein respect du Règlement financier et des règles de gestion financière, tout en tenant compte comme il se doit des orientations et recommandations qu'elle-même a données, et de rendre compte de la question dans ses rapports sur l'exécution du budget de ces opérations (par. 35).

Au cours de l'exercice, la MINUSMA a continué d'organiser des réunions de l'équipe spéciale intégrée chargée des questions liées à la COVID-19, qui est présidée par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général (Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire) et rassemble les organismes faisant partie de l'équipe de pays des Nations Unies ainsi que les sections et composantes de la Mission. L'équipe spéciale a coordonné la mise en commun des informations entre les entités du système des Nations Unies au Mali et avec le Ministère de la santé. Cela a permis de fédérer la communication sur la COVID-19 – par voie d'affiches, de vidéos, d'annonces ou de brochures – pour l'ensemble des entités des Nations Unies présentes au Mali.

La MINUSMA a continué de rendre compte, dans les rapports du Secrétaire général et dans les lettres adressées au Conseil de sécurité, de l'emploi qu'elle faisait des fonds consacrés aux programmes, conformément à ses priorités stratégiques et à ses tâches prioritaires. Le rapport sur l'exécution du budget de l'exercice considéré comprend des informations détaillées sur les activités relatives aux programmes et sur la contribution de celles-ci à l'exécution du mandat. En outre, la Mission se sert de divers outils pour évaluer les résultats et l'effet obtenus, en particulier du module Umoja Application de pilotage stratégique et du Système complet de planification et d'évaluation de la performance.

La MINUSMA s'attache à donner suite aux recommandations du Comité des commissaires aux comptes et du Bureau des services de contrôle interne, de façon à améliorer ses modalités de gestion et à atténuer les risques ; elle procède un examen régulier de ses mécanismes de contrôle interne et veille à l'application du Règlement financier et des règles de gestion financière de l'ONU. Elle suit l'application des recommandations et assure la liaison avec les organes de contrôle.